

NOUVEAU CONFLIT EN AFRIQUE

Des combats frontaliers opposent le Mali et le Burkina

Absurdité

S'il ne venait pas encore aggraver le sort de populations qui comptent parmi les plus démunies de la planète, le conflit qui oppose depuis Noël le Mali à l'ancienne Haute-Volta ferait figure de guerre d'opérette. Comme si les catastrophes naturelles ne suffisaient pas dans cette région du Sahel si longtemps éprouvée par la sécheresse, les dirigeants de Bamako et de Ouagadougou mobilisent leurs troupes squelettiques pour le contrôle d'une zone désertique où ne se trouvent même pas les richesses minières dont se croient trop souvent dotés les pays pauvres, où l'on vit d'abord d'espoirs.

A première vue, il s'agit là de ce que l'Algérie appelle la « bombe à retardement de la colonisation » : des frontières tracées il y a un siècle par le partage colonial et tenant compte d'éphémères considérations politiques davantage que de la géographie. Il y a quelques années, le Mali avait fini par régler des conflits frontaliers analogues avec l'Algérie, la Mauritanie et le Niger.

Ce contentieux, dont les parties avaient saisi la Cour internationale de justice, semble maintenant relégué au second plan par le Burkina. « Ce n'est plus une question de revendication territoriale mais un conflit direct et ouvert entre la réaction et la révolution », affirme la radio de Ouagadougou.

Le capitaine Sankara, qui veut mener à bien une révolution « pure et dure », s'estime menacé par un complot étranger auquel serait mêlée une « force extra-africaine ». Le Burkina, qui avait boycotté le récent sommet franco-africain de Paris pour faire au même moment un accueil triomphal au colonel Kadhafi, veut sans doute attirer les soupçons sur la France.

Dans l'immédiat, sur le plan international, cette affaire préoccupe beaucoup l'Algérie, qui, en bons termes avec chacune, vient de dépêcher son ministre des affaires étrangères dans les deux capitales en conflit. En froid avec la Libye, à laquelle l'oppose également un contentieux frontalier aggravé par une rivalité entre ambitions régionales, l'Algérie a amorcé une coopération fructueuse avec le Mali. Elle rivalisait de bonnes manières avec Tripoli à l'égard de M. Sankara.

C'est peut-être faire beaucoup d'honneur au colonel Kadhafi de voir partout sa main. Il est cependant improbable que le Burkina ait pu décréter la « mobilisation générale » sans se sentir soutenu.

Les chefs d'Etats modérés du Conseil de l'Entente ont tout intérêt à ce que les affrontements ne dégénèrent pas en un conflit plus important dont Paris, qui a récemment accordé une aide militaire au Mali, ne pourrait longtemps se tenir à l'écart.

La campagne de vaccination à Djibouti
LIRE PAGE 3

Le Burkina (ancienne Haute-Volta) a ordonné, mercredi 25 décembre, la « mobilisation générale » après avoir accusé son voisin, le Mali, d'une attaque surprise contre des villages frontaliers situés sur son territoire. Bamako reconnaît la réalité des combats mais affirme n'avoir fait que « repousser des assaillants burkinas ».

Ce conflit, né d'un contentieux frontalier, suscite une intense activité diplomatique en Afrique. Alors que Paris reste en contact avec les deux capitales, l'Algérie et les partenaires du Burkina au sein du Conseil de l'Entente (Benin, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) ont envoyé leurs ministres des affaires étrangères à Bamako et à Ouagadougou. Un émissaire du colonel Kadhafi est ainsi attendu.

Il est difficile de se faire une idée de l'ampleur réelle des combats, les communiqués publiés de part et d'autre étant contradictoires. Le Burkina affirme avoir détruit six chars maliens au cours d'un engagement qui aurait fait de nombreux morts et blessés. Cette « sévère correction aux troupes d'agression » serait consécutive, selon la radio de Ouagadougou, à l'attaque de quatre villages burkinas par l'armée et l'aviation maliennes.

« L'impérialisme international, par le biais de ses enfants chéris à Bamako, nous a imposé la guerre en attaquant notre population

civile pacifique », affirme cette radio.

« La clique pourrie de Moussa Traoré (président du Mali), l'ennemi juré des peuples burkinas et maliens, a ainsi exécuté un ordre donné par les maîtres impérialistes [...]. Le pouvoir impérialiste européen a livré depuis trois jours du matériel et a envoyé des instructeurs au Mali. Ce matériel est utilisé pour attaquer notre peuple afin de maintenir le peuple malien sous le règne impérialiste de Moussa Traoré ».

Le gouvernement français reste depuis le début du conflit en contact avec les deux parties « en les invitant à la prudence, à la modération et à la discussion », indique-t-on au Quai d'Orsay.

Pour sa part, le Mali a rejeté la responsabilité du conflit sur le régime de Ouagadougou dont il a accusé les responsables d'être « des inconscients et des fous » qui ont « exposé leur peuple aux affres d'une guerre fratricide ».

(Lire la suite page 3.)

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Le gouvernement renoncerait à imposer la flexibilité

Très contesté par le Parti communiste, le projet gouvernemental sur la flexibilité du temps de travail devrait, pour avoir force de loi, être adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale. Compte tenu des délais et de ce que pourrait être l'attitude du Sénat, le gouvernement se prépare à renoncer à imposer son projet avant les élections de mars prochain.

Le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail a toutes les chances de n'être jamais adopté, victime du calendrier des travaux parlementaires.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le gouvernement serait maintenant décidé à ne pas forcer la décision. Il abandonnerait donc l'idée d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale et se préparerait à tirer parti de cet échec, en dénonçant la « collusion de tous les corporatismes ».

Si les communistes ont choisi de poursuivre au Sénat la tactique d'obstruction qui leur a si bien réussi à l'Assemblée nationale, on ne sait pas encore ce qu'a décidé de faire l'opposition, majoritaire au palais du Luxembourg ; mais, dans la meilleure des hypothèses, la discussion pourrait se poursuivre jusqu'à la fin du mois de février.

Le gouvernement n'a pas intérêt à ce que le débat se prolonge pendant la campagne électorale, le PCF et la CGT y trouvant une occasion de mobiliser, même arti-

ficiellement, leurs troupes contre un projet qu'ils condamnent.

C'est pourquoi les cabinets ministériels fourbissent une autre méthode. On laisserait le processus parlementaire se dérouler normalement sans forcer l'allure. Le projet de loi connaîtrait son aboutissement naturel lors de la première session de printemps de la nouvelle législature ; sous-entendu : si les socialistes gagnent...

Le gouvernement et, surtout, son ministre du travail, M. Michel Delebarre, ont déjà fait la démonstration de leur attachement à ce projet en bataillant ferme à l'Assemblée nationale. Favorable, selon les sondages, à l'aménagement du temps de travail, l'opinion publique ne douterait plus de leur volonté. Les socialistes pourraient proclamer que le « modernisme » de l'équipe au pouvoir s'est heurté au mur du double obscurantisme, de l'opposition de droite et des communistes. Ils pourraient même dénoncer l'« alliance objective » entre deux forces conservatrices.

A. La.

La «5» mal partie

Confrontée à des difficultés commerciales et juridiques, la chaîne privée aura du mal à tenir les délais.

PAGE 16

Affrontements

tribaux

en Afrique du Sud

Plus de cinquante morts près de Durban.

PAGE 20

Le pétrole

à 20 dollars ?

Le commissaire européen à l'énergie examine les conséquences d'une chute brutale du prix du baril.

PAGE 20

Brazil : haro

sur la réforme agraire!

Le plan du président Sarney est contesté à gauche comme à droite.

PAGE 6

Contrôle

des R9 et des R11

Renault « rappelle » 850 000 véhicules en France.

PAGE 18

Le Monde

DES LIVRES

Essais : M. Kraus, étincelant misanthrope.

Biographies : Frida Kahlo ou la souffrance dans un miroir.

Civilisation : neuf siècles de judaïsme.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech Pages 9 à 13

Débats : Dénationalisation, déréglementation... (2) ● Etranger (3 à 6) ● Société (7) ● Culture (14) ● Communication (16) ● Economie (17 à 19)

Programmes des spectacles (16) ● Radio-télévision (16) ● Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (8) ● Carnet (8) ● Annonces classées (16)

Le filet de protection

par PIERRE DROUIN

Coluche, l'abbé Pierre et l'Armée du salut — pour ne citer que les initiatives les plus médiatisées de lutte contre l'extrême pauvreté — ont réveillé des consciences dans la cheville de Noël maintenant dans une douce somnolence. Les chômeurs en fin de droits, les assistés sociaux, ceux à qui l'on coupe l'électricité, sans parler des arriérés sans domicile fixe dans une métropole qui refuse sa coquille, toute cette « armée de l'ombre » n'a plus les moyens de résister au malheur.

Les sociétés qui parlent de l'avenir technologique, de l'IDS, de l'Eurêka, d'Hermès, de l'économie-monde, des satellites de communication, etc., n'ont pas réussi à ouvrir le champ de l'espoir aux citoyens du bas de l'échelle. Face-à-face, l'irritant, il n'est donc pas étonnant que cette plaie au flanc des pays riches se rouvre à chaque campagne électorale.

D'entrée de jeu, les rédacteurs de la « plate-forme » du Parti socialiste écrivent : « Dans la période de crise que nous connaissons, la nécessité d'assurer à chacun un revenu minimum apparaît avec force

afin d'éviter les phénomènes d'exclusion sociale ».

Pour les amateurs de « majorité d'idées », comme disait jadis M. Edgar Faure, ce qui est plus conforme aux réalités que la notion de consensus, voici un chapitre intéressant. Les socialistes et les libéraux se retrouvent en effet sur ce point : si l'égalité est évidemment un mythe, du moins l'extrême misère n'est plus supportable parce qu'elle abolit la notion même de liberté.

Même sur les moyens, les positions ne sont pas très éloignées. Pour les socialistes, deux thèmes sont mis en avant :

1) Le revenu minimum ne sera accordé qu'après que l'ensemble des autres prestations auxquelles un individu a droit auront été sollicitées. Si leur somme reste inférieure à ce minimum, alors une sorte d'aide à la personne comblera la différence.

2) Comme la condition d'assistés ne passe plus la rampe depuis le début du XX^e siècle et que tout le système de sécurité sociale a précédemment eu pour but de s'arracher à la philosophie des « bonnaux ouverts », le PS demande que les

bénéficiaires du revenu minimum participent à des actions de formation ou de réinsertion.

Certes, la notion de « minimum » était introduite depuis longtemps dans la législation sur la protection sociale, qu'il s'agisse du SMI pour les salariés et de toutes les allocations réservées aux titulaires de revenus inférieurs à un certain plancher : salaire unique, frais de garde, logement, minimum vieillesse, bourse d'enseignement, aide aux grands infirmes adultes. Plus récemment l'allocation spécifique de solidarité de 43 francs par jour pour les chômeurs en fin de droits pouvait encore plus loin cette sauvegarde.

Cette fois, on veut universaliser la procédure et on la simplifie radicalement. Peu importe la raison pour laquelle on se retrouve au-dessous du seuil de survie : le seul fait d'y être placé par les circonstances déclenche un droit, celui d'être couvert par la société pour ses besoins élémentaires (qui au reste peuvent varier suivant le niveau de vie moyen de la population).

Dans l'esprit des socialistes, si l'on en croit un membre du bureau exécutif du PS, M. J.-C. Boulard (1),

le financement du minimum garanti proviendrait à égalité de deux sources : des collectivités locales (qui, de ce fait, verraient s'alléger les dépenses en très forte croissance des bureaux d'aide sociale) et de l'Etat. M. Boulard avait une idée ingénieuse : contributions volontaires déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu, sans parler de nouvelles taxes sur les jeux et les produits de base.

Du côté de l'opposition, M. Jacques Chirac manifesta également sa préoccupation sur le sujet. Parlant aux jeunes du RPR le 14 décembre dernier, il déclara : « Il y a un filet de protection sociale indispensable à maintenir dont la SMI fait partie. » Les TUC sont eux aussi une forme d'assurance d'un minimum vital pour les jeunes sans emploi. Le leader du RPR propose non seulement de les conserver mais de les étendre au secteur privé jusqu'à ce que la situation sociale s'améliore. « Il veut toujours mieux travailler et se rendre utile que de ne rien faire du tout ».

(Lire la suite page 17.)

(1) Le Monde du 6 décembre 1985.

SCANDALES, EXTORSIONS, POTS-DE-VIN

Corruption à la chinoise

De notre correspondant

Pékin. — Il y a quelques semaines, les autorités de la province de Canton arrêtaient un certain Liu Haoran. Cet ancien mécanicien de l'armée de l'air avait escroqué quatre-vingt-huit entreprises de 20 à 30 millions de yuans (1). Profitant de la recommandation de cadres retraités, il avait créé sa propre société privée — la Compagnie internationale de développement technique de Chine — et signé des contrats pour 7,8 milliards de yuans, 410 millions de dollars américains, 2,3 millions de dollars Hongkong et 35 millions de yens, soit un montant total de 23 milliards de francs.

Ce repris de justice a profité de ses relations, ces fameuses *guanxi*,

mais aussi de la pénurie de matières premières, de la désorganisation administrative, de l'absence de système légal et de la naïveté de nombreux responsables locaux obligés de remplir à n'importe quel prix les objectifs du plan. Mais rien n'aurait été possible sans la corruption qui sévit partout dans la Chine des « quatre modernisations ».

Jusqu'à son arrestation un peu par hasard, il se faisait verser des arriérés pour des livraisons de produits introuvables sur le marché ; bien entendu, les « pigeons » ne voyaient rien venir. Ainsi promit-il à la ville de Shunde, près de Canton, d'importer pour elle 150 000 tonnes d'acier. L'administration et la Banque de Chine accordèrent sans enquête l'autorisation et le contrat. Les devises ainsi obtenues prirent évidemment le

chemin d'un marché noir florissant.

Le crime organisé en col blanc — ou plutôt en vareuse Mao bleue — est devenu rampant. Le cas de Liu Haoran est sans doute le plus spectaculaire. Mais combien d'agresseurs ont réussi à passer aux travers des mailles du filet, grâce à leur habileté ou à leurs soutiens. Combien de cadres de tous niveaux agrémentent leur maigre salaire officiel de pots-de-vin ? Combien d'entreprises cachent leurs bénéfices au fisc, soit dans un but frauduleux, soit parfois, tout simplement, pour pouvoir financer leurs propres investissements ?

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 4.)

(1) Un yuan vaut environ 2,5 francs.

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Education ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tel: 0734-583247 Telex: 8488336 NADL G



صكرا من الامم

débats

Sauver les PTT

Le service public met en œuvre une forme supérieure de solidarité

par JACQUES MARCOT (*)

DÉNATIONALISATIONS DÉRÈGLEMENTATION...

Réduire le domaine public est l'un des objectifs majeurs de l'opposition. Jacques Marcot, en prenant l'exemple des PTT, souligne les aspects régressifs de la déréglementation et Pierre Jagoret insiste sur les injustices qui naîtraient de la dénationalisation.

Cadeaux et carambouille

Le RPR a-t-il mesuré les implications morales et financières de la privatisation ?

par PIERRE JAGORET (*)

EN dehors de leurs conséquences sur la bonne marche des entreprises et la poursuite de leurs stratégies de développement, les projets de dénationalisation de l'opposition appellent quelques observations d'ordre moral et financier.

Le programme du RPR prévoit 40 milliards d'allègement d'impôts et le même montant d'économies. Parmi les économies figurent 10 milliards de recettes provenant de la dénationalisation. Autrement dit, on vend le capital pour financer des réductions d'impôt. Comme le dit un conservateur anglais : on vend les bijoux de famille pour maintenir le train de vie.

Les 200 000 plus gros contribuables (ceux qui relèvent de l'impôt sur la fortune et des tranches supérieures à 50 % de l'impôt sur le revenu) bénéficieront de la moitié ou presque (19 milliards) des réductions d'impôts prévues (1). Les salariés ne bénéficient pas de ressources supplémentaires, ne peut penser qu'une part de ces allègements permettront à leurs heureux bénéficiaires de se porter acquéreurs des actions des entreprises dénationalisées. Tout se passe donc comme si l'opposition fournissait à une petite phalange les moyens d'acheter les biens de la collectivité. Et dernière analyse, l'opposition fait cadeau au patrimoine national. Est-ce une

version moderne et interne du plan Marshall ou bien du « milliard des immigrés » que le RPR a concoctée ?

L'Etat, qui a en 1982 nationalisé un certain nombre d'entreprises ? a indemnisé leurs propriétaires par la remise d'obligations amortissables. En pratique, cela correspond à un achat à crédit. En les revendant au comptant — comme le propose l'opposition — l'Etat en 1986 se livrerait à une opération qui a un nom dans le commerce : la carambouille (2). Pour des docteurs en orthodoxie financière, c'est quelque peu paradoxal.

Si, pour satisfaire ses ardeurs idéologiques, l'opposition veut dénationaliser, il serait simple honnête et moral qu'elle s'applique dans ces projets que les recettes provenant de la vente des actifs de l'Etat servent à éteindre la dette née de l'acquisition de ces mêmes actifs, soit par amortissement des obligations, soit par échange de ces obligations contre des actions. Mais, dans ce cas, que deviendrait les cadeaux aux 200 000, les plans de prise de contrôle des banques, des assurances par les groupes « amis » qui se disputent déjà la peau de l'ours ?

(1) Curieusement, cela ne figure pas dans le programme social du RPR.

(2) Carambouille = escroquerie consistant à revendre une marchandise non payée (Dictionnaire Robert).

« LA FRANCE SENSIBLE », de Pierre Sansot

L'âme de l'unité nationale

LY a bien des manières de concevoir une patrie et l'objet d'un patriotisme. En voici une inhabituelle : la France, puisque l'auteur, est comme instituée par « un imaginaire collectif qui, loin de nous exiler d'une prétendue réalité, réanime, redonne, perpétue à l'être l'existence de notre pays ». Cette définition d'un philosophe met en lumière l'actualité d'occultation, voire l'effacement total, du dit imaginaire et l'avènement, au détriment du citoyen, de l'individu asservi par les tentations libérales auxquelles le soumet le pouvoir universel. Et le refuge ne saurait être dans le seul recours aux valeurs locales et aux séductions de l'environnement immédiat.

Les deux positions, la localiste et la mondialiste, ont l'une et l'autre pour effet d'escamoter cette France qui, de leur fait, devient lointaine ; et elles risquent ainsi de laisser sans objet un patriotisme que nous voyons aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, passablement dévalué.

Non que le sentiment national et la vertu patriotique aient cessé d'être défendus, mais ce n'est point toujours par d'heureux arguments. La France n'est faite ni d'une race, ni d'une somme d'intérêts convergents, ni du consentement à quelque contrat, ni — hormis les temps de la patrie en danger — d'un projet « mobilisateur ». Elle est moins le produit d'une réalité mesurable que celui d'une sensibilité nourrie d'images capables d'inspirer le sentiment d'une communauté.

Et voici le paradoxe du philosophe : c'est cette « France sensible », nullement apaisée comme une somme de différences régionales, qui révèle ces différences elles-mêmes. A l'envers de ce qui est proclamé, « c'est le sentiment de l'unité na-

tionale qui [peut] donner un sens à toutes nos identités, qu'elles soient régionales, locales ou familiales », et par là rendre à la France, à la Bretagne, à la Gascogne, au Languedoc...

Mais d'où procède ce sentiment d'unité ? Je pense que ce sentiment d'unité d'une France ressentie sans ambiguïté fut inspiré aux Français par les instituteurs de la III^e République. Il me semble que Bayard au port du Garigliano, Colbert se frottant les mains en entrant maternellement dans son cabinet de travail, les apostrophes chevaleresques ou gauloises de Fontenay et de Vauban ont rempli mon âme de petit Breton — et celle de bien d'autres — de la France.

Pierre Sansot ne s'arrête pas à cette instruction civique. Il fait état, en des pages personnelles fort concrètes (les voyages sont trépidants), de la France à travers la France... parfois obscures mais toujours présentes, d'expériences tendant à prouver que notre pays n'est pas une donnée antérieure à l'existence des Français, mais un aboutissement quasi providentiel de réflexions sans artifice.

Encore convient-il, pour y accéder, de se libérer, par les deux bouts, des sujétions dont sont trépidants victimes nos contemporains. Ne pas être, surtout, de ces « pavillonnaires hargnés » qui s'empêchent dans la minuscule. Ni non plus se laisser convaincre par les manières abstraites, péremptoires et contraignantes des sciences sociales d'aujourd'hui. Donner donc, parfois, le pas à la sensibilité sur le confort et sur la science.

MAURICE LE LANNOLU.

★ Editions du Champ-Vallon, 1985, 254 p., 100 F.

Le phénomène de la déréglementation mettant à mal les monopoles, principalement ceux d'Etat, bat son plein à travers le monde.

Les PTT se trouvent au cœur du débat, singulièrement des télécommunications, mais la Poste n'échappe pas à la tentation.

En France, il s'agit pour d'aucuns d'une soi-disant nécessité afin de faire face à l'explosion de la communication qu'engendrent, en la matière, les fantastiques progrès de la technique. Selon les défenseurs d'une telle thèse, le monopole public serait totalement inadaptable et incapable de suivre à l'indispensable concurrence. A l'appui de leur argumentation en faveur de la déréglementation et de la privatisation des télécommunications, ils citent l'exemple des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon, du Canada, des Pays-Bas et de quelques autres pays encore.

Concernant la Poste, les partisans de la libre concurrence vantent les mérites de la compagnie américaine MCI qui vient d'installer en Belgique un centre de messagerie électronique visant à rayonner sur une soixantaine de pays. Ils ne s'émouvent guère des pressions exercées sur les PTT français en vue de faciliter les

activités de sociétés de courses, notamment américaines, dans le domaine de la petite messagerie internationale rapide.

Pour atteindre leur objectif, les partisans de la déréglementation suggèrent le changement de structures du service public des PTT. Diverses solutions sont avancées : rupture de l'unité et création de deux activités distinctes sous forme soit d'établissements publics administratifs (EPAD), soit d'établissements publics industriels et commerciaux (EPIC), maintien de l'unité dans l'une ou l'autre forme d'établissement. La création d'une compagnie nationale du téléphone ou d'une société commerciale de droit privé pour les télécommunications est également mise en avant sans que l'on sache très bien ce que deviendrait la Poste.

La position de Force ouvrière

Il est évident que le contexte préférentiel va favoriser la floraison de réflexions et d'études allant toutes dans le même sens.

La Fédération syndicale des PTT Force ouvrière tient à faire savoir qu'elle est totalement opposée à ce que le service public des PTT soit atteint dans ses missions et son statut.

En premier lieu parce que Force ouvrière considère que le service public met en œuvre une forme supérieure de solidarité entre toutes les composantes de la société. Les gros utilisateurs et les services rentables permettent d'offrir, à des tarifs acceptables, l'accès à toute la gamme des prestations aux plus déshérités de nos concitoyens même s'ils n'ont recours aux PTT que très occasionnellement. Un tel rôle ne peut s'accomplir correctement que dans le cadre fondamental de la souveraineté de l'Etat.

En second lieu, PTT Force ouvrière juge que les laudateurs de la déréglementation s'inscrivent dans une démarche de profit en faveur d'intérêts privés et au détriment de l'intérêt général qui, dans le domaine des communications, peut garantir l'Etat. Quand ils mettent en avant

l'exemple des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, ils se gardent bien de préciser que la pagaille s'est installée dans les télécommunications de ces pays, que la qualité du service se dégrade et que le citoyen moyen paie de plus en plus cher pour une communication téléphonique.

En France, Force ouvrière tient à souligner que le prodigieux développement du réseau téléphonique, actuellement l'un des plus performants du monde, et que le récent et exceptionnel exploit technique de la nouvelle numérotation téléphonique ont été réalisés par des fonctionnaires au service d'une administration publique. Quant à la Poste, la performance y est quotidienne. Alors pourquoi vouloir briser ce qui, aux yeux d'une majorité de nos compatriotes, donne satisfaction ? Et appliquant correctement aux PTT la notion de budget annexe — et non annexé — tout ira encore mieux.

Enfin, les agents des PTT sont recrutés en qualité de fonctionnaires d'Etat. Avec Force ouvrière, ils entendent le rester. Alors, qui pourrait ne pas tenir compte, dans sa démarche, de la sensibilité d'un grand corps social d'un demi-million de personnes ?

COURRIER DES LECTEURS

LES REMOIS DE L'AUDIOVISUEL

Changement de sexe

Si c'est à Stendhal, d'après Jean Vardot, qu'il faut attribuer l'apparition du terme « con » en tant qu'adj. (courrier des lecteurs du Monde du 17 décembre), il n'est pas moins que, sans erreur de ma part, l'utilisation fréquente de ce mot dans ce sens date d'une époque relativement récente. Quand j'étais jeune, c'est de « couillon » qu'on traitait un bœuf. On peut se demander pourquoi les mouvements féministes, habituellement si chatoûlés, n'ont pas, à ce sujet, protesté contre ce changement de sexe difficile à expliquer.

Et, pour rester dans le domaine des fonctions génitales, que peut-on reprocher au verbe « engendrer » qui semble céder peu à peu la place à « générer », terme qui ne figure pas (tout au moins pas encore) sur les dictionnaires usuels et qui paraît avoir séduit, entre autres, certains présentateurs de la météo à la télévision ?

PAUL HERAIL (Béziers)

Patois de France et langues officielles

La présente lettre se rapporte au numéro du mardi 10 décembre. En page 2, l'article « Patois de France, langues officielles hors des frontières », de M. Vasseur, appelle à bien des observations. En me limitant au maximum, je relève que le franco-provençal n'est le wallon n'est, bien de France, la qualité de « langues officielles ». En Italie, le français est la seconde langue officielle de Val d'Aoste, cette région autonome qui, avec le Haut-Canada, constitue l'aire franco-provençale. Quant aux Vallées valdôises, elles sont elles de langue coïcienne, avec, jadis, le français en surimpression. En Belgique, c'est également le français, et non le wallon, qui est l'une des trois langues de l'Etat, une des deux langues de Bruxelles et la langue officielle (unique) de la Wallonie (à l'exception d'une petite partie — Empe-St-Vith — reconnue prioritairement de langue allemande). Quant à Jersey, il est certain qu'on y parle encore un patois ; mais les textes que j'ai pu consulter désignent le français — et non le dialecte — comme « langue officielle ». Il en allait de même à Guernesey jusqu'en 1946.

La ville de Courmayeur n'est pas wallonne, mais flamande. L'approuve M. Vasseur (Le Monde du 10 décembre) de vouloir « remettre à l'heure » les trois idiomes (français-normand, franco-provençal et wallon) ; mais sait-on que le franco-provençal n'a jamais eu de forme codifiée, et que le nom et le concept mêmes, dus au linguiste italien G. I. Ascoli, n'ont jamais rien signifié dans l'air où il fut parlé (Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Lons-le-Saunier) ?

Je pense qu'il serait plus avisé d'appuyer le français au Val d'Aoste et dans les îles Anglo-Normandes, ce qui est aussi une façon de sauver, face à l'italien et à l'anglais, les dialectes indigènes qui subsistent encore (...).

GUY HÉRAUD, professeur à l'université (Paris).

Redevance et publicité

(...) Je ne suis pas contre la publicité, il faut bien vendre (...). Mais oui, moi, je ne marche plus, c'est lorsque l'argent que je donne à la télévision sert à annoncer des supports publicitaires (...) et lorsque les trois chaînes de service public soient obligées de payer pour absorber les stratégies profondes qui vont faire monter en flèche la vente des lessives, des parfums pour femmes fatales et des couches pour bébés.

Je pensais être seul, ou presque, de mon avis, lorsque, lors d'une émission courageuse, j'ai appris récemment que la BBC a deux chaînes exclusivement financées par la redevance des téléspectateurs et, par suite, sans publicité. Alors que, pour les dictionnaires usuels et qui paraît avoir séduit, entre autres, certains présentateurs de la météo à la télévision ?

JEAN FAUCHON (Farny-Voltaire)

Pourquoi ce hurvari ?

Je suis étonné de tout ce hurvari autour de la publicité sur cette nouvelle future chaîne. Depuis toujours, les programmes des émetteurs de radio dits périphériques (...) sont littéralement hachés de réclames (d'antennes disent « écrans publicitaires »). Pourquoi ce qui est admis sans discussions pour les uns — et entré dans les mœurs — devient-il intolérable et condamnable pour un autre ?

Je ne comprends pas davantage la levée de bouillottes des gens du cinéma. Ces messieurs prétendent que leur profession va mal, c'est peut-être vrai, et c'est vrai, qu'ils commencent à s'en prendre à eux-mêmes et non, suivant un travers bien français, aux autres.

J. MASSON (L'Isle-Adam).

A bon « entendeur », salut !

Dans une récente critique (Le Monde du 5 décembre), il était fait l'éloge d'une émission de radio : l'on y parlait de libertés bafouées aux quatre coins du globe, de violations des droits de l'homme, on y donnait la parole aux victimes : le genre d'émission indispensable qui rend dérisoires nos revendications hexagonales. Seulement, voilà, de cette émission nous n'avons, nous autres, jamais que des échos brouillés, des bribes inaudibles, des crachottements couvrant des chuchotements.

Submergées par la vague (1) radio aux mille fréquences, les « missions » de France Culture — puisque c'est d'elles qu'il s'agit — sont destinées à sombrer dans le charivari, le tumulte, le brouhaha, bref l'indifférence généralisée.

Alors ne nous mettez pas l'eau à la bouche, vous les privilégiés, vous qui pouvez choisir. Ou si vous tenez

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 07
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (0) 45 23 06 41
TEL : (1) 42 47 97 27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500 000 F
Principaux associés de la société : Société civile : Les Rédacteurs du Monde, Hubert Beuve-Méry, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Weitz.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	487 F	937 F	1 357 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	599 F	1 109 F	1 689 F	3 100 F
BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE - TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms, prénoms et capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

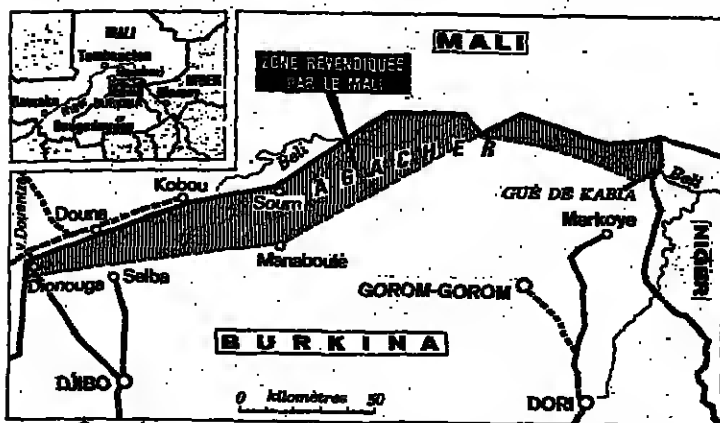
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 56 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 110 ml.

étranger

AFRIQUE

LE CONFLIT ENTRE LE MALI ET LE BURKINA

Pour une étroite bande de terrain désertique...



La zone litigieuse, l'Agacher, est une étroite bande de terrain désertique située en territoire burkinabé au nord d'une ligne Djibo-Gorom-Gorom. Contrairement à certaines informations, elle ne recèlerait aucune richesse minière.

Entre les thèses de chacune des parties, il appartient à la Cour internationale de la Haye, qui est saisie du dossier, de trancher (le Monde du 25 décembre). Il apparaît clairement que trois des quatre villages cités par Bamako - Dioncouga, Selbe et Kounie - sont situés à l'intérieur du territoire burkinabé, du moins si l'on se réfère au tracé de la frontière tel qu'il apparaît sur les cartes y compris les cartes maliennes. Le quatrième village, Doua, est situé à quelques kilomètres au nord de la frontière en territoire malien.

Cette région sahélienne est constituée d'une végétation de brousse tigrée avec de petits arbustes, et la

densité de population y est extrêmement faible. Le différend entre Bamako et Ouagadougou porte sur un tracé d'environ 160 kilomètres de long, la commission mixte de bornage de la frontière étant arrivée à un accord sur le reste du tracé, soit près de 1 000 kilomètres.

Avant le rebondissement de ce conflit, le 21 décembre, divers incidents avaient eu lieu récemment entre des policiers maliens et des éléments burkinabés des comités de défense de la révolution (CDR), notamment les 23 et 26 novembre.

C'est également dans cette région que le 4 juin 1975 une section voltairienne commandée à l'époque par un certain capitaine... Sankara, avait franchi la frontière, tuant deux soldats maliens en représailles contre l'enlèvement du chef du village de Dera (au nord de la ville de Ouagadougou). Il s'agissait aussi pour les Voltairiens de laver l'affront du

14 décembre 1974 au cours duquel une section de l'armée voltairienne était tombée dans une embuscade tendue par l'armée malienne.

Comme dans la plupart des pays africains dont les frontières, héritées de la colonisation, ont été tracées au cordeau, souvent au mépris des ensembles géographiques et ethniques préexistants, cette zone est habitée, de part et d'autre du tracé actuel, par une population dont les liens familiaux sont étroits et qui parlent le même langage, le dioula.

Des armées sans moyens

Dans les villages burkinabés, les CDR s'entraînent au maniement des armes et il n'est pas rare que des Maliens bénéficient de cette formation tant il est difficile de différencier les deux nationalités. S'agissant des forces en présence, le Burkina dispose d'un avantage en ce qui concerne l'entraînement des soldats, dans la mesure où les CDR sont présents dans chaque village. Mais la valeur opérationnelle de ces milices est extrêmement faible. Dans le région, le Burkina peut théoriquement faire intervenir les deux bataillons du premier régiment d'infanterie (environ huit cents hommes) basés à Gorom-Gorom. Mais une quarantaine de camions seraient nécessaires pour que ceux-ci se déplacent le long de la frontière et le premier RIF ne dispose que de trois ou quatre véhicules en état de marche.

La principale faiblesse de l'armée réside dans cette absence de moyens de transport, tant sur le plan des véhicules que de l'aviation. En outre, depuis la révolution du 4 août

1983, la plupart des officiers supérieurs ont été mis à la retraite. Ce sous-encadrement pourrait constituer un inconvénient majeur en cas de conflit. Dans cette hypothèse, la valeur opérationnelle des CDR apparaît extrêmement douteuse.

L'armée du Burkina est forte d'environ sept mille cinq cents. Elle dispose d'une trentaine d'autotrailleurs fournis par la Lybie et l'Algérie, dont près de la moitié ne seraient pas en état de marche. De plus, pour des raisons politiques liées aux risques de coup d'État, les véhicules blindés sont disséminés sur tout le territoire depuis août 1983.

Du côté malien, l'armée est en nombre à peu près égal (environ huit mille hommes), mais elle est appuyée par un groupement blindé (autotrailleurs d'origine soviétique), qui peut aligner deux fois plus d'engins mécanisés que le Burkina. Bamako dispose, d'autre part, de quelques Mig-21 et Mig-17, dont on ignore cependant l'état de fonctionnement. Les troupes maliennes les plus proches de la frontière sont basées à Mondoro et en nombre plus important à Douzoua.

Dans chacun des deux pays, la mobilisation de la population, dans la perspective d'un conflit, est importante depuis une dizaine de jours. La radio de Bamako multiplie les appels à la vigilance et à l'entraide, les responsables du Burkina nous affirmant récemment que le peuple était prêt, s'il le fallait, à la guerre. Mais cela, sur le plan financier, serait difficilement supportable, tant pour le Burkina que pour le Mali, la situation économique des deux pays étant extrêmement précaire.

LAURENT ZECCHINI.



Des combats frontaliers

(Suite de la première page.)

Dans un communiqué publié dans la nuit de mercredi à jeudi, le bureau exécutif central (bureau politique) de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM-Parti unique) ajoute que « ce sera avec peine que le Mali, contrairement à ses principes de bon voisinage, poursuivra les représailles aussi loin que les circonstances le lui imposent ».

D'autre part, Radio-Mali a annoncé jeudi que le président Moussa Traoré avait reçu mercredi après-midi le ministre algérien des Affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, porteur d'un message du chef de l'État algérien, M. Chadli Bendjedid.

L'agence libyenne Jans a annoncé que le colonel Kadhafi allait envoyer « dans les prochaines heures », M. Al-Turayki, secrétaire du Comité du peuple, chargé des questions étrangères, au Mali et au Burkina « afin de se familiariser avec la situation explosive » qui règne entre les deux pays.

M. Al-Turayki compte « agir pour calmer la situation, en continuant des précédents efforts effectués dans ce sens par la Libye, afin de résoudre les problèmes frontaliers entre les deux pays », a ajouté Jans, qui précise que l'émissaire libyen « rencontrera le président, M. Moussa Traoré, et le capitaine Thomas Sankara ».

Algérie

Le congrès du FLN confirme « l'irréversibilité de l'option socialiste »

De notre correspondant

Alger. - Le congrès extraordinaire du FLN, réuni depuis mardi 24 décembre au complexe olympique du 5-Juillet, à la périphérie d'Alger, a entamé mercredi le débat général sur le projet de nouvelle Charte nationale.

Après avoir « plébiscité » M. Bendjedid Chadli en approuvant son discours d'ouverture, à l'applaudissement puis à main levée, les congressistes ne devaient pas reculer à agréer ce projet de Charte fortement inspiré par le chef de l'État.

« L'option socialiste n'est pas en discussion au congrès, car elle est irréversible », a déclaré, en cours d'une conférence de presse, M. Ouissal, rapporteur du congrès, ministre de la protection sociale.

Chaque intervenant a insisté sur l'irréversibilité de cette option, qui n'est pas fortuite. Elle est authentiquement algérienne et découle de l'histoire et des réalités de notre pays. M. Ouissal a ensuite abordé le sujet dont on a le plus parlé au cours des derniers mois, le secteur privé : « Il est le complément du secteur public dont il importe de codifier l'apport, mais qui doit participer pleinement au développement national. (...) L'indépendance économique exige que toutes les potentialités y participent. C'est en cela que le secteur privé doit être mobilisé pour produire ce que ne produit pas le secteur public, appelé, lui, à des tâches de portée stratégique ».

En conclusion de cette conférence de presse, à laquelle il assistait, M. Bachir Rouis, membre suppléant du bureau politique, ministre de l'Information, a annoncé que la presse internationale pourrait assister ce jeudi après-midi à la séance de clôture du congrès, dont elle n'a, jusqu'à présent, pu suivre les travaux qu'à travers les comptes rendus de la presse nationale.

D'autre part, à la demande de M. Bendjedid Chadli, le congrès a désigné une délégation pour assister aux funérailles de « solennelles » de M. Ferhat Abbas. Conduite par les membres du comité central, MM. Bakhti Nemiche, ministre des moudjahidines (anciens combattants de la guerre d'indépendance), Abdallah

Nuannar, vice-président de l'Assemblée populaire, Youcef Yalaoui, secrétaire de l'Organisation nationale des moudjahidines, le général Mohamed Alleg, la délégation officielle s'est rendue au domicile du premier président du GPRA, le « regretté » Ferhat Abbas, pour se recueillir devant sa dépouille mortelle avant de l'accompagner jusqu'au cimetière d'El-Alia, où il a été inhumé dans le carré des martyrs.

Un cimetière, le mufli Ali Cherif, membre du Haut Conseil islamique, a conduit la prière des morts en présence d'une foule nombreuse, avant qu'un détachement de l'armée populaire nationale ne rende les honneurs au moment où retentissait la sonnerie aux morts. A l'issue de cette cérémonie, le mufli a rendu hommage à « l'homme qui a consacré sa vie au service de sa patrie ».

Verdict mesuré

au procès des « banbellistes »

D'autre part, la cour de sûreté de l'État siégeant à Médée a rendu, mercredi, son verdict en terme de peine des « banbellistes » (le Monde du 6 décembre).

Sur trente-sept accusés présents, vingt et un ont été acquittés, dont trois par « extinction de poursuites à leur encontre ». Il s'agit de M. Fetouma Ouzegane, et de MM. Mohamed Seghir Nekache et Salah Yalaoui. Les trois accusés en fuite, dont le chef présumé du groupe, M. Abdelwahab Benchenouf, contre lesquels le procureur général avait requis la réclusion perpétuelle par contumace, ont été condamnés à vingt ans de réclusion.

Les autres accusés se sont vu infliger des peines allant de la simple amende de 5 000 dinars à trois ans de prison ferme. M. Ali-Fawzi Rebbane, le fils de M. Ouzegane, déjà condamné à trois ans de prison lors du précédent procès des membres de la Ligue des droits de l'homme, est cette fois condamné à dix ans de réclusion. Au vu de verdict, il semble que la cour a choisi de ne sanctionner que ceux qui sont considérés comme les « politiques », le nombre des acquittements tendant à prouver que les charges dans leur ensemble étaient bien minces.

FREDERIC FRITSCHER.

Campagne de vaccination à Djibouti

Protéger des nomades déshérités

De notre envoyée spéciale

Djibouti. - De lourds nuages noirs plombent le ciel. Sur un terrain caillouteux qui domine le lit d'un oued asséché, une centaine de femmes, en longues robes multicolores, scrutent dans leurs bras des enfants en bas âge attendant. Les prières des nomades en faveur de la pluie seraient-elles exaucées ? Une petite bruine froide tombe sur Ankata, contredisant la réputation traditionnelle de la République de Djibouti : un caillou écrasé de chaleur.

Nous sommes à deux heures de piste de Tadjourah, la ville aux sept mosquées, sept cimetières, sept familles, un fief des Afars, population nomade qui se partage avec les Issas la République de Djibouti. Accéder à Ankata n'est pas chose aisée tant la piste grimpe à travers une montagne pelée aux pentes glissantes. Pour peu qu'il pleuve vraiment, les ondes se transforment en torrents, empêchant toute circulation. Ankata a été choisie comme un des cinquante-neuf points de rassemblement de la population nomade qui, durant deux jours et demi, du 22 au 24 décembre, a bénéficié de la massive campagne de vaccination organisée sur le territoire de Djibouti en coopération avec la France.

S'activant au milieu de femmes timides, Alcha, la fille du député local, explique pour la énième fois aux plus craintives l'utilité de cette opération. Alcha est venue de Djibouti, où elle réside, il y a une semaine et, depuis, elle fait du « tente à tente » pour expliquer à chaque famille l'intérêt de faire vacciner les enfants contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la poliomyélite. Dans un pays où un enfant sur cinq meurt avant un an, la vaccination est indispensable, mais encore faut-il le faire admettre à ces nomades dont beaucoup ont dû abandonner aux vieillards la garde des troupeaux pour marcher un ou deux jours jusqu'à un lieu de rassemblement fixé en fonction des points d'eau. Car les hommes, nan

concernés par cette campagne qui a touché les enfants de trois mois à cinq ans et les femmes en âge de procréer, sont venus « voir ». On ne laisse pas comme cela partir les femmes pour une aventure pas toujours évidente.

Mobilisées depuis deux mois, les autorités locales djiboutiennes ont fait un gros effort d'information pour annoncer l'opération et convaincre de sa nécessité. Chefs coutumiers, chefs de postes militaires, notables, tout le monde s'est mobilisé pour cette opération voulue par le président Hassan Gouled en faveur des populations les plus déshéritées des centres et donc les moins favorisées par les progrès du développement.

Village semi-nomade, Ankata rassemble une quinzaine de daboïas, cases arrondies faites de branches, recouvertes de nattes tressées. Chaque daboïa est entourée de petits murs de pierres à l'intérieur desquels circulent des chèvres noires ou blanches.

Des dons de nourriture

Quand l'hélicoptère de la marine française se pose sur le lit de l'oued, deux soldats déchargent le matériel dont la caisse métallique isotherme contient les vaccins. Un médecin militaire et une infirmière, sœur Béatrice, qui habite depuis quinze ans Tadjourah, restent sur place. Un infirmier djiboutien et un instituteur ont préparé les cartes de vaccination. Le matériel posé à même le sol, l'opération peut commencer à l'aide de l'insuline, sorte de pistolet à air comprimé qui injecte le vaccin à travers la peau.

Dans tout le territoire de l'ancienne côte française des Somalis, à peine grand comme la Belgique, avec seulement 350 000 habitants, quatorze équipes

médicales transportées par hélicoptère se sont aussi succédées sur les points les plus reculés.

A Iddeïta, dans un austère cirque rocheux dominé par la forêt primaire du Day qui culmine dans le brouillard à 1 900 mètres, l'équipe médicale s'est installée à l'ombre d'une vaste grotte. Là aussi femmes et enfants attendent rassemblés autour d'un puits dans lequel des femmes descendent pour puiser de l'eau trouble. A quelques dizaines de mètres, accroupis en cercles, appuyés sur leur bâton de berger, un grand poignard à la ceinture de leur futa, cette étoffe qui leur sert de pague, les hommes palabrent.

Dans un coin, des sacs de riz, des dattes, des bidons d'huile. Le commissaire du district de Tadjourah, M. Osman Datch, a bien fait les choses. Pour attirer les nomades, dures, éprouvées par la sécheresse, quoi de plus utile qu'une bonne distribution de nourriture ?

Mince collier de barbe rousse qui coupe son noble visage de vieillard en lame de couteau, un chef coutumier crache son amertume. On lui avait promis, dit-il, la présence du président et il lui avait préparé une longue liste de revendications : des forages pour l'eau, des écoles, un dispensaire. Malgré les travaux entrepris - une soixantaine de nou-

veaux forages depuis l'indépendance en 1977, - l'eau demeure un problème dans ces régions semi-désertiques. Les écoles aussi, tant l'éloignement des lieux de campement rend difficile la construction d'écoles et la présence d'instituteurs. La plupart des enfants présents n'ont jamais connu l'école. Mustapha est d'autant plus sensible au problème que son frère qui, lui, a été envoyé à Djibouti est aujourd'hui commandant dans l'armée, une réussite dont Mustapha est fier.

S'il n'est pas venu à Iddeïta, le président Hassan Gouled n'a pas pour autant négligé cette opération qu'il avait lui-même souhaitée. Il y a même participé en se faisant vacciner contre le tétanos à Modeno, dans le fief de son ancien rival, M. Ahmed Dini. Un exemple dont le ministre de la santé craignait presque qu'il attire brutalement toute la population à se précipiter en désordre dans les dispensaires.

A Andaba, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière éthiopienne, sur un vaste plateau sablonneux, des centaines d'Afars l'attendaient, lundi 23 décembre, toutes banderoles déployées pour célébrer la « coopération franco-djiboutienne ». L'opération Jeanne-d'Arc, et la venue de M. Mitterrand dont l'association La France avec vous participait à cette opération par le don de plaquettes et de boîtes de lait protéiné distribuées aux femmes et aux enfants à l'issue de la séance de vaccin. En compagnie de M. Hassan Gouled, M. Mitterrand, qui précédait le chef de l'État djiboutien sur le terrain, est venue assister au déroulement de cette campagne dont elle a souligné toute l'importance pour le développement du pays.

Très décontracté, écoutant avec attention et humour les demandes des chefs locaux, le président djiboutien a constaté lui aussi le succès d'une opération qui constitue un très bon exemple de la coopération franco-djiboutienne. « Une coopé-

tion qui, a dit le président Hassan Gouled, se porte très bien. » Ce n'est pas la première fois que le Jeanne-d'Arc fait escale à Djibouti, a-t-il ajouté en souriant, mais cette fois nous leur disons bravo ! Une initiative qui revient, soulignait un officier, à M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, qui avait conçu l'idée de faire coïncider les escales du porte-hélicoptères français avec une action humanitaire dans les pays concernés.

Déjà largement appréciée des Djiboutiens, qui n'ont pas de mal à reconnaître que le parachute français, quatre mille hommes basés à Djibouti, leur garantit la paix face à deux voisins, l'Éthiopie et la Somalie, le coopération franco-djiboutienne ne peut que sortir renforcée d'une telle opération.

En tous les cas, en choisissant ce type d'action qui s'inscrit dans une vaste campagne qui fera dans les mois à venir de la République de Djibouti le premier pays d'Afrique à avoir une couverture vaccinale complète, le président Hassan Gouled démontre qu'il profite d'une situation pas forcément immuable pour développer son pays, aujourd'hui seule oasis de paix dans cette corne de l'Afrique vouée à toute les convulsions. Cette situation explique sans doute pourquoi Djibouti a été choisi pour abriter, du 15 au 17 janvier prochain, la première conférence de l'IGADO (Autorité intergouvernementale sur la recherche et le développement en Afrique de l'Est) qui réunira pour la première fois autour de M. Hassan Gouled les chefs d'État de l'Éthiopie, de la Somalie, du Soudan, de l'Ouganda et du Kenya. Un cocktail explosif qui pourrait donner lieu à des discussions qui ne se limiteront pas forcément aux questions de sécheresse et de développement. M. Hassan Gouled ne veut pas s'enfermer sur ce terrain politique mais, dit-il, avec quelque malice, « si les chefs d'État le souhaitent, Djibouti ne fera pas ses responsabilités dans la région ». Une revanche pour cette République sage dont les puissants voisins se disputaient les dépouilles, à peine était-elle née.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

Yougoslavie

Les héritiers de Tito réclament des droits d'auteur

De notre correspondant

Belgrade. — Depuis la mort du maréchal Tito, en 1980, sa famille s'est discrètement retirée dans un quasi-anonymat, fuyant la presse et les médias. Une affaire de droits d'auteurs, révisée par le biennal de Belgrade Svar replace les héritiers de l'ancien chef de l'Etat yougoslave sous les feux de l'actualité. Deux de ses fils, Zarko, né en 1924 de son mariage avec une Soviétique, et Alexandre-Misa, né en 1942 d'un autre mariage avec une Yougoslave, ainsi que sa veuve, Jovanka Broz, revendiquent en effet des droits d'auteur auprès de deux maisons d'édition.

Ces derniers, qui ont publié plusieurs ouvrages rassemblant des textes de Tito après sa mort, estiment pour leur part que les écrits du maréchal sont du domaine public. Elles font valoir également le travail effectué à travers tout le pays à la recherche d'archives et de documents.

sur la vie et les activités de Tito. Elles estiment pour cette raison injustifiée la demande de droits d'auteur des héritiers, qui s'élève à 44 millions de dinars yougoslaves (environ 1 200 000 F).

Cette revendication est formulée pour le principe, car il ne semble pas que les héritiers de Tito soient particulièrement dans le besoin. Jovanka Tito jouit d'une retraite d'épouse du président de la République, dont le montant n'est pas connu, mais qui lui permet d'habiter une villa construite après sa mort dans le quartier le plus élégant de la capitale. Le fils aîné Zarko, qui fut officier dans l'armée soviétique, perçoit une retraite d'invalidité de guerre. Alexandre-Misa vit à Zagreb où il dirige une importante firme pétrolière.

Si l'on en croit la rumeur publique, les rapports entre les trois membres de la famille ne seraient pas des meilleurs, surtout depuis la mort de Tito.

PAUL YANKOVITCH.

DIPLOMATIE

Le premier ministre de Corée du Nord reçu par M. Gorbatchev. — M. Kang Sung Sang a été reçu, mercredi 25 décembre, au Kremlin, par M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé l'agence Tass. Le premier ministre de Corée du Nord était arrivé à Moscou en « visite officielle d'amitié » à l'invitation du gouvernement soviétique. Peu après son arrivée, il avait eu des entretiens avec son homologue soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev. Les entretiens avec M. Gorbatchev se sont déroulés dans « une atmosphère chaleureuse et de camaraderie », a précisé Tass. — (AFP.)

Irlande du Nord

Un responsable du Sinn Féin arrêté. — Owen Carron, trente-deux ans, l'un des responsables du Sinn Féin, représentation politique de l'IRA, a été arrêté à Enniskillen (sud-ouest de l'Ulster), a-t-on appris le 24 décembre. Il a été inculpé pour port d'armes, de même que l'homme qui l'accompagnait, James Gerard Maguire. Owen Carron avait été élu en 1981 député à la Chambre des communes de Londres, où il n'a jamais siégé; il s'agissait d'une seconde élection partielle dans le comté de Fermanagh-sud Tyrone, après que Bobby Sands, élu quelques mois plus tôt, soit mort d'une grève de la faim dans la prison de Long Kesh. — (AFP.)

ASIE

Corruption à la chinoise

(Suite de la première page.)

En deux années d'existence, la « Cour des comptes » chinoise a relevé pour 8,9 milliards de yuans de fraudes d'évasions fiscales et de gaspillages. Par exemple, la branche du Hainan de la Banque agricole de Chine a dissimulé 27 millions de yuans de profits.

Rappelons aussi pour mémoire le « scandale de Hainan », du nom de cette île sous-développée du sud du pays qui a utilisé les privilèges qui lui avaient été accordés pour sa modernisation afin d'importer — légalement — 79 000 voitures, 45 000 motos, 350 000 télévisions et 135 000 magnétoscopes, et de les revendre — illégalement — dans le reste du pays avec un profit considérable. Cette affaire a coûté à la Chine plus d'un milliard de dollars en devises.

« Comme au temps du Kuomintang »

A ces affaires entre gros bonnets, s'ajoutent les petites exactions contre les gens ordinaires ou contre les PMI et PME. Ainsi, l'usine de matériel minier de Hainan, dans l'Anhui, a-t-elle été contrainte par les autorités locales à verser en six mois 149 000 yuans de « contributions volontaires » illégales : pour un hôpital, un fonds de bienfaisance, des écoles, des toilettes publiques, des routes, la poste, les handicapés...

D'autres demandent carrément des sommes pour eux-mêmes. Des écoles ont refusé de délivrer des diplômes à des élèves si l'entreprise dont ils dépendaient ne leur versait pas un petit supplément.

Ces « extorsionnistes officiels », comme les surnomme la presse, profitent de leur position et de la crainte qu'ils inspirent au préjudice de plus faibles qu'eux. En mai, le *Quotidien du peuple* écrivait que le « fardeau financier » des paysans était trop élevé, en raison des prélèvements souvent fantaisistes exigés « sans cesse et sous n'importe quel prétexte ».

Les choses ont été assez loin pour qu'un petit commerçant de Mandchourie écrive à son journal pour se plaindre, déclarant qu'en fait la situation n'était pas tellement différente de celle qui prévalait avant la « libération ».

Ces propos sacrilèges, qui auraient valu auparavant à son auteur

châtiments, écrivait récemment M. Bo Yibo, vice-président de la commission de consolidation du PCC.

Car la corruption ne se limite pas aux échelons subalternes, elle remonte parfois très haut, jusqu'à cette nouvelle génération de parents de dirigeants surnommés les « princes héritiers ». « Le problème

par le comité central. En neuf mois, vingt-sept mille entreprises « illégales », où fricotaient soixante-sept mille cadres, ont été « démasquées ». L'Etat va enquêter sur ces nouvelles compagnies de commerce qui possèdent comme les « bambous après la pluie ». Ces « sociétés porte-fortunes » — car elles tiennent souvent à l'intérieur d'une serviette plus de deux cents mille, seraient spéculant, jouant les intermédiaires et « arrondissant les angles ».

Cette corruption ne se limite plus aux Chinois. Elle déborde désormais dans les relations avec l'étranger. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des précisions et impossible de citer des sources, les « combines » sont devenues monnaie courante. Tel homme d'affaires nous a dit avoir dû utiliser un intermédiaire, parent, proche d'un haut dignitaire. D'autres parlent de « cadeaux » en espèces ou en nature, non seulement pour conclure une affaire, mais parfois seulement pour avoir le droit d'être « écouté » de son interlocuteur, sinon on lui répond que « le peuple chinois n'est pas intéressé ».

Les hommes d'affaires japonais se déplacent souvent avec radios, téléviseurs et appareils électroménagers judicieusement distribués. Les Chinois apprécient beaucoup, d'autre part, les bonnes études dans des universités américaines offertes aux responsables d'entreprise dont on attend la signature d'un contrat. Une chambre dans une cité universitaire française et un plateau-repas dans un restaurant pour étudiants sont, évidemment, bien moins alléchants.

On parle aussi de dons de voitures, d'argent versé sur des comptes à l'étranger et de « missions d'études » qui sont en grande partie des visites touristiques. Il y a quelques années, une calculatrice aurait suffi... Bref, la Chine suit, aujourd'hui, dans ce domaine, le même chemin que bien des pays « capitalistes » et du tiers-monde.

PATRICE DE BEER.

Qu'il s'agisse d'affaires entre gros bonnets, de petites exactions ou de « combines » en tous genres, la Chine suit le même chemin que bien d'autres pays...

la prison, voire la mort, ont été repris dans le *Quotidien du peuple*. Cet homme de soixante ans, qui dit ne plus rien craindre de la vie, mais qui est assez prudent pour demander que son nom ne soit pas publié, disait : « bien sûr, ils [les cadres corrompus qui font du racket sur les marchés publics] sont mieux que le Kuomintang et la police d'ancien. Mais, excusez mon audace, leur nature n'est pas très différente... Personne n'ose leur résister ».

« Nous, les commerçants âgés, nous sommes obligés de verser chaque année des centaines de yuans à ces seigneurs. Par exemple, les percepteurs m'exigent de 300 yuans de taxe et je dois leur en reverser 200, mes intérêts ne sont pas lésés, mais c'est l'Etat qui en est victime. » Et d'ajouter que les cadres de jadis étaient bien plus honnêtes. « Maintenant, le parti encourage le commun des mortels à s'enrichir et interdit aux fonctionnaires d'abuser de leur pouvoir. Le parti est toujours le même, mais certaines personnes ont changé ».

Les choses sont allées si loin ces derniers mois que les autorités ont décidé d'y mettre le feu. « Nous ne pouvons attaquer d'abord les monstres et oublier les tiges. Les cadres dirigeants et membres du parti qui se sont engagés dans cette voie néfaste, si haut placés et si anciens soient-ils dans le parti, doivent être

en de plus en plus sérieux », et bien des dirigeants ferment les yeux devant ces « vents néfastes et ces tendances perverses », a déclaré début décembre le secrétaire du PC de la capitale.

La purge bat son plein

La purge bat son plein à Pékin. Des dizaines de cadres sont sous les verrous, dont toute la direction de la compagnie du gaz, son comité du parti ayant même été dissous. A Canton, on vient de condamner à la prison à perpétuité le chef du bureau des médicaments traditionnels de la province, qui était concurrentement secrétaire du parti, pour avoir empoché 23 000 yuans de pots-de-vin et fait perdre à l'Etat dix millions de dollars de Hongkong.

Pour préserver la crédibilité des réformes face aux conservateurs et aux masses qui n'ont d'yeux que pour ses effets pervers — corruption, prostitution, — prenant parfois les conséquences pour les causes, les dirigeants ont lancé une campagne de purgée morale, indispensable, selon eux, si l'on veut que le parti conserve un prestige « gravement endommagé » auprès d'un peuple « extrêmement mécontent ».

Une circulaire fixant des règles strictes, interdisant en premier lieu aux cadres et à leurs familles de faire des « affaires », a été adoptée

GENÈVE : UN RÉSULTAT POSITIF

EXTRAITS DU RAPPORT DE M. GORBATCHEV AU SOVIET SUPRÊME DE L'URSS

En évoquant la situation internationale, M. Gorbatchev a dit :

« L'Union soviétique s'efforce d'améliorer ses contacts avec les États capitalistes. Je tiens à signaler tout particulièrement la récente rencontre soviéto-française à Paris, où des démarches importantes ont été entreprises afin de développer la coopération bilatérale, de renforcer la sécurité européenne et internationale et de revenir à la détente ».

Commentant la rencontre de Genève, M. Gorbatchev a dit :

« Lors des pourparlers de Genève sur les armements nucléaires et spatiaux, nous avons fait des propositions concrètes et radicales. En quoi consistent-elles ?

Nous avons proposé d'interdire complètement, tout d'abord, les armements spatiaux de frappe. Nous l'avons proposé, parce que le déclenchement de la course aux armements dans l'espace et même le déploiement des seuls systèmes antimissiles dans l'espace circulaire ne renforceraient la sécurité de personne. Couverts d'un « bouclier » spatial, les engins nucléaires d'agression seraient encore plus redoutables.

L'application des engins spatiaux de frappe pourrait transformer l'équilibre stratégique actuel en chaos stratégique, provoquer une course folle aux armements dans tous les secteurs, saper un des fondements les plus importants de la limitation : le Traité sur la défense antimissile. Il en résulterait que la méfiance entre les pays augmenterait et que la sécurité serait considérablement réduite.

Ensuite, à condition d'interdire complètement les armements spatiaux de frappe, nous avons proposé de réduire de moitié tous les engins nucléaires dont disposent l'URSS et les États-Unis et qui sont capables d'atteindre le territoire de l'autre partie. Quant au nombre total de charges nucléaires pour ces engins, nous avons proposé de les limiter à 6 000 unités pour chaque partie. Il s'agit de réductions radicales qui se montent à des milliers de charges nucléaires.

Cette approche est juste. Elle englobe tous les engins qui forment le rapport stratégique des forces et permet de tenir compte des dimensions de la menace nucléaire, qui pèse réellement sur chaque partie, indépendamment des vecteurs des charges nucléaires (missiles ou avions) et du lieu d'où ils partent pour atteindre leur territoire, que ce soit le territoire national ou celui d'un tiers.

La réduction de moitié des engins nucléaires de l'URSS et des États-Unis est considérée par nous comme un début. Nous sommes prêts à aller plus loin, jusqu'à la destruction totale des armes nucléaires, avec, bien entendu, la participation des autres États nucléaires.

Il est naturel que la course aux armements nucléaires inquiète particulièrement les peuples européens. Nous comprenons parfaitement cette inquiétude. L'Europe est sursaturée d'engins nucléaires. L'Union soviétique se prononce pour la libération totale de l'Europe des armes nucléaires, tant de portée moyenne que tactique. Mais les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN ne l'acceptent pas. Alors que nous avons proposé de commencer ne serait-ce que par des solutions intermédiaires pour passer ensuite aux réductions suivantes. Nous sommes persuadés que nos propositions correspondent aux espoirs des peuples européens de voir la menace nucléaire s'atténuer et la sécurité de l'Europe se renforcer.

Je tiens à signaler un aspect fondamental du problème : dans les trois dossiers examinés lors des pourparlers (espace, armements stratégiques offensifs et engins nucléaires de moyenne portée), nous ne proposons aux États-Unis rien qui diminuerait leur sécurité. Qui plus est, nos propositions offrent la possibilité de régler également les problèmes érigés par la partie américaine en rang de ses « préoccupations particulières ».

Par exemple, on parle beaucoup des missiles balistiques intercontinentaux soviétiques. Nos propositions prévoient une réduction du nombre de ces missiles et une limitation de la part de leurs ogives dans le niveau total des charges nucléaires. Citons un autre exemple. En Occident, on fait beaucoup de bruit à propos des missiles soviétiques SS-20. Nous proposons de les réduire considérablement dans le contexte du règlement du problème des engins nucléaires de moyenne portée en Europe.

On présente les armes nucléaires de la Grande-Bretagne et de la France comme une pierre d'achoppement. On dit qu'il n'est pas question d'en discuter aux négociations soviéto-américaines. Eh bien ! là aussi nous sommes prêts à chercher une solution. Nous proposons d'ouvrir avec ces pays un échange de vues direct sur leurs armements nucléaires... Comment peut-on apprécier les principaux résultats du sommet de Genève ?

Ce fut, sans aucun doute, un événement très important. Il a été utile puisqu'il a permis d'engager un dialogue franc, clair et concret, puisqu'il a permis de confronter directement nos positions. Il s'était accumulé trop de problèmes brûlants, explosifs, qu'il fallait examiner très sérieusement et qu'il fallait essayer de faire bouger du point mort.

Nous apprécions les contacts personnels établis avec le président américain. Le dialogue entre les plus hauts dirigeants est toujours le moment de vérité dans les rapports entre les pays. Il est important qu'un tel dialogue ait eu lieu. A l'époque complexe qui est la nôtre, c'est déjà un facteur stabilisant en soi.

Mais nous sommes réalistes et nous devons dire franchement que la rencontre n'a pas permis de résoudre les problèmes cruciaux concernant l'arrêt de la course aux armements. Le refus des dirigeants américains de renoncer au programme de « guerre des étoiles » a empêché, à Genève, de conclure des accords concrets dans le sens du désarmement réel et, notamment, pour le problème majeur des armements nucléaires et spatiaux. A l'issue de la rencontre, la quantité d'armes accumulées par les deux parties n'a pas diminué ; la course aux armements se poursuit. Cela ne peut que décevoir.

L'URSS et les États-Unis restent toujours séparés par de profondes divergences sur d'autres questions fondamentales de la vie internationale et de l'évolution des événements dans certaines régions également. Mais loin de nous l'idée de sous-estimer la portée des accords conclus à Genève.

Je me permettrai d'en rappeler les principaux. C'est en premier lieu la compréhension commune dont il est fait état dans la déclaration commune, la compréhension du fait que la guerre nucléaire ne doit jamais être déclenchée et qu'il ne peut y avoir de gagnants à une telle guerre. C'est également le fait, pour l'URSS et les États-Unis, de s'être engagés à fonder leurs rapports sur cette vérité indiscutable et à ne pas rechercher la suprématie militaire.

Cette compréhension, fixée par les deux parties au sommet doit, selon nous, sous-tendre la politique extérieure des deux États. Pour peu que l'on reconnaisse que la guerre nucléaire, de par sa nature, ne peut servir à atteindre quelque objectif rationnel que ce soit, l'incitation pour la prévenir, pour cesser les recherches autour des moyens d'extermination massive et leurs essais, pour liquider totalement les arsenaux nucléaires existants, en sera donc d'autant plus forte. Et il est inadmissible à fortiori de poursuivre la course aux armements dans de nouvelles directions. Bien entendu, une déclaration commune ne vaut pas un accord. Mais c'est néanmoins une disposition fondamentale des dirigeants des deux pays qui engage beaucoup.

L'URSS et les États-Unis ont, en outre, confirmé leur engagement à contribuer par tous les moyens à une plus grande efficacité du régime de non-prolifération de l'arme nucléaire et se sont entendus pour effectuer, dans ce sens, des démarches pratiques en commun. A l'époque incertaine où nous vivons, cela revêt une grande importance pour maintenir la stabilité dans le monde entier et diminuer le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire.

On ne peut que se féliciter du fait que la rencontre ait conduit à une série d'ententes utiles dans beaucoup de directions du développement de la coopération bilatérale entre l'Union soviétique et les États-Unis. Je pense qu'elles constitueront une bonne base pour le renforcement de la confiance entre nos pays et nos peuples, à condition, bien sûr, de ne pas chercher de prétextes artificiels pour les torpiller, mais d'être attentif à tout ce dont on est convenu et de développer tous les éléments positifs qui y sont contenus.

Il faut mettre en relief l'importance de l'accord atteint à Genève pour la poursuite des contacts politiques entre l'Union soviétique et les États-Unis, y compris sur la tenue de nouveaux sommets.

Ainsi, nous sommes en droit de dire que le résultat général du sommet de Genève est positif.

APM (Agence de presse NOVOSTI)
ZUBOVSKI BULVAR, 4 - 119021 MOSCOU

AFGHANISTAN

Pékin dénonce l'«agression» soviétique

Pékin. — Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a vigoureusement dénoncé, mercredi 26 décembre, la présence des troupes soviétiques en Afghanistan qui constitue un «désastre» pour le peuple afghan et une «menace» pour la Chine. M. Ma Yuzhen a déclaré au cours de sa conférence de presse hebdomadaire que la Chine continuait à soutenir la résistance afghane et réclamerait le retrait total et immédiat des soldats soviétiques, dont le nombre est estimé à cent quinze mille hommes. «Réclamant, a-t-il dit, l'Union soviétique a affirmé à de nombreuses reprises qu'elle était prête à un règlement politique de la question afghane. Malheureusement, les troupes d'agression soviétiques continuent leur suppression inépuisable du mouvement de résistance nationale afin de consolider leur occupation de l'Afghanistan. Il n'y a pas eu de volonté sincère de règlement politique. Ce comportement est intervenu deux jours après la visite du vice-premier ministre Li Peng à Moscou, où il a été reçu par M. Michail Gorbatchev (le Monde du 25 décembre). — (AP.)

VIETNAM

Massacre de réfugiés de la mer

Genève. — Cinquante réfugiés de la mer vietnamiens ont été tués par des pirates la semaine dernière, a déclaré, mercredi 26 décembre à Genève, un porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), rapportant le témoignage d'un trentaine de survivants, parmi lesquels seulement deux hommes. Ils étaient partis à quatre-vingts personnes de la région de Ho Chi Minh-Ville, le 12 décembre, dans l'espoir d'atteindre la Malaisie. Après avoir navigué pendant quatre jours, ils ont été arrêtés par un bateau de pêcheurs qui leur ont proposé de les aider à atteindre la Malaisie et les ont pris en remorque. Cinq heures plus tard, un deuxième bateau de pêcheurs est arrivé, avec à son bord une vingtaine de pirates armés de couteaux et de barres de fer. Les pirates sont montés à bord du bateau des Vietnamiens pour les fouiller, à la recherche d'or et d'argent. Les hommes de plus de dix-sept ans ont été jetés à la mer, et la plupart se sont noyés car ils ne savaient pas nager. Les femmes ont été violées. Un survivant est remonté à bord du bateau, où il restait vingt-huit femmes et des enfants, et les a aidés à hisser la voile. Ils sont arrivés en Malaisie le 19 décembre. — (AP.)

UNION SOVIÉTIQUE

Détournement : la Chine remerciée pour sa «coopération»

Moscou. — Confirmant le détournement d'un avion sur la Chine et son retour en URSS (le Monde du 26 décembre), l'agence Tass a annoncé, mercredi 25 décembre, que les autorités soviétiques avaient exprimé à Pékin leur reconnaissance pour la coopération dans un esprit de bon voisinage. La Chine a fait preuve dans cette affaire. L'agence affirme que le détournement a été le fait d'un seul «criminel armé». Pékin a indiqué, de son côté, que les quatre membres d'équipage et les trente-neuf passagers avaient regagné l'URSS. Depuis janvier 1973, les pirates de l'air sont passés de l'URSS de la peine capitale si le détournement a entraîné mort d'hommes. — (AFP, AP.)

CHINE

Réouverture de la cathédrale de Pékin

Pékin. — Quatre mille fidèles ont assisté, pour la première fois depuis vingt-sept ans, à une messe de Noël célébrée par l'évêque Michael Fu Tieshan dans la cathédrale Beitang de Pékin, qui a été restaurée après avoir servi successivement d'entrepôt et d'école. L'église avait été fermée en 1957 et l'Association patriotique catholique (officielle) a été autorisée à la restaurer cette année. Plusieurs églises chinoises ont ainsi rouvert leurs portes ces dernières années. — (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Mgr Tomasek se félicite du renouveau religieux

Prague. — Le cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de Prague et primat de Bohême, s'est réjoui, mercredi 25 décembre, devant quelque trois mille fidèles, qu'un «nombre croissant de jeunes» Tchécoslovaques adhèrent aux idées du catholicisme. A l'occasion de la messe de Noël en la cathédrale Saint-Guy de Prague, le cardinal Tomasek a souligné «l'enthousiasme» qui avait marqué les pèlerinages de Velehrad (Moravie du Sud) lors du mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode, apôtre des Slaves. Il a affirmé qu'il se sentait «encouragé» par la situation des catholiques dans son pays. Par ailleurs, une quarantaine de militants catholiques, dont certains proches des milieux de la dissidence, avaient été interpellés à la mi-novembre dans la centre du pays, et quatre d'entre eux sont toujours en prison. — (AFP.)

Etats-Unis

PATRIOTISME ET ANTISOVIÉTISME

La bataille de Rambo et de Rocky contre l'«empire du mal»

Correspondance

Washington. — Si l'on en croit un récent sondage du New York Times, Santa Claus est toujours le héros des petits enfants : 87 % d'entre eux croient encore au Père Noël. Mais les quelques cinquante millions de spectateurs qui, depuis des semaines, s'entassent dans les salles de cinéma croient en un autre héros : le boxeur Rocky Balboa. «Vas-y Rocky !», crient ses admirateurs adultes lorsqu'il l'écran ce champion de la liberté, portant une culotte aux couleurs nationales, ubri l'écorne géant soviétique Ivan Drago, une sorte de robot bumaï, produit de la technologie soviétique. L'enthousiasme tourne parfois au délire lorsque Rocky, le visage tuméfié, il vient d'être rudement malmené par l'ignoble Ivan — profite de son moment de triomphe, enveloppé dans les plis de la bannière étoilée, pour prêcher la paix, provoquant les applaudissements des spectateurs soviétiques, y compris ceux d'un dirigeant du Politburo qui ressemble étrangement à Mikhaïl Gorbatchev.

Car le match a lieu dans la capitale même de l'«empire du mal». Malgré la dernière rendez-vous de Genève entre les deux Super-Grands, Hollywood mise toujours sur l'intense patriotisme, fortement teinté de chauvinisme, du pays, et entretient un antisoviétisme virulent. On ne «bouffe» pas seulement du «rouge». On le ridiculise, on le «met en compote», en pratique ce que l'on appelle ici le «red bashing».

Le grand public, pas du tout prêt, par ailleurs, à en découvrir

avec Moscou, se défile un cinéma des crispations de la vie internationale. Quels sont ses héros, en cette fin d'année ? Rambo et Rocky, deux personnages interprétés par le même acteur, Sylvester Stallone, l'homme à la puissante musculature. Ce sont des héros à qui l'Amérique peut s'identifier aujourd'hui, comme elle s'identifiait jadis à John Wayne. Les producteurs de Rocky tirent de substantiels bénéfices (58 millions de dollars en quatre semaines) de ce nouveau culte de la personnalité.

Des héros solitaires

Cartesement, Stallone et Wayne n'ont jamais personnellement participé à une opération militaire, comme le notent certains groupes d'anciens combattants du Vietnam. Quelques critiques déplorent aussi que leurs films ne projettent que l'image d'un héros américain tout en muscles mais sans grande cervelle.

Rambo et Rocky ont des points communs. Ce sont des héros solitaires, des «prulos» — veilleurs, frustrés par la venlerie des classes dirigeantes et toujours aux prises avec l'autorité, mais qui se sont dignes pour mission d'entraîner l'ennemi communiste. Le premier s'est battu au Vietnam avec un arc et des flèches, et souvent à la mitrailleuse ; le second, lui, n'a que ses poings. Rambo est un républicain, un nihiliste, un «noble sauvage» qui, dans sa colère vengeresse, démolit tout, y compris les ordonnances, symboles d'une société trop civilisée et d'une bureaucratie incompétente. Rocky est plus conventionnel, il a dû lutter pour

survivre dans un mauvais quartier de Philadelphie. Il aime son pays, ses amis, les animaux, bref, c'est un bon gars, malgré son aspect agressif. A force de travail, et au prix d'un entraînement très rude, il devient un champion de boxe, car il est doué d'une capacité extraordinaire à encaisser les coups.

Héros «positif», Rocky y réfléchit bien l'état d'esprit de ses compatriotes qui en ont assez d'avoir été humiliés par de petits dictateurs du tiers-monde et autres mollats. Le géant américain ne veut plus qu'on lui marche sur les pieds. Dans ces conditions, on comprend bien pourquoi Rambo attire des foules d'adultes que des producteurs habiles maintiennent dans un certain enfantilisme, entretenant leurs fantasmes, leur désir de revanche et l'idée que les problèmes compliqués peuvent se résoudre par la violence. Aux pires moments de la crise des otages au Liban en juillet, le président Reagan s'était même écrit : «J'aurais voulu agir comme Rambo. Bouteille ou rêve éveillé ? Il avait, malgré tout, finalement préféré la négociation pour obtenir la libération de ses compatriotes.

Guerre de propagande

Moralement, les Américains ne sont pas prêts à désarmer. Dans la bataille de propagande, ils sont passés à l'offensive, à l'initiative des bons commerçants d'Hollywood et de Madison Avenue, le centre de la publicité à New York. Au cinéma, la dernière production antisoviétique est White Nights, un bon succès commercial (15 millions de dollars en cinq semaines).

La description du milieu soviétique est telle que même le très conservateur Wall Street Journal estime que le film est inspiré par «mentalité de guerre froide».

Les spots publicitaires de la télévision s'inspirent d'un état d'esprit voisin. Dans un de ces courts films, on peut voir des monijks boire du Coca-Cola en Sibérie. Voici off : «Il y en a qui traitent loin pour boire. Mats, parpats, ils ne vont pas assez loin». La porte s'ouvre brutalement pour laisser passer deux agents du KGB. Dans un autre spot, des amis boivent de la bière, parmi eux un réfugié soviétique lance : «Ici, on peut toujours boire de la bière et trouver une party. En Russie, c'est la parti qui vous trouve». Dernier exemple : une chaîne de magasins d'alimentation patronne un spot montrant une présentation de mode en Russie. On annonce : «Tenue de ville». Entre une énorme «baba» (mémé) vêtue d'une robe minable. Vient le tour de la «tenue de soirée» : la même grosse dame apparaît dans la même tenue, mais s'éclairant d'une torche électrique. Voilà enfin le «costume de bain». La «mémé» réapparaît, tenant cette fois dans ses mains un gros ballon de plage. Il s'agit de prouver qu'il y a plus de biens de consommation, de choix et moins de surveillance policière de se côté-ci du rideau de fer que de l'autre. On pouvait s'en douter. Commentant cette série publicitaire, le Wall Street Journal estime que M. Gorbatchev «ferait une erreur en pensant qu'il a gagné la bataille pour le cœur et l'esprit des Américains».

HENRI PIERRE.

BIBLIOGRAPHIE

«PLUS JAMAIS DE VIETNAMS», DE RICHARD NIXON

Les leçons d'une guerre perdue

Richard Nixon n'en finit pas de régler des comptes avec ses adversaires. Et de se justifier. Car c'est bien de cela qu'il s'agit une fois de plus avec le dernier ouvrage écrit par l'ancien président américain — le cinquième depuis son départ dramatique de la Maison Blanche, en août 1974 — et consacré au conflit indochinois tel qu'il le voit pendant les quelques cinq ans et demi où il dirigea le destin des Etats-Unis.

Malgré certains apparences, *Plus jamais de Vietnams* (1) n'est pas vraiment une œuvre d'historien. Pour un récit plus froid et plus précis des événements qui devaient déboucher sur la chute de Phnom-Penh et de Saigon en 1975, mieux

vaut, assurément, se référer à l'ouvrage très détaillé publié en 1984 par le journaliste américain Stanley Karnow sous le simple titre *Vietnam* (2), voire au témoignage circonstancié de Henry Kissinger, dans ses *Mémoires à la Maison Blanche, 1968-1973* (3).

En fait, l'intention de Richard Nixon n'est pas de concurrencer les spécialistes ; elle est plutôt de situer les responsabilités et de prononcer un nouveau plaidoyer pour se défendre des accusations concernant la «trahison» et l'«échec» américains dans les rizières de l'Asie du Sud-Est.

La thèse de l'ancien président est d'une grande limpidité. Elle consiste

à dire que arrivé au pouvoir avec la volonté d'«en finir avec la guerre et de gagner la paix», il a atteint ces objectifs. Si les communistes vietnamiens — et cambodgiens, et laotiens — ont fini par vaincre, infligeant à l'énorme machine de guerre américaine une humiliation sans précédent, la faute en revient aux hommes qui, avant lui, ne mirent pas tout en œuvre pour triompher et à ceux qui, après lui, ne voulurent pas transformer la victoire militaire en un succès politique durable.

Pour Nixon, les grands faillits de l'enlèvement américain, puis de la déroute, ce sont Lyndon Johnson, son prédécesseur à la Maison Blanche, accusé de s'être battu, de 1965 à 1968, «non pas pour gagner, mais pour ne pas perdre», et ensuite le Congrès, qui commit l'erreur, les accords de Paris à peine signés, en janvier 1973, de refuser au gouvernement des Etats-Unis les moyens militaires de stabiliser la paix.

Tout n'est pas contestable, loin de là, dans les analyses faites par l'ancien président. Le Nixon qui arrive au pouvoir en 1968 n'est pas le même qui, huit ans plus tôt, se battait farouchement contre John Kennedy. L'homme a pris de l'envergure et, avec son conseiller, Henry Kissinger, il a un grand dessein international pour l'Amérique. Même lorsqu'il a comme le grand politologue Theodor White, qui lui fut pourtant très hostile, «communiqué» à la conviction et de la sincérité. On est fondé à croire Richard Nixon lorsqu'il écrit : «Pas un jour ne passa sans que la guerre du Vietnam [fut] au premier plan de mes préoccupations. Je la détestais».

On reste d'autant plus confondu par les explications sommaires que donne l'ancien président du conflit et des motivations de ses protagonistes. Henry Kissinger reconnaît au moins aux combattants vietnamiens la vertu d'héroïsme, fût-ce au service d'une cause jugée détestable. Pas Richard Nixon. Obsédé par l'aspect militaire de l'affrontement, il additionne les raids de B-52 aux bombardements tous azimuts, tout en observant d'étranges silences sur les aspects les plus condamnable de cette politique, qualifiée par lui-même de «théorie du cinglé» : ni le mot napalm ni celui de défoliant n'apparaissent une seule fois sous sa plume. Au point qu'en arrive parfois à oublier, au milieu de la description de ce déluge du feu, qu'il eut pourtant le courage de s'engager sur la voie du... désengagement militaire et de la négociation.

L'aspect le plus original des réflexions de l'ancien chef de la Maison Blanche réside sans doute dans sa mise en garde finale. Les Etats-Unis, affirme Richard Nixon, doivent se donner les moyens militaires d'une politique de présence dans le monde, mais ils doivent éviter de trop considérer tous les conflits du tiers-monde comme une partie du conflit plus large entre l'Est et l'Ouest. A long terme, estime-t-il, «il ne peut y avoir de sécurité sans progrès». Cette leçon «a-t-elle vraiment été comprise par ses amis républicains aujourd'hui au pouvoir ?

MANUEL LUCBERT.

- (1) Albin Michel (256 p., 79 F.).
- (2) Presses de la Cité.
- (3) Fayard.

RÉPONSE OBLIGATOIRE

POUEZ-VOUS CITER UNE LANGUE OÙ LE MOT «JE» N'EXISTE PAS ?

Il est obligatoire de répondre à cette question précisément avant d'aller plus loin. Si vous ne savez pas, ouvrez Actuel et lisez l'article marqué obligatoire. De Toubon à Jospin, de Mourousi à Depardieu, trente personnalités ont déjà passé l'examen d'Actuel sur cette question. Leurs résultats seront publiés le 26 décembre ici-même. Il y a ceux qui savent de quoi ils parlent et les autres. Et vous ?

ACTUEL

Réponse dans tous les kiosques. 20 F.

ACTUEL

MAXIMILIEN
106, Bld Saint Germain Paris 6

SOLDES

Prêt à Porter de Luxe pour Hommes
GRIFFE
VALENTINO - NINO CERRUTI
HUGO BOSS - DANIEL HECHTER
YVES SAINT LAURENT - LA SQUADRA
ENRICO COVERI - ETC...

RÉPONSE OBLIGATOIRE

UNE CHINOISE TOMBE AMOUREUSE DE VOUS. VOUS PRENEZ SA MAIN. QU'EST-CE QUI SE PASSE ?

Il est obligatoire de répondre à cette question précisément avant d'aller plus loin. Si vous ne savez pas, ouvrez Actuel et lisez l'article marqué obligatoire. De Toubon à Jospin, de Mourousi à Depardieu, trente personnalités ont déjà passé l'examen d'Actuel sur cette question. Leurs résultats seront publiés le 26 décembre ici-même. Il y a ceux qui savent de quoi ils parlent et les autres. Et vous ?

ACTUEL

Réponse dans tous les kiosques. 20 F.

صوتك من الامم

سكنا من الامل

AMÉRIQUES

Brésil

La réforme agraire est contestée à gauche comme à droite

De notre correspondant

Brasilia. — La réforme agraire n'aura-t-elle été, au Brésil, qu'un seul été ? On chercherait en vain, aujourd'hui, dans la presse un écho des polémiques que le gouvernement Sarney avait provoquées en lançant, le 27 mai dernier, ses propositions pour « un premier plan national de réforme agraire ». Les syndicats patronaux, qui avaient bûlé la « collectivisme », se taisent. La presse conservatrice, qui leur avait emboîté le pas, traque les « communistes » ailleurs. L'Eglise est discrète et les partis politiques sont absents. Seul indice — mais de taille — que la bataille pour la terre continue : les occupations sauvages de grands domaines et les assassinats encore plus sauvages de paysans par les hommes de main des grands propriétaires terriens.

Un débat politisé

La réforme a été, disent ses partisans, parce qu'elle a été « réformée ». Entre le projet initial et le plan définitif promulgué le 10 octobre, onze versions successives ont circulé, chacune en retrait sur la précédente. Le plan de quatre ans (1986-1989), adopté par le président Sarney, introduit tellement de précautions qu'il est rédigé de façon tellement ambiguë qu'il autorise les interprétations les plus contradictoires. Au sein de l'Eglise, on semble persuadé que la réforme a été tronquée et qu'il n'y aura peut-être pas de réforme du tout. « Les travailleurs agricoles disent désormais qu'ils n'ont plus rien à attendre du gouvernement et que, s'il doit y avoir une réforme, ce sont eux qui la feront », affirme le Père Pedrinho Guareschi, qui a suivi pour l'épiscopat les divers avatars du projet. Le ministre du développement et de la réforme agraire, M. Nelson Ribeiro, estime, au contraire, que la réforme se fera : « La plupart des expériences de ce genre dans le monde ont été réalisées par des dictatures ou des régimes révolutionnaires », dit-il. Ici, nous voulons agir dans la démocratie. Cela suppose des pas en avant et aussi des pas en arrière. L'Eglise, en ce moment, a peur d'un pas en arrière. Mais, si les partis politiques veulent survivre, ils devront prendre la réforme à leur compte. En outre, les neuf millions de travailleurs agricoles syndiqués ont, avec leur bulletin de vote, un grand pouvoir de pression.

La gauche, par des canaux multiples, avait participé à l'élaboration

du projet initial qui contenait un mot chargé de menaces pour les grands propriétaires : l'expropriation. Ce projet ne faisait que suivre le statut de la terre édicté en 1964 par le régime militaire et jamais appliqué. Mais il était rédigé dans un langage propre à réveiller de vieux fantasmes. Le président de la République et le ministre de la réforme agraire ont eu beau répéter qu'un nouveau domaine productif ne

Jugée trop timide par les paysans sans terre, combattue par les grands propriétaires, la réforme agraire décidée en octobre ne satisfait vraiment personne. Entre ces critiques contradictoires, le gouvernement de M. Sarney l'ouvoit.

serait touché, ils n'ont pu éviter que le débat ne se politise ni que la droite ne fasse campagne sur le thème des menaces contre le droit de propriété.

Les auteurs du projet initial avaient prévu de remodeler la moitié du territoire brésilien (480 millions d'hectares) pour « éliminer progressivement le latifundium et le minifundium en distribution et redistribuant la terre ». Ce partage devait se faire par l'expropriation des latifundia, mot que les législateurs appliquent aussi bien aux domaines improductifs qu'à la propriété dépassant une certaine dimension. Il devait profiter à sept millions de familles de paysans sur une période de quinze ans.

Des exceptions à la règle

Le plan adopté le 10 octobre limite son champ d'action à l'an 1989, mais ce n'est pas ce qui gêne le ministre du développement et de la réforme agraire, M. Nelson Ribeiro, estime, au contraire, que la réforme se fera : « La plupart des expériences de ce genre dans le monde ont été réalisées par des dictatures ou des régimes révolutionnaires », dit-il. Ici, nous voulons agir dans la démocratie. Cela suppose des pas en avant et aussi des pas en arrière. L'Eglise, en ce moment, a peur d'un pas en arrière. Mais, si les partis politiques veulent survivre, ils devront prendre la réforme à leur compte. En outre, les neuf millions de travailleurs agricoles syndiqués ont, avec leur bulletin de vote, un grand pouvoir de pression.

La gauche, par des canaux multiples, avait participé à l'élaboration

casme au sein de l'Eglise et dans les syndicats. Mais, à l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), ou se montre rassurant : « Dire que la négociation est préférable à l'expropriation, c'est une précaution verbale destinée à tranquilliser les esprits », dit M. Palmeira, l'un des directeurs. En revanche, on reconnaît en haut lieu que la réforme n'est modifiée pour en exclure les grands latifun-

ont encouragé les invasions de propriétés », affirme M. Celso Borge. Le ministre, M. Ribeiro, a dû, lui-même, faire face au chantage : des inconnus ont menacé de kidnapper et de tuer son fils.

Contradictions à gauche

Face à la mobilisation de la droite, la gauche n'a réagi faiblement et en ordre dispersé. C'est du moins l'opinion de M. Carlos Minc, professeur à l'Université fédérale, et délégué à Rio-de-Janeiro de l'Association brésilienne pour la réforme agraire. « Les équipes urbaines sont favorables à la réforme parce qu'elle diminuerait l'exode rural et décongestionnerait les villes, donc réduirait la violence dans les rues. Mais leur sympathie n'est qu'indirecte et lointaine. C'est ce qui explique sans doute le silence de la plupart des dirigeants politiques sur la question. Il y a une autre explication. Le Parlement compte soixante-deux latifundistes qui possèdent ensemble 32 millions d'hectares. On ne les trouve pas seulement dans les partis de droite, mais aussi au PMDB, la formation au pouvoir. M. Roberto Vardozza Alves, secrétaire général du PMDB, est aussi vice-président de la Société rurale, le syndicat patronal le plus réactionnaire. Le président du Sénat, M. José Fragelli, également du PMDB, est le plus grand latifundiste du Mato Grosso. »

Ambigu, contradictoire parfois, semé d'embûches et d'imprécisions, le plan de réforme agraire décrété le 10 octobre est à l'image de la nouvelle République, tentative de conciliation entre des forces diverses et des intérêts opposés. « Chacun peut interpréter dans son sens », dit M. Moacyr Palmeira, ce qui risque d'entraîner de longs procès en justice et de retarder son application. M. Nelson Ribeiro, lui, ne voit qu'un seul danger à l'horizon : que l'exécutif ne se donne pas les moyens d'appliquer son plan. Celui-ci, d'ailleurs, n'est pas intouchable. « A dit M. Sarney à ceux qui le critiquaient. A gauche, on compte sur l'Assemblée constituante, qui sera élue le 15 novembre 1986, pour regagner le terrain perdu et inscrire dans la future Charte fondamentale les principes d'une véritable réforme et de « bien d'autres changements dans l'économie et la société. »

CHARLES VANHECKE.

PROCHE-ORIENT

Egypte

L'ASSASSINAT DE SEPT TOURISTES ISRAËLIENS LE 5 OCTOBRE

Manifestations et mouvement de sympathie en faveur du « soldat du Sinaï »

De notre correspondant

Le Caire. — Les manifestations en faveur de Soliman Khater, le soldat égyptien accusé de l'assassinat de sept touristes israéliens dans le Sinaï, le 5 octobre, se sont poursuivies mercredi 25 décembre à l'université Zagazig, à 80 kilomètres au nord-est du Caire. Malgré la suppression des cours, plusieurs centaines d'étudiants réunis sur le campus ont scandé des slogans favorables à celui qu'ils qualifient de « héros du Sinaï », et qui était aussi inscrit à l'université de Zagazig — et ont vivement critiqué le gouvernement.

Les étudiants, qui voulaient descendre dans la rue, en ont été empêchés par un important barrage des forces de l'ordre qui bloquent l'université depuis mardi. Quarante et une personnes ont été arrêtées et une trentaine blessées, selon les sources officielles. La presse d'opposition, quant à elle, parle de centaines d'arrestations et d'autant de blessés. Les étudiants ont aussi lapidé le siège du gouvernement.

Les manifestations de l'université de Zagazig ont commencé samedi dernier après qu'un étudiant de la faculté de pédagogie eut été déféré devant le conseil de discipline de l'université. Mais les étudiants sont rapidement allés au-delà de leurs revendications corporatistes pour manifester leur solidarité avec Soliman Khater, qui doit entendre samedi le verdict de la cour martiale de Suez.

Selon l'enquête préliminaire et les témoignages, il a tiré de sang-froid sur un groupe de touristes israéliens, tuant sept personnes, dont quatre enfants.

La fièvre estudiantine a aussitôt été encouragée par l'opposition

ABOU JIHAD REJETTE L'APPEL DU PRÉSIDENT MOUBARAK A LA RECONNAISSANCE PAR L'OLP DES RÉSOLUTIONS 242 ET 338 DE L'ONU

L'OLP rejette l'appel du président égyptien, M. Hosni Moubarak, qui vient d'exhorter la centrale palestinienne à reconnaître les résolutions 242 et 338 de l'ONU (reconnaissance implicite d'Israël), sous peine de se voir exclure du processus de paix (le Monde du 25 décembre).

Dans une interview publiée mercredi 25 décembre par le quotidien *Al Itihad*, des Emirats arabes unis, un des principaux dirigeants de l'OLP, Abou Jihad, déclare : « Nous rejetons cet appel qui fait partie de la campagne de pressions à l'égard de notre organisation. (...) L'idée de faire pression sur nous, les pays arabes, devient faire pression sur les États-Unis et Israël, qui ne reconnaissent pas les droits des arabes. »

A Tunis, M. Yasser Arafat, qui a repris ses activités après avoir été souffrant, a reçu le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique en Tunisie, auquel il a remis un message pour M. Gorbatchev, rapporte l'agence palestinienne Wafa. Une délégation de l'OLP « de très haut niveau » pourrait prochainement se rendre à Moscou, ajoute Wafa. — (Rester.)

● Les pourparlers inter-libanais. — L'accord que négocient depuis cet été les principales milices libanaises — chrétienne, chiite et druze — pour mettre fin à l'état de guerre au Liban, a été « ébauché dans sa forme définitive », a-t-on indiqué, mercredi 25 décembre, de source proche des négociateurs. Sa signature pourrait intervenir « dans les jours prochains », à Damas, où les dirigeants des milices ont pourvu, mercredi, leurs tractations. — (AFP.)

● Le séjour de Mgr Echeagary à Téhéran. — L'ambassadeur personnel du pape Jean-Paul II a rencontré, mercredi 25 décembre, le vice-ministre des affaires étrangères Juvao Larijani, en présence des deux autres membres de la délégation vaticane, Mgr Joseph Chennoth et le père franciscain Marco Broggi. Les questions abordées ont été « essentiellement humanitaires », a indiqué Mgr Echeagary dans un entretien avec l'AFP. Le cardinal français a également rencontré, mercredi, l'évêque arménien de rite chaldéen de Téhéran, Mgr Manoukian, avec qui il a évoqué la situation de la communauté chaldéenne, la plus importante des minorités non musulmanes de Téhéran. Mgr Echeagary, qui est porteur d'un message du souverain pontife au président iranien, l'hojatoleslam Ali Khamenei, n'a pas été en mesure d'indiquer quand il allait le rencontrer. — (AFP.)

égyptienne de gauche. — Parti socialiste du travail (centre gauche, cinq députés) et Rassemblement progressiste unitaire (marxiste national, sans députés) — qui mène depuis octobre dernier une campagne enflammée en faveur de Soliman Khater à travers ses hebdomadaires *Al Chaab* et *Al Ahali*.

Les maximalistes musulmans, dont Soliman Khater est proche, se sont, eux aussi, joints aux manifestations de Zagazig. Jeudi 19 décembre au soir, le Parti du travail, le Rassemblement et les islamistes ont organisé au Caire une conférence de soutien à Soliman Khater, à laquelle ont pris part plusieurs centaines de personnes.

Des discours antisémites incendiaires ont été tenus par la gauche, tandis que les islamistes dissidents du Parti libéral néo-Wafd (cinquante-huit députés sur quatre cent quarante-huit) s'attaquaient à la « duplicité, confirmée par le Coran, de l'ennemi juif ». Les participants à la conférence ont décidé de présenter, ce jeudi 26 décembre, à la présidence de la République, une pétition portant plusieurs milliers de signatures soutenant le « héros du Sinaï ».

Le Parti néo-Wafd, chef de file de l'opposition parlementaire, et le minuscule Parti libéral, ont pris leurs distances à l'égard de cette campagne anti-israélienne. Le Parti national-démocrate du président Mubarak a, pour sa part, totalement ignoré l'affaire.

La presse gouvernementale s'est contentée de relater la tuerie du Sinaï en quelques lignes, en avançant la thèse de l'hystérie. La presse de gauche et les hebdomadaires islamistes, quant à eux, ont accordé des pages entières à l'affaire et présenté le soldat comme « un héros défendant le territoire égyptien et sa position contre les envahisseurs sionistes ». Cette même presse est allée jusqu'à affirmer que les Israéliens avaient envoyé des enfants pour mieux exploiter la position égyptienne. Il n'a nulle part été indiqué que la colline de Ras-Bourak où s'est déroulé le drame, est un des hauts lieux du tourisme dans le Sinaï.

ALEXANDRE BUCCIANI.

M. MITTERRAND A LOUXOR

Le Caire (AFP). — M. François Mitterrand a poursuivi, mercredi 25 décembre, son séjour privé en Égypte par une visite des sites pharaoniques de Haute-Égypte. Le président, dont le séjour est entouré d'une très grande discrétion par les autorités égyptiennes, s'est rendu, selon des témoins, à Louxor, ville où se trouve le temple de Karnak et dont les alentours comprennent les vallées des Rois et des Reines, trois des sites pharaoniques les plus prestigieux.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Jugement n° 804/85 du 30-1-1985
Tribunal de grande instance de Strasbourg
1^{re} Chambre Correctionnelle
— DÉCLARE Alain LEFEBVRE, Directeur de la publication de l'hebdomadaire *MAGAZINE* *HEROÏQUE*, coupable de diffamation envers M. REY et l'Association des Étudiants libanais de France, section Strasbourg. En répression, le condamne à 3.000 F d'amende. Condamne A. LEFEBVRE à payer à M. REY 1.000 F en réparation de son préjudice ; 1.500 F en application des dispositions de l'art. 475-1 du CPP et à l'ARTI, section Strasbourg, 5.000 F en réparation de son préjudice et 1.500 F en application des dispositions de l'art. 475-1 du CPP. Condamne A. LEFEBVRE aux frais et dépens.

Par jugement du 30 octobre 1985, le Tribunal de grande instance de PARIS (1^{re} chambre, 1^{re} section) a condamné la Société des Éditions *Parisiennes Associées (SEPA)*, Editrice de l'hebdomadaire *MINUTE*, et M. Jean-Claude GOUDEAU, Directeur de cette publication, à payer au Comité de Solidarité avec la Nicaragua (CSN) des dommages et intérêts pour diffamation pour avoir publié dans l'hebdomadaire *MINUTE*, numéro 1 185, daté du 22 au 28 décembre 1984, un article qui, notamment dans son titre (« Des tours français pour le Nicaragua marxiste ») laisse entendre que cette association recrutait des volontaires pour participer à des opérations militaires au Nicaragua.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Bodée - 563-12-66

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

SCP d'Av. FALLON, CARIN, BLANC, 74130 BONNEVILLE TEL. 50-721-81.

Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Cabinet de la S.C.P. d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ du barreau d'Évry, 108, place des Miroirs à ÉVRY (Essonnes).

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY (Essonnes), rue des Miroirs, le MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

MARDI 14 JANVIER 1986 à 14 heures.

D'UN PAVILLON

de 5 pièces princ. avec GARAGE et TERRAIN contenant le p. 507-21-81. Vente aux enchères en Tribunal de BONNEVILLE, mercredi 8 janvier, à 14 h 30.

EN 5 LOTS APPARTEMENT, STUDIO, DÉPEND.

à CHAMONIX. Hameau des Tines. Mises à prix : 90.000 F à 110.000 F.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY (91) rue des Mazères - le mardi 7 janvier 1986 à 14 heures

PROPRIÉTÉ à VIGNEUX-S/SEINE

rue Bonaparte n° 7

MISE A PRIX : 290.000 F

Consignation indispensible pour enchères par chèques de banque ou esp. Rem. SCP AKOUN à TRUXILLO Avenue 4, Bd de l'Europe à ÉVRY (91). Tél. : 60-79-39-45

Vente aux enchères au Palais de Justice de Nanterre le jeudi 9 janvier à 14 h

UN APPARTEMENT sis à COURBEVOIE

(Haut-de-Seine)

4, rue Sainte-Geneviève, 1 à 5 rue Alice et 15, rue Saint-Gillesme - escalier 4 - Entrée, 2 pièces Palais, Cuisine, Salle de bains, Cave

LIBRE - MISE A PRIX : 150.000 F

M. WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid à Neuilly-sur-Seine (92) Visite le 7 janvier 1986 de 15 à 16 heures

Vente sur enchère au Palais de Justice d'Évry (91) rue des Mazères - mardi 7 janvier 1986 à 14 heures

IMMEUBLE à ONCY-S/ECOLE (91)

à USAGE D'HABITATION et COMMERCIAL

Lieudit « La Prairie de Femme Gise » édifié sur un terrain de 39 a 31 ca et un terrain sis même commune et lieudit de 28 a 72 ca

MISE A PRIX : 445.500 FRANCS

Cont. préalable pour enchères - Pour tous renseignements : SCP AKOUN à TRUXILLO Avocats domiciliés à ÉVRY (91) 4, Bd de l'Europe Tél. : 60-79-39-45 - Au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'ÉVRY où le cahier des charges est déposé

Vente aux enchères au Palais de Justice de Nanterre (Hts-de-Seine) le jeudi 9 janvier 1986 à 14 heures

PAVILLON DE 3 PIÈCES PRINCIPALES

dépendances et jardin - Lot n° 185, rue de Nanterre à

COURBEVOIE (92)

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

M. WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid à Neuilly-sur-Seine - Visite le 7 janvier 1986 de 15 à 16 h 30 (M. Richon, huissier)

Cabinets de : M. Jean-Christophe CARON, avocat à la cour, 2, rue du Vauvray, 78000 VERSAILLES - M. Catherine LELUCH, avocat à la cour, 3, rue Nationale, 78070 MEZIERES-SUR-SEINE - SCP Philippe et Antonienne JOHANET, avocats à la cour, 38, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES

Vente au Palais de Justice de VERSAILLES, le 8 janvier 1986 à 9 h 30

PROPRIÉTÉ A ANDRESY (78)

3, AVENUE D'ÉYLAU - Bâtiment principal avec dépendances

LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION

MISE A PRIX : 1.100.000 F

Pour visiter : prendre rendez-vous auprès du Cabinet de M. Jean-Christophe CARON (tél. 39-51-11-75).

Vue palais de justice de Paris le jeudi 9 janvier 1986 à 14 h

en quatre lots

4 LOCAUX INDUSTRIELS

et emplacements de voitures

RELIGION

LE MESSAGE « URBI ET ORBI » DE JEAN-PAUL II

« Résister au mirage trompeur du progrès »

« Désarmé au milieu d'un monde armé », Jean-Paul II a défilé, le mercredi 25 décembre, un message de paix et d'espoir aux chrétiens et aux hommes de bonne volonté du monde entier.

S'adressant aux cinquante mille pèlerins rassemblés sur la place Saint-Pierre à Rome ainsi qu'au milliard de téléspectateurs des cinq continents, le pape a dénoncé ce « monde armé qui cède trop souvent à la tentation de la puissance et de la domination (...), où l'on meurt encore de faim et où les droits de l'homme sont ouvertement violés (...), où les souffrances accumulées pèsent sur l'humanité ».

Le monde plus humain annoncé par la venue du Christ « est un monde habité par un peuple nouveau », qui marche « avec sobriété, justice et pitié vers la joie en plénitude du ciel, à poursuivre le pape, un peuple qui sait être sobre à l'égard des ressources du monde et sage dans la mise en œuvre des ressources de son génie propre, car il sait résister au mirage trompeur d'un progrès qui reste indifférent aux valeurs morales et qui cherche seulement les avantages matériels immédiats ».

« Un peuple aussi, a ajouté le souverain pontife, dont les idées, les projets et les actions s'inspirent de la justice, un peuple toujours tendu vers la réalisation d'une communauté de personnes plus authentique, où chaque individu se sent respecté, respecté, valorisé. Un peuple enfin qui, par la pitié, se dépasse lui-même en s'ouvrant à Dieu, dont il attend le soutien constant nécessaire pour marcher sur la route du véritable progrès, orienté vers la rencontre du Christ, rédempteur de l'homme et Seigneur de l'histoire ».

« L'Eglise désire de toutes ses forces être celle qui porte le message qui vient de Noël, à conclure le pape, afin que ne manque pas au monde d'aujourd'hui la perspective dans laquelle prennent leur sens la joie et la souffrance, la mort et la vie. Christ est né ! Que tout homme renaisse et vienne faire partie de la « famille de Dieu » à qui les anges de Bethléem promettent la gloire dans le ciel et la paix sur terre. La grâce de Dieu s'est manifestée ».

Du balcon central de la basilique Saint-Pierre, Jean-Paul II a ensuite souhaité un bon Noël à l'humanité tout entière et donné sa bénédiction aux fidèles en une cinquantaine de langues, dont l'arabe, le chinois, le vietnamien, le coréen, le lituanien, le tigrig, l'afghan, le hindi et le bengali (le pape se rend en effet en Inde dans un mois).

Il a enfin consacré quelques mots à ses compatriotes polonais en souhaitant que le message de Bethléem pénètre non seulement dans les foyers, mais aussi « dans la vie sociale et nationale » et qu'il se révèle être une « source de paix et l'annonce d'un avenir meilleur ».

Aux fidèles venus écouter le message urbi et orbi s'étaient joints plusieurs milliers de Romains participant à la traditionnelle « marche contre la faim dans le monde », conduits par le maire démocrate-chrétien de Rome, M. Nicola Sinigaglia et par l'ancien président de la République italienne, M. Sandro Pertini.

JUSTICE

CONTREFAÇON VITICOLE A POMEROL

Les faux prophètes du Château Pétrus

De notre envoyé spécial

Pomerol. — Château Pétrus contrefait ! Délit impardonnable, sacrilège même. Peut-on imiter un dieu du vin ? L'affaire, il y a peu, avait fait grand bruit dans le Landemer international des amateurs de grands vins. Pourtant, aujourd'hui, Pomerol et Libourne respirent. On est heureux ici, tout bien pesé, de s'en tirer à si bon compte : le vent du scandale n'est pas passé bien loin.

« L'affaire » commencée à la fin du printemps, raconte M. Christian Moueix, directeur général de Château Pétrus, lorsque des amis nous ont dit avoir pu sans difficulté se procurer du Pétrus. Au départ, nous avons fait la sourde oreille. Mais, rapidement, ce ne fut plus possible. Il n'y avait aucun doute. C'était du faux Pétrus. On apporte alors les bouteilles du délit dans les bords de la Dordogne, dans les célèbres locaux des Etablissements Jean-Pierre Moueix, de Libourne.

Le verdict fut immédiat : bouteilles bordelaises « légères », capsules-corgis, bouchons courts et naïvement imprimés, des cartons au lieu de caisses en bois. Il ne pouvait s'agir que d'une contrefaçon. L'évidence, en revanche, pouvait prêter à confusion, assez bonne copie du célèbre original,

vieux de quarante ans, aux lettres rouges sur fond jaune pâle. « Quant au vin, dit-on à Libourne, c'était dans le meilleur des cas, un produit de qualité moyenne, récolté dans la région. » « J'ai d'abord voulu mener moi-même l'enquête », confie M. Moueix, ramenant le fil du débat sans succès : la mur du silence. Et le 28 août dernier, les Etablissements Jean-Pierre Moueix portaient plainte pour contrefaçon, suivie par le Syndicat viticole de Pomerol, qui se portait partie civile. Le parquet de Libourne et le SRPJ de Bordeaux devaient rapidement conclure. Une affaire sans vraie dimension.

« Une affaire minable », dit-on à Libourne, où l'on s'en voudrait presque, aujourd'hui, de n'avoir à montrer que cette modeste contrefaçon sans rapport aucun avec le prestige international de l'original. Car, sauf à imaginer des ramifications plus complexes, l'affaire est terminée. Au total, moins d'un millier de bouteilles de faux Pétrus fabriquées à la hâte et écoulées sur place. Une personne, incriminée pour contrefaçon et escroquerie, est déjouée depuis plusieurs semaines. « Une affaire en définitive rapidement circonscrite », confie-t-on à Bordeaux, grâce aux professionnels du vin qui s'étaient alertés dès qu'il y avait eu quelque chose d'anormal au niveau du marché. Une leçon que ne

manqueront sans doute pas de tirer les artisans contrefaumeurs.

Car l'affaire Pétrus a valeur de symbole. Capitale mondiale du vin, doublée d'un port, la ville de Bordeaux ne peut que susciter les vocations frauduleuses. Des vocations alimentées par l'actuel engouement pour les grands vins et la spéculation sans retenue dont ils font l'objet. Ainsi, il y a quelques années, c'était une affaire de contrefaçon d'échantillons du champagne Veuve Clicquot. « Aujourd'hui, ce sont surtout, précise-t-on au SRPJ de Bordeaux, des vols importants de grands crus classés directement au château ou sur les lieux de stockage. » Mais où situer, en aval, recels et transactions ? Les vins restent-ils en France ? Personne, officiellement, ne le sait.

Une étrange folie

L'affaire Pétrus marque une nouvelle étape : faute de subtiliser, on imite. Elle témoigne aussi de la vraie folie suscitée par un vin en dehors des normes. Si on ne présente plus Château-Pétrus (11,5 hectares de vignes plantées sur un site exceptionnel de Pomerol, une vinification poussée à l'ultime perfection par M. Jean-Claude Berrouet et un soin sans égal apporté au vignoble), il reste toujours à comprendre le pourquoi

de la déraison qu'il suscite. Une étrange folie à dire vrai, que personne ne maîtrise et qui en satisfait beaucoup.

« Pétrus ? La plus fantastique culture, résume M. David Cobbold, des Caves de la Madeleine, à Paris. Adhère 200 francs en primeur, la bouteille de 1982 vaut aujourd'hui 2 000 francs. » « Je ne comprends pas, assure M. Christian Moueix. On me dit que le Pétrus 1975 est en vente à plus de 4 000 francs la bouteille. Nous l'avions, pour notre part, vendu en primeur 46,70 francs en 1976. »

Alors ? L'immense qualité du vin, le charme du cépage merlot, la spirale du dollar américain ? Tout cela additionné n'explique rien. Il y a, avec Pétrus, autre chose. Un mystère, une alchimie faite de spéculation et de qualité pour un vin exceptionnel issu d'un terroir bordelais — Pomerol — où, à la différence du Médoc ou de Saint-Émilion, on entend vivre sans classement. Un miracle, en somme, qui prive l'amateur peu fortuné de tout espoir, contraint qu'il est d'admirer, sans jamais pouvoir goûter. Un phénomène unique au monde aussi qui porte en lui, à cause d'un trop grand déséquilibre, sa propre fin. Les vrais contrefaumeurs ont, aujourd'hui, de curieux airs de faux prophètes.

JEAN-YVES NAU.

COUPLES FRANCO-ALGÉRIENS SÉPARÉS

La « belle » dans les Aurès

En 1976, deux sœurs, Catherine, seize ans, et Myriam, dix-neuf ans, aujourd'hui, avaient été emmenées en vacances par leur père qui venait de divorcer dans sa famille, à Kanchela, un petit village niché dans les Aurès. Elles devaient y rester dix ans. Dix années pendant lesquelles leur mère, M^{me} Guichard, est restée dans sa maison de Lyon, sans nouvelles jusqu'au jour d'octobre dernier où Myriam adressa une lettre au père de Valérie-Véronique, une jeune fille à la mer. Elle vient d'apprendre que son père a décidé de la marier avec un de ses cousins, un homme de quarante ans. Elle est au bord du désespoir. Aussitôt M^{me} Guichard se rend en Tunisie pour tenter de faire passer clandestinement la frontière à ses deux filles. « Sans succès. Début décembre, n'y tenant plus, Catherine et Myriam décident donc de s'enfuir du village par leurs propres moyens. Un taxi les mène à Constantine, où elle sont accueillies par le consulat de France. Après de longues et difficiles négociations, elles embarquent le 8 décembre, avec l'accord de leur père, à bord d'un avion pour Lyon. A l'aéroport de Satolas, M^{me} Guichard les attendait pour fêter « le plus beau Noël de sa vie ».

ENVIRONNEMENT

La dépense des ménages français

En acquittant ses impôts et ses taxes locales comme en faisant ses achats, chacun des dix-neuf millions de ménages français consacre en moyenne 2 500 francs par an à la préservation de l'environnement. Selon les indications qui viennent de donner le ministère de l'environnement et le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), ces contributions additionnées représentent la somme de 47 milliards de francs par an. Les familles échouent d'abord pour 7,6 milliards de sacs-poubelle, de produits pour leur jardin, de matériaux pour bananiers, leurs appartements, etc. Elles payent par ailleurs 27,2 milliards d'impôts, de taxes et de redevances pour le traitement des eaux d'égouts, le ramassage et l'incinération des ordures ménagères, les actions publiques contre le bruit, la pollution atmosphérique. Enfin elles payent indirectement, en achetant de très nombreux produits, les sommes qu'investissent les entreprises dans les systèmes anti-polluants et qu'elles répercutent dans leurs prix : cela représente 12,5 milliards par an.

MÉDECINE

CORRESPONDANCE

SEXUALITÉ ET CANCERS GÉNITAUX

Les faits à leur juste place

La note du professeur Georges Mathé publiée dans le Monde du 4 décembre, à propos des « cancers sexuellement transmissibles », amène le Dr Wolf à faire part des réflexions complémentaires suivantes.

Dans le dessin de ne pas affoler le public, de ne pas lui donner des espoirs non fondés quant à une éventuelle prévention, et sans esprit de polémique, certaines précisions doivent être apportées.

a) Entre 1951-1955 et 1981-1982, en Grande-Bretagne, chez les femmes dans les tranches d'âge de vingt, vingt-cinq et trente ans, la mortalité par cancer du col utérin a été effectivement augmentée ; mais cette augmentation porte sur des nombres de cas très faibles : elle n'a donc aucune signification réelle (cette mortalité a baissé dans les autres tranches d'âge).

b) Il est normal de constater une augmentation, aux États-Unis, des

consultations de femmes pour des lésions génitales d'origine virale, puisque ces virus n'avaient pas été isolés auparavant, et l'origine de ces lésions non connue.

c) Les Papovirus, les virus de l'hépatite, jouent probablement un rôle dans l'origine des lésions malignes du col : ce rôle est encore mal connu, et la liaison entre les deux phénomènes n'est pas encore prouvée avec certitude. Elle l'est encore moins pour la chlamydiose.

d) Même si des virus Papov sont trouvés après traitement de cancer du col, dans l'état actuel des choses, aucune mesure de prévention efficace n'est connue pour empêcher le développement ultérieur de rechute ou de nouveau cancer. Il ne faudrait donc pas faire naître des illusions dangereuses à ce sujet.

Dr JEAN-PIERRE WOLF, chef de service de gynécologie à l'Institut Gustave-Roussy, président d'honneur de la Société française de gynécologie.

FAITS DIVERS

SELON « FRANCE-SOIR » ET « LE FIGARO »

Des terroristes arabes auraient commis les récents attentats contre les grands magasins

Après France-Soir, qui a barré sa « une », dans ses éditions de mercredi, de titre : « Sur la piste des tueurs des grands magasins », le Figaro du jeudi 26 décembre affirme en première page : « Grands magasins : une piste arabe ». Selon ces deux quotidiens, les policiers seraient, en effet, parvenus à la conclusion que les attentats du 7 décembre contre le Printemps et les Galeries Lafayette (trente-cinq blessés dont douze grièvement) ont été commis « par des terroristes arabes ».

« Le témoignage d'une vendeuse des Galeries, grièvement blessée dans l'explosion, a même permis aux policiers de dresser l'arrestation

d'un portrait-robot de deux suspects, de type moyen-oriental, expliquent le Figaro. De leur côté, les experts du laboratoire central de la police ont également déterminé que la main du produit contenu dans les deux terrines qui se sont enflammées le 7 décembre n'était pas aussi simple qu'on le supposait. On avait parlé d'essence, il pourrait s'agir d'un explosif, uniquement employé au Moyen-Orient. Des analyses plus approfondies sont actuellement en cours. » France-soir précisait que si la proportion d'éléments de base était bien « celle que l'on soupçonne actuellement, la piste du Jihad islamique sera définitivement retenue ».

IMMIGRATION

LE NOUVEAU STATUT DES ALGÉRIENS

Les « oisifs » toujours indésirables

Les 800 000 Algériens de France ne sont plus des immigrés tout à fait comme les autres depuis que M^{me} Georgina Dufaux, ministre française des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M^{me} Zbair Ounissi, ministre algérien de la protection sociale, ont signé le dimanche 22 décembre, à Alger, un accord qui consolide leur statut. Ce document, qui constitue un avenant à la convention franco-algérienne du 27 décembre 1968, consacre notamment le droit des Algériens détenteurs d'un certificat de résidence, quelle qu'en soit la durée, à l'établissement d'un nouveau titre de séjour de dix ans renouvelable automatiquement.

Le texte de 1968, à l'époque favorable aux ressortissants algériens, se trouvait en retrait par rapport au droit commun des étrangers depuis l'instauration, par la loi du 17 juillet 1984, de la carte unique de dix ans qui vaut à la fois autorisation de séjour et de travail. Les Algériens, dont la situation est régie par la convention internationale de 1968, juridiquement supérieure à la loi, n'avaient pas accès jusqu'à présent au titre unique.

L'accord intervenu dimanche à Alger leur accorde désormais cette facilité, avec une garantie supé-

rieure à celle dont bénéficient les autres étrangers. Ces derniers relèvent en effet de la loi de 1984, qui peut être mise en cause par une éventuelle nouvelle majorité politique alors que la convention franco-algérienne repose sur un accord entre États que l'Algérie n'accepterait sans doute pas de renégocier. Le nouveau texte, immédiatement applicable, prévoit que le certificat de résidence de dix ans sera accordé, toutes professions confondues, aux Algériens résidant régulièrement en France, mais une restriction prévue par le texte de 1968 a été maintenue et précisée à la demande de la partie algérienne.

L'article 10 de la nouvelle convention stipule en effet que le certificat de résidence peut être retiré « aux seuls ressortissants algériens considérés comme oisifs, qui sont de leur propre fait sans emploi et dépourvus de ressources depuis plus de six mois consécutifs ». Le ministère des affaires sociales assure que cette disposition, qui semble pouvoir s'appliquer aux chômeurs en fin de droits, ne vise en réalité que « des gens un peu douteux, des proxénètes, par exemple » et ne saurait concerner les « vrais chômeurs ».

Ph. Be.

SCIENCES

Les victimes des catastrophes en 1985

Soixante-quatorze mille morts : tel est le bilan des catastrophes naturelles qui se sont produites, partout dans le monde, au cours de l'année 1985.

L'Amérique latine a été la plus lourdement frappée. Vient en tête de ce macabre palmarès la Colombie, où l'éruption du volcan Nevado Del Ruiz, le 13 novembre, a tué 23 000 personnes et a fait 230 000 sinistrés. Mézén vient ensuite avec les tremblements de terre des 19 et 20 septembre : le bilan officiel est de 5 000 morts, mais, selon l'institut mexicain de

développement, il y aurait eu, en réalité, 35 000 morts et 300 000 sinistrés. Quant aux dégâts, ils ont été estimés à 34,2 milliards de dollars (soit plus que le tiers de la dette extérieure du Mexique). Le 3 mars, le Chili avait été secoué par l'un des plus violents séismes de son histoire, mais on n'a déploré que 177 morts.

Très meurtrier aussi a été le cyclone tropical qui a balayé le 24 mai la côte du Bangladesh : 11 000 morts et 250 000 sans-abri.

La Cour de cassation et l'affaire Barbie

UNE RÉACTION DE M^{me} RAPPAPORT

M^{me} Roland Rappaport, avocate de M^{me} veuve Zlatin et du docteur Reiffman, tous deux parties civiles comme victimes de la rafle de la maison d'enfants d'Izieu, dans l'affaire Klaus Barbie, précise « en plein accord avec ses clients » qu'il « comprend et partage l'analyse de la Cour de cassation dans l'affaire Barbie » (le Monde daté 22-23 décembre).

M^{me} Rappaport ajoute : « C'est parce qu'ils étaient juifs et pour cette seule raison qu'ont été déposés et massacrés les enfants d'Izieu et tant d'autres. C'est parce qu'ils se sont dressés contre l'Etat nazi que tant de résistants ont connu le même sort. La Cour de cassation, sans perdre de vue ce qui les différencie, a considéré qu'ils avaient été réunis dans les mêmes souffrances. Se refusant à opérer un tri parmi les victimes, elle a retenu la nature des crimes. Elle a ainsi donné toute sa portée à la notion de « crime contre l'humanité » telle qu'elle doit être aujourd'hui entendue ».

● Première radiophonique à la prison Saint-Paul de Lyon. — Pour la première fois en France, des détenus ont pu participer en direct à une émission de radio, le mercredi 25 décembre entre 12 et 14 heures, depuis la prison Saint-Paul de Lyon.

Intitulée « Le téléphone de Noël » et diffusée par la radio tricolore Radio-Fourvière, l'émission a eu lieu depuis des studios installés dans le bâtiment réservé aux quarante-cinq mineurs de la prison. Tous ont pu prendre la parole à la condition de ne pas dévoiler à l'antenne leur nom de famille.

Avez-vous la foi ?

14 témoins vous disent :

« Je crois »

- Étonnant
- Emouvant
- Inquiétant
- Exaltant

A vous de juger dans

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

En vente en kiosque et 49, Fg Poissonnière Paris 9^e

صلى الله عليه وسلم

INFORMATIONS « SERVICES »

TRANSPORTS

AIR FRANCE CHANGE SES SIÈGES

Parce qu'un tiers des réclamations des passagers de première classe concernent l'inclinaison insuffisante des fauteuils, la compagnie Air France est en train de changer la totalité des sièges de première classe de ses dix-sept Boeing-747.

Sont installés à la place des fauteuils-couchettes conçus et réalisés par la société SOCEA, filiale d'Aérospatiale. Ce sont des fauteuils inclinables grâce à un moteur électrique commandé par deux boutons placés sur l'accoudoir.

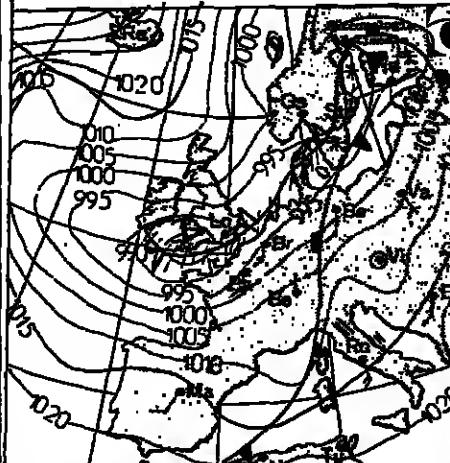
Des études ergonomiques ont permis de définir un siège large (52 centimètres), distant du fauteuil qui le précède (26 centimètres) et d'un grand angle d'inclinaison (62 degrés). La compagnie nationale a voulu, grâce à ce nouveau matériel, permettre une relaxation maximum, une liberté de mouvement et une manipulation aisée.

D'autre part, Air France a décidé de remplacer également six mille fauteuils de classe économique de sa flotte moyen-courrier, d'ici à la fin de 1986.

Comme pour les sièges de première, ces fauteuils ont fait l'objet d'études ergonomiques pour offrir aux passagers plus de place pour leurs jambes et une assise plus confortable. Ce siège est fabriqué par la société SICMA.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 12 85 A 0 h G.M.T.



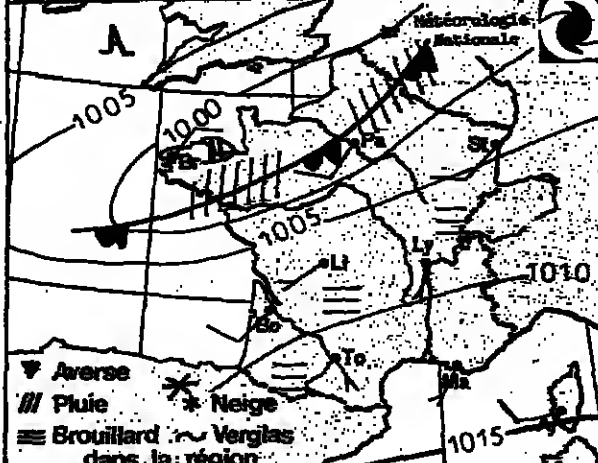
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 26 décembre à 0 heure et le vendredi 27 décembre à minuit.

Persistence d'un temps perturbé de sud-ouest sur le proche Atlantique et la France. Dépression à la pointe de Bretagne donnant un passage du vent au nord-est et au Manche.

Samedi : Temps couvert et pluvieux au nord d'une ligne Nantes-Nancy avec températures de 5 à 7 degrés. Sur les autres régions, météo très brumeuse avec brouillards épais s'éparpillant que les côtes. Températures minimales de 0 à 2 degrés dans l'intérieur, 3 à 9 degrés sur les côtes atlantiques et méditerranéennes.

Aggravation pluvieuse remontant en cours d'après-midi de l'Espagne vers les Pyrénées et débordant en soirée vers l'Aquitaine, la région toulousaine, le Roussillon et le Languedoc. Il neigera vers 1200 mètres sur les Pyrénées. Sur le reste de la France, ciel variable et fai-

PRÉVISIONS POUR LE 27 12 85 DÉBUT DE MATINÉE



ble instabilité pouvant donner des ondées passagères.

Les températures maximales varieront entre 7 et 9 degrés sur la moitié nord, 10 et 13 degrés sur la moitié sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 25 décembre, le second le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre) : Ajaccio, 13 et 12 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 11 et 8 ; Brétigny, 12 et 9 ; Brest, 11 et 8 ; Cannes, 10 et 6 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 10 et 6 ; Dijon, 9 et 5 ; Dinard, 12 et 9 ; Embrun, 4 et 0 ; Grenoble-St-Martin, 15 et 2 ; Grenoble-St-Genève, 15 et 4 ; La Rochelle, 12 et 8 ; Lille, 11 et 7 ; Limoges, 8 et 6 ; Lorient, 13 et 9 ; Lyon, 12 et 6 ; Marseille-Marguare, 14 et 8 ; Nancy, 9 et 7 ; Nantes, 13 et 9 ; Nice-Aéroport, 10 et 8 ; Paris-Montsouris, 12 et 9 ; Paris-Orly, 12 et 8 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 12 et 8 ; Rouen, 10 et 7 ; Saint-Etienne, 14 et 5 ; Strasbourg, 9 et 6 ; Toulouse, 14 et 2 ; Tours, 12 et 8.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 10 ; Genève, 9 et 3 ; Liège, 16 et 10 ; Londres, 9 et 6 ; Madrid, 14 et 4 ; Rome, 16 et 12 ; Stockholm, 3 et -4.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4127

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Graves, parfois, mais toujours étonnantes. - II. Alternative. Presse populaire. - III. Affection qui ne se déclare pas dans le blanc des yeux. - Doublure de fourrure. - IV. Cours d'air. - V. Hors de prix. Personnel. - VI. Note. Confus ou confond. - VII. On a beaucoup exagéré le nombre d'articles qui compte sa constitution. Jouit d'une certaine notoriété dans la « presse ». - VIII. Accent de la Corrèze inconnu des Corrèziens. Préposition. - IX. Négation. Terre moins riche par son sol que par son sous-sol. - X. Le premier Britannique. Belle ou de Beauté. - XI. Musiques de chambre.

VERTICALEMENT

I. Recette qui entraîne des dépenses. - 2. Celle d'un certain barbillon espagnol n'est pas rasant. - 3. Son envers n'a aucune chance d'y entrer. Article. Langue de terre méditerranéenne. - 4. Le petit ne sera jamais majeur. Trois d'air. - 5. Sur l'œil ou sous l'oreille. Courseur ayant des ailes. - 6. Caractère d'une nature peu accueillante. - 7. Lettres de rupture. Ce que s'aurait pu être le frère de Cain. - 8. Porté sur l'étiquette dans les cérémonies espagnoles. Relatif à l'extrémité d'une tuyauterie. - 9. Pour fixer ce qui permet d'avancer. Possessif.

Solution du problème n° 4126

Horizontalement
I. Dévissage. - II. Etranger. - III. Amiral. - IV. Sac. Face. - V. Ul. Prot. - VI. Salsifis. - VII. Dia. Vit. - VIII. Escorte. - IX. La. Tee. Ri. - X. Déa. Ane. - XI. Tour. Fief.

Verticalement
1. Dessus-de-lit. - 2. Et. Alaise. - 3. Vrac. Lac. Dû. - 4. Iam. Os. Oter. - 5. Smif. Ivres. - 6. Sgraffite. - 7. Alacrité. AI. - 8. Gèles. Urne. - 9. Ere. Grief.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENREDI 27 DÉCEMBRE

« La Sainte-Chapelle », 14 h 30, entrée (pour les jeunes).
« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régence du passé).

« Crèches des églises parisiennes, Saint-Sulpice, Saint-Germain-des-Près », 15 heures, façade Saint-Sulpice.

« Le Séant dans le palais du Luxembourg », 14 h 30, 20, rue de Tournai, T84, la veille : 42-57-06-77 (Arts et curiosités de Paris).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 45, 4, boulevard du Palais.

« Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M-C. Lasserre).

« La découverte de Notre-Dame de Paris », 14 h 30, portail central.

« Le Musée de Cluny, un reportage sur la vie au Moyen Âge », entrée musée, place Paul-Faucher (Paris et son histoire).

« Salons de l'Opéra », 14 h 30, métro Opéra, devant le magasin Laeclé (C-A. Messier).

« La Sainte-Chapelle », 14 h 30, grille du Palais de justice, boulevard du Palais (Académie).

Exposition « Soleil d'encre » au musée du Petit Palais, 14 h 50, entrée avenue W. Churchill (L'Art pour tous).

SAMEDI 28 DÉCEMBRE

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M. Poyier).

« La crypte archéologique ». Découverte d'une maison romaine et de maisons médiévales dans l'île de la Cité, 15 heures, entrée crypte (E. Roman).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 heures et 15 h 30, entrée principale (V. de Langlois).

« Les trésors du cabinet des médailles », 15 heures, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Arcus).

« Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 42-60-71-62 (sauf lundi) ; après 18 h 30 : 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« Les salons de l'hôtel d'Evreux », 14 h 45, 19, place Vendôme (C-A. Messier).

« Les salons de l'hôtel de Lassay », 15 heures ou 16 h 30, 2, place du Palais-Bourbon.

« Promenade au Marais : de l'hôtel Lamignon à celui des Ambassadeurs de Hollande », 15 heures, 24, rue Pavée (Paris et son histoire).

« Notre-Dame de Paris : histoire de l'architecte gothique », 15 heures, devant le portail central (M-C. Lasserre).

« Crèches des églises parisiennes : église polonoise Saint-Roch », 15 heures, angle rue Cambon et Saint-Honoré (Approche de l'art).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

VENREDI 27 DÉCEMBRE

11 bis, rue Kepler, 10 h 15 : « Réalités et mirages de l'Astral ».

EN BREF

BOURSES

GERMAN MARSHALL FUND. - Le German Marshall Fund of the United States offre des bourses à des professionnels de l'environnement de République fédérale d'Allemagne, de France et des Pays-Bas intéressés par l'acquisition directe de connaissances dans un certain nombre de domaines de la politique de l'environnement aux Etats-Unis. Les boursiers auront la possibilité de passer quatre à six semaines dans un ou plusieurs organismes gouvernementaux et d'y examiner certains problèmes spécifiques (gestion des déchets toxiques, mise en œuvre de la politique en matière de pollution atmosphérique, gestion intégrée de l'environnement...). Une excellente connaissance de l'anglais est exigée.

* Renseignements et inscriptions : German Marshall Fund of the United States, 11 Dupont Circle NW, Suite 900, Washington DC 20036. Tél. : 202/745-3950.

COLLOQUE

DROIT INTERNATIONAL. - La LGDJ et la FEDUCI organisent les colloques et séminaires suivants :

- Droit anglais des contrats : les contrats financiers, 10 janvier 1986 ;

- Droit de l'informatique : la gestion des logiciels après les lois nouvelles : propriété et commercialisation ; colloques : 16 et 17 janvier 1986 ;

- Les contrats internationaux de construction : 27 et 28 février 1986 (le matin) ;

- Contrats d'exportation et droit allemand : 17 et 18 avril 1986.

* Renseignements : LGDJ, 77, rue de Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-86-86.

DOCUMENTATION

LE PATRIMOINE COMMUNAL. - Le Patrimoine communal, qui est une lettre d'information destinée aux collectivités locales, vient de sortir son premier numéro. Cette publication explique dans le numéro 1 les principes de la décentralisation et fournit des conseils pratiques sur la sécurité informatique notamment.

* Le Patrimoine communal, édité par la Sadava, 162, rue des Poteziers, 75018 Paris.

HANDICAPÉS

LA PATTE DANS LA MAIN. - Ce titre incite à être choisis par le Club des chiens-guides d'aveugles, d'Île-de-France pour la gazette gratuite qu'il diffuse. Ses membres y trouveront toutes les informations sur les divers projets et activités. L'association propose également aux adhérents et sympathisants de « parcourir » des chiens-guides déjà attribués - gratuitement - à des non-voies (le prix moyen d'un chien-guide est de 50 000 F).

* Club de chiens-guides d'aveugles d'Île-de-France, « Centre Corvillat », 3, rue Eugène-Dorville, 77170 Combarbelle. Tél. : 64-86-73-82.

RECHERCHE MÉDICALE

DIX PEINTRES CONTRE LE CANCER. - Dix artistes peintres

(Alaux, Brayer, Bruce, Capron, Chapellain-Midy, Ciry, Decaris, Farjas, Legrainchère et Michel-Henry) ont offert chacun les droits de reproduction d'une de leurs toiles pour permettre à la Ligue nationale contre le cancer d'éditer une nouvelle série de cartes de vœux. Chaque pochette de dix cartes différentes et dix enveloppes est vendue 40 F auprès des comités départementaux de la Ligue contre le cancer, des agences de la BNP et de la BPC, des Prénus et Monoprix et au bureau national de la Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stephen-Pichon, Paris-13^e.

Les sommes recueillies sont destinées à la recherche, à l'aide aux malades et à leur famille, à l'aide à la réinsertion des malades et anciens malades et à l'information du public. Renseignements : 46-84-14-30.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cas de 1,0 de 20/08/85

Le numéro 287280 gagne

4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

087280 587280 gagnent 50 000,00 F

187280 687280

387280 787280

487280 887280

Les numéros approchant aux

Milliers Centaines Dizaines Unités gagnent

207280 280280 287080 287200 287281

217280 281280 287180 287210 287282

227280 282280 287380 287220 287283

237280 283280 287480 287230 287284

247280 284280 287580 287240 287285

257280 285280 287680 287250 287286

267280 286280 287780 287260 287287

277280 287280 287880 287270 287288

287280 288280 287980 287280 287289

Tous les billets se terminant par

7280 gagnent 5 000,00 F

280 gagnent 1 000,00 F

80 gagnent 200,00 F

0 gagnent 100,00 F

TIRAGE DU MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1985

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TERMI- FINALES ET SOMMES GAGNÉES

NAISSONS NUMEROS

1 321 000 600 431 600 771 600 87 271 10 100

2 322 800 882 600 9 512 10 000 104 702 1 000 000

3 23 200 53 500 543 500 65 012 10 000 291 263 4 000 000

4 44 200 64 200 924 500 5 974 2 000 04 894 10 000 26 734 10 000

5 74 600 10 000

6 8 100 216 600

TERMI- FINALES ET SOMMES GAGNÉES

NAISSONS NUMEROS

6 276 600 376 600 426 600 916 600 6 526 2 100 8 486 2 100 39 486 10 100

7 37 200 337 700 367 500 917 600 4 027 2 000 4 827 2 000

8 6 578 2 000 7 058 2 000 8 008 2 000 80 408 10 000

9 449 500 9 779 2 000 66 439 10 000

0 80 200 480 500 12 880 10 200

TIRAGE DU MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1985

LOTTO

N° 52 TIRAGE DU MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 1^{er} ET SAMEDI 4 JANVIER 1986 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DE NOËL

TIRAGE DU MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1985

CARNET DU Monde

Naissances

Nicole et Emmanuel JARRY, ont la joie d'annoncer la naissance de

Agathe

le 17 décembre 1985 à Amman (Jordanie).

Décès

Ninette, Albert, Maurice, Daisy et Roger font savoir que leur maman

Eugénie DIDI, née Ussu,

s'est éteinte doucement le 22 décembre 1985 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, entourée de l'affection de tous les siens.

Les obsèques ont eu lieu le 23 décembre au cimetière de Suresnes.

Mme Gilbert Gény, M^{me} Eugénie Tambou, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Gény et leurs filles, M. et M^{me} Yves Bertino et leurs enfants, M. et M^{me} François Gény et leurs enfants, Les docteurs Jean-Paul et Marie-Christine Gény, Les familles Gény, Valentin, Marchegay, Ternisien, Penavire et Saparito, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gilbert GENY, administrateur civil (ER), chevalier de la Légion d'honneur,

pleinement endormi dans la nuit du Samedi 23 décembre 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 27 décembre à 15 h 30 en l'église Saint-Jacques de Montrouge (101, av. Jean-Jaurès, à Montrouge), elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. Jean LECLER, ses enfants et petits-enfants, l'Intendant général et M^{me} Malbec, M^{me} Lambert, leurs enfants et petits-enfants, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean LECLER,

remercient bien sincèrement les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

11. Biographies : Frida Kahlo, la souffrance dans un miroir

12. Civilisations : neuf siècles de judaïsme

Le Monde DES LIVRES

Alexandre Vialatte un Auvergnat chez les Allemands

Les débuts d'un jeune écrivain très observateur quand montait la folie nazie.

ENTRE autres mérites, Alexandre Vialatte est un bon test pour évaluer les ouvrages dits de référence. Le Petit Robert, par exemple, ignore son existence, de même que son cousin, le Petit Larousse.

Le savant Dictionnaire des littératures de Philippe Van Tieghem lui accorde sept lignes (moins qu'à Paul Valéry), mais ignore qu'il est mort en 1971 et le fait naître en 1907 - au lieu de 1901, - erreur allégrement recopiée par Pierre de Boisdeffre dans son *Histoire vivante de la littérature d'aujourd'hui* (1). Vialatte ayant publié ses premiers articles dans la *Revue rhénane* en 1922, voilà qui le dote à titre posthume d'une précocité peu commune et involontairement usurpée.

Soyons sérieux : Alexandre avait tout juste vingt ans lorsque Jean Paulhan, séduit par les dons éclatants de ce jeune journaliste auvergnat, parvint à le faire nommer, en guise de service militaire, à la rédaction de l'organe culturel de l'occupation française en Allemagne. Il s'agissait, dans une perspective très idéale et très pacifique, de convaincre Allemands vaincus et Français vainqueurs, les uns et les autres vidés de leur sang, que la cohabitation de leurs cultures leur promettait un avenir commun.

Paulhan avait raison : Vialatte était l'homme de la situation. Fasciné par les possibilités poétiques de la langue allemande, aussi viscéralement auvergnat qu'un Allemand peut être bavarois, rhénan ou prussien, sensible comme nul autre à l'âme d'un paysage, à la ferveur d'une tradition, à la signification d'un rite, Vialatte était un observateur parfait.

La naissance de la bête

Et c'est vrai qu'au début tout se passa bien. Les premiers articles rassemblés dans ce *Bananes de Königsberg* montrent un témoin aigu, mais heureux. L'Allemagne coquette Vialatte. Il y trouve tout ce qu'il aime, hormis les douceurs auvergnates : le grain de fantaisie - voire de folie - qui donne tout son sens au sérieux, l'attachement à la terre natale, une certaine gravité qui prend la forme de l'humour et du jeu métaphysique avec les mots et avec les formes.

Mais voilà que, très vite, tout se gâte. Plus vite que tout espion, que tout ambassadeur, que tout politicien, sans jamais se soucier du taux de l'inflation ou du jeu des partis, Vialatte regarde les rues, écoute les pièces de théâtre, lit les livres, contemple les remous qui agitent les salons provinciaux et annonce, dès 1923, que l'Allemagne est en train de devenir folle.

Il le fait sans hurler ni gesticuler, à sa manière : en cueillant un détail incongru, en ramassant une image étrange, en météorologues attentif à la montée des brumes qui se transforment en brouillard, et qui s'épaississent encore. Voilà que, après s'être adonnés un moment à de vagues religions venues de l'Inde, les Allemands, raconte Vialatte, ont trouvé de vénérables et dignes professeurs de philosophie pour les entraîner vers des contrées de l'esprit plus aventureuses et plus inquiétantes. Hitler ne montre pas encore son visage, il n'y a encore que des « *Meynfelds*, gens paisibles en général, joufflus et lents, que la nature a distribués par groupes

de quatre sur des bancs verts au bord du Rhin. C'est là qu'inspirés par le spectacle d'un grand fleuve ils ont inventé la bière, un fromage et un carnaval. »

Mais, dans les années 30, ils ont aussi inventé autre chose. Vialatte a vu naître la bête. Il a vu ce pays qu'il adorait se transformer en cauchemar. Ni son humour, ni son amour, ni son goût des mots et des phrases joliment surprenantes, ni son fatalisme d'héritier d'anciennes et obscures civilisations ne résistent, jusqu'en 1945, à l'horreur de ce qu'il voit et de ce qu'il entend. Rend compte d'un procès de nazis, il écrit tout simplement : « *Tous les mots qu'on va lire sous ce titre ont été prononcés par des êtres humains extérieurement semblables aux autres.* » Il savait aussi ce qu'il ne fallait pas oublier.

PIERRE LEPAPE.
* BANANES DE KÖNIGSBERG, d'Alexandre Vialatte, Julliard, 418 p., 100 F. Les Amis d'Alexandre Vialatte publient leur bulletin annuel. Ce numéro est consacré aux articles de Vialatte dans la NRF (11, rue d'Assas, 75006 Paris).

(1) *Précis de la Cité*.



CAGNAT.

M. Kraus, étincelant misanthrope

Un essai de Thomas Szasz sur cet étrange moraliste viennois selon lequel toutes nos infortunes résultent de la corruption du langage.

KARL KRAUS avait tous les défauts : mauvais caractère, misogynie, misanthropie... Mais son esprit étincelait. Polémiste et moraliste cruel, iconoclaste, satiriste à l'œil averti, il détestait sa ville (Vienne), son époque et les mœurs que l'une et l'autre engendraient. Pourtant, quel régal de le lire lorsqu'il démaquille ses semblables, avec ce terrible humour dans lequel naît la tristesse la plus farouche ! Ainsi, quand l'impossible M. Kraus entendait certaines personnes dire : « *Que voulez-vous, nous sommes tous humains* », il considérait cela non pas comme « une excuse », mais comme « de la présomption ».

Professeur de psychiatrie à New-York, Thomas Szasz nous en apprend davantage sur le penseur viennois, dans un livre intitulé *Karl Kraus et les docteurs de l'âme*. Thomas Szasz se veut le complice de Kraus, car il le tient pour « une figure capitale de la longue lutte menée contre les barbaries et les sorites commises au nom de la psychiatrie et de la psychanalyse ».

version de tout le reste : les mœurs, l'amour, la politique... On mesure, maintenant, combien Karl Kraus avait raison lorsqu'on écoute la plupart des discours. Ils dissimulent quelque chose qui les pervertit, et ce quelque chose, c'est le règne de l'argent. On le retrouve sous les déguisements le plus divers : sous « l'humanisme » de MM. Tapie et Seguela, le « socialisme » de M. Fabius, et le « gaullisme » de M. Chirac...

Il faut respecter le langage si l'on veut préserver le reste. Mais, à son époque, Kraus menait un « combat perdu », comme l'écrivit Thomas Szasz. Que pouvait sa probité solitaire contre la pire des corruptions : la trahison de la syntaxe par la propagande nazie ? Devant le triomphe d'Hitler, il eut simplement ces mots, en 1934 : « *Que me reste-t-il à dire ?* »

« *Renversé par un cycliste* » en février 1936, Kraus mourut, quelque temps après, d'une crise cardiaque. Du moins, on le prétend. Mais j'incline à penser qu'il est mort d'autre chose. « *Les vrais sages meurent de colère* », disait un mystique arabe... (1).

FRANÇOIS BOTT.

Un « combat perdu »

Né en 1874, Kraus fut l'ennemi le plus intraitable de la psychanalyse naissante. Il avait, en effet, la « passion de l'intégrité », et cette « nouvelle science de l'âme » lui apparaissait comme un discours « réducteur ». La réalité humaine était appauvrie, défigurée par le nouveau jargon. Kraus n'y voyait qu'une tromperie de plus. Individualiste radical, il s'opposait à tous les dogmes, car ils corrompent le langage. Et ce qui corrompt le langage entraîne la per-

* KARL KRAUS ET LES DOCTEURS DE L'ÂME, par Thomas Szasz. Traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Dauzat. Hachette, 226 p., 85 F.

(1) En mai dernier, les éditions Gérard Lebovici ont publié un recueil d'aphorismes de Karl Kraus : *Pro domo et mundo*. Traduit de l'allemand par Roger Lewinter. 146 p., 80 F. Signalons aussi les pages consacrées à Karl Kraus dans l'essai de William M. Johnston : *L'Esprit viennois. Une histoire intellectuelle et sociale, 1848-1938*. Traduction de P.-E. Dauzat. PUF, 644 p., 200 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« *La Guerre du faux* », d'Umberto Eco
« *L'Ere du faux* », revue « *Autrement* »
« *Le Dieu masqué* », de Thierry Maulnier.

Mais où donc est passé le réel ?

LES bons textes finissent toujours par être de circonstance. En recevant la *Guerre du faux*, on pouvait craindre que ce recueil d'articles sur des événements éloignés dans l'espace et le temps - l'Amérique des années 70 - ne tombât à plat dans la France de 1986 - et voilà que la décision, prise la semaine dernière, de changer Marne-la-Vallée en annexe européenne de Disneyland redonne aux analyses d'Eco actualité et acuité. Les décideurs qui pouvaient au nom de l'emploi et de la balance des paiements, feraient bien de lire Eco. Ils s'apercevraient qu'ils retardent d'une guerre en se pillant de si bon gré à un impérialisme culturel contre lequel on les a connus plus vétilleux...

Qui est Eco ? Un Roland Barthes qui aurait écrit la *Bicyclette bleue* ! Je simplifie, exprès. C'est un séminariste sémiologue - spécialiste des signes - qui a appliqué fructueusement sa science en vendant aux Américains, à des millions d'exemplaires, un roman sur le Moyen-Age européen, période d'autant plus fascinante pour eux qu'elle manque à leur passé (*Le Nom du rose*, Grasset, 1982). Il a écrit des essais plus difficiles au Seuil (*L'Œuvre ouverte*, 1965) et au Mercure de France (*La Structure absente*, 1972), ainsi que de nombreuses chroniques dans la presse italienne.

Le choix d'articles qui est proposé aujourd'hui en français est à ranger dans la postérité des *Mythologies*, que journalistes et universitaires ont vainement tenté d'imiter, depuis vingt ans, y compris Barthes lui-même. Gambardant de l'expérience quotidienne à la spéculation savante, l'auteur emploie son « *fleur sémiotique* » (l'expression était de Barthes) à émettre des hypothèses sur le sens insoupçonné des faits et des discours ordi-

naires : que signifient le port du jean dans le monde, tel communiqué des Brigades rouges ou les musées de cire ?

ESSENTIEL, les phénomènes de reproduction et de simulacre ! Le cœur du livre est occupé par un reportage, publié en 1975 dans l'*Espresso*, sur l'Amérique des trompe-l'œil : Disneyland, marinelands, faux châteaux, images publicitaires, etc.

Selon Eco, l'hyperréalisme de ces représentations tend au leur parfait. « *The real thing* » des panneaux de boissons gazeux se veut le faux absolu. But omniprésent et soigneusement dérobé : l'imitation doit moins restituer le réel que nier sa fonction de signe. Les musées de cire engourdissent notre esprit critique en surchargeant nos sens d'exactitude répugnante, ou en plaçant sur un pied d'égalité l'historique et l'imaginaire. Mozart et Tom Sawyer, Reagan et Mickey. Défilante Amérique où le Bien, l'Art, la Fable et l'Histoire, à défaut de se faire chair, doivent au moins se faire plastiques...

Les châteaux enchantés de Hearst reconstitués pierre à pierre répondent, comme le bricolage du Facteur Cheval, à l'obsession de ne pas laisser un seul espace qui ne « rappelle » quelque chose. Le besoin de reproduction est plus prononcé dans l'Ouest parce que le passé y est moins riche, étant admis que l'histoire ne se fait pas, qu'elle s'imita. Le désir du presque-vrai naît d'une réaction névrotique devant le vide des souvenirs, et le faux absolu, de la conscience malheureuse d'un présent sans épaisseur.

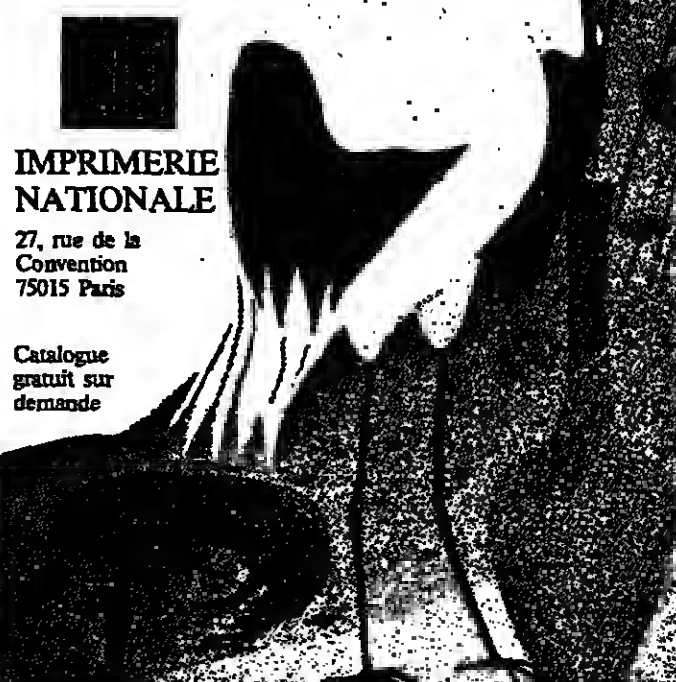
(Lire la suite page 13.)

Je suis le héros, je suis dessiné par Marie Hugo, la fable est commentée par Marc Fumaroli et nous sommes dans le dernier titre de la collection LETTRES FRANÇAISES.

LES FABLES DE LA FONTAINE

2 volumes : 1 000 francs

Vente en librairie



IMPRIMERIE
NATIONALE

27, rue de la
Convention
75015 Paris

Catalogue
gratuit sur
demande

صلى الله عليه وسلم

LA VIE LITTÉRAIRE

EN POCHÉ

• Dans la collection « Le monde de... » (MA Editions), qui présente, sous forme de dictionnaire, des synthèses sur des sujets d'actualité ou d'intérêt général, deux nouveaux titres : la *Première Guerre mondiale*, par J.-J. Becker et l'*Astronomie* par J.P. Verdet.

• Un petit fascicule pédagogique de Marie-Luce Demonet vient de paraître sur les Essais de Montaigne, dans la collection « Etudes littéraires » (PUF).

• La collection « Merabou-Université » réédite le livre de Marc Hillal *Au nom de la race*, paru chez Fayard en 1975. L'auteur analyse les théories racistes des nazis et leurs extravagantes applications en vue de la création d'une « race pure ».

• Présenté par Hervé Le Bras, avec un avant-propos d'Alfred Sauvy, le volume publié dans la collection « Pluriel », chez Hachette (N° 8449), sous le titre *Population* présente un choix d'articles parus dans la revue de l'INED. Un champ de recherches fort diverses, abordé par une science encore neuve.

• *Attila, le maître des steppes*, de Daniel Kircher, paraît aux Presses Pocket (N° 2503), dans la collection « Grands romans historiques ». La récit de l'épopée du roi barbare est accompagné d'un dossier historique et littéraire établi par Claude Azziza.

• Dans la même collection, *Zacharia l'escarcelle*, (N° 2501), de Soljenitsyne. Outre le texte qui porte ce titre, paru en URSS en 1966, ce recueil est composé de trois autres courtes proses. (Traductions Lucile Nivat, Georges Nivat, Alfred Aucourtier.)

• Les « Cahiers rouges » (Grasset) rééditent le célèbre roman de Paul Nizan, *Antoine Bloyé*, paru en 1933. Critique acerbe de la petite bourgeoisie de la fin du dix-neuvième siècle, ce roman décrit l'ascension et le déclin social d'un fils d'ouvrier.

• Toujours dans les « Cahiers rouges » est réédité *Le Bal*, d'Irène Némirovsky, court récit sur les tourments de l'adolescence. I. Némirovsky, née à Kiev en 1903, réfugiée en France avec sa famille après la révolution bolchévique, a publié plusieurs romans dans les années 30. Elle est morte en 1942 à Auschwitz.

• *Le Moulinier d'Angibault*, de George Sand, est-il un « roman socialiste » ? C'est la question que pose Béatrice Didier dans la préface de cette édition. (La Librairie de la Plume.)

• *Les Chemins du désert*, roman initiatique de l'écrivain japonais Yasushi Inoue, publié en français en 1982, est réédité chez Stock dans « la Bibliothèque cosmopolite ». (Traduction Jean Guillemin.)

LE MYSTÈRE DU NOM DIVIN ELOHIM, par Emmanuel LÉVYNE, précédé de la Kabbale de la lettre du tétragramme (h) E.
Prix de l'Académie Jack Kerouac 1981 45 F (franco 50 F)
CAIN ET ABEL, La Kabbale de la Révolution, de la lettre Zayin et du chiffre 7, par Emmanuel LÉVYNE 100 F (franco 110 F)
AU COMMENCEMENT EST LA RELATION. La philosophie du « Je et Tu », de Martin BUBER, par Alice MARCIANO 45 F (franco 50 F)
LE LANGAGE ET LE SACRÉ, par le Dr Alain BODROS 30 F (franco 35 F).

TSÉDEK, BP 379, 75232 PARIS CEDEX 05
CCP 33 950 775 (La Source)

Diffusion : DERVY-LIVRES, 26, rue Vauquelin, 75005 PARIS

A offrir...

LES PLAISIRS DE LA TABLE

DE 125 F A 189 F



nathan

Le bonheur des pierres

Du minéral au mental, c'est « la pierre dans tous ses états » que veut décrire une belle, jeune et ambitieuse revue, *Lithiques*, dirigée par Pierre Gaudin et Claire Reverchon, dont le premier numéro vient de paraître. On y lira une superbe dossier sur les pierres de Provence, comme architecture du souvenir, abri des hommes et support des rêves. De la forte histoire, rugueuse et équilibrée comme les bords des berges, riante comme les rocaillies de Marseille. On souhaite à *Lithiques*, qui prépare déjà d'autres dossiers, de résister aux intempéries et de se donner longtemps au soleil.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* LITHIQUES, 79, rue de Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Le N° 1, 60 F. Abonnement annuel pour 4 numéros, 200 F.

Robert Walser

dans le « Nouveau Commerce »

La lumière qui émane des textes de Robert Walser — et plus encore de ses courtes proses que de ses romans — est singulière. Elle semble prendre sa source dans un monde inconnu et pourtant proche. L'œuvre entière de cet auteur suisse de langue allemande témoigne d'un ébranlement de l'être.

La traduction récente des *Enfants Tenues* chez Gallimard (le *Monde* du 21 juin), après celle, plus ancienne, de deux autres romans (1), a permis aux lecteurs français d'aborder l'œuvre de cet extraordinaire écrivain. Mais il reste l'ensemble des textes brefs, articles, ébauches de souvenirs ou poèmes en prose : pour l'essentiel, cette partie de l'œuvre n'est pas traduite.

Claude Mouchard a restitué, dans un français heurté, rugueux, quelques-unes de ces pages de Walser, datant des dernières années de sa vie d'écrivain.

Le *Nouveau Commerce*, qui les présente dans sa dernière livraison, n'est pas une revue parmi d'autres. André Dalmas et Marcelle Fonroide publient depuis vingt-trois ans ces cahiers ; ils font de la qualité un critère exclusif.

Dans ce même numéro, signons un texte de jeunesse de Pierre Minet, l'un des fondateurs du *Grand Jeu*.

Le *Nouveau Commerce* édite également des suppléments sur des textes rares ou inconnus. Cinquante

(1) Dans « l'Imaginaire » Gallimard et l'« Age d'Homme ».

DERNIÈRES LIVRAISONS

RELIGION

• *Cahier de l'Hermite* : René Guénon. Cet important ensemble, dirigé par Jean-Pierre Laurant avec la collaboration de Paul Barbanegre, fournit une utile introduction à l'œuvre controversée de Guénon, qui entrelace les religions et les doctrines ésotériques traditionnelles pour répondre à la Crise du monde moderne. (Editions de l'Hermite ; 459 p. ; 290 F.)

POÉSIE

• *Les Chants de Nezahualcoyotl*. Traduits du nahuatl et présentés par Pascal Coumes et Jean-Claude Caer, les poèmes de Nezahualcoyotl, roi de Texcoco, surgissent du quinzième siècle précolombien pour chanter la guerre et les dieux, les arts et les fleurs. Préface de J.M.-G. Le Clézio. (Editions Obelisk/UNESCO ; diffusion Didier ; 113 p. ; 76 F.)

DROIT

• Jean Bodin : *Exposé du droit universel*. Dans cet ouvrage contemporain des six livres de la République, le célèbre juriste du seizième siècle jette les bases d'une science du droit « que les hommes ont instituée conformément à la nature et en vue de leur utilité ». Texte français et latin. Important commentaire dû à Simone Goyard-Fabre. (Editions PUF ; 172 p. ; 115 F.)

LITTÉRATURE

• Jean Onimus : *Jean Tardieu, un rire inquiet*. Derrière une étonnante liberté de ton, un humour débarrassé de toutes les lourdeurs, Tardieu exprime dans sa poésie et dans son œuvre

Salut Chenez !



Après avoir collaboré au *Monde*, Bernard Chenez a tenu une rubrique quotidienne dans le *Matin* de Paris, sous le titre *Salut Marcel !* Observateur de l'actualité et de ce qu'elle entraîne avec elle d'horreurs, d'absurdités, Chenez ramène à quelques données évidentes ce fouillis d'informations, résumées et éclairées par la trait.

P. Ke.

Salut Marcel ! par Chenez ; Editions du Sauvage, Lausanne ; diffusion Assoc. « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours », BP 192, 75160 Paris Cedex 04. 59 F.

et un versets de Raymond Lulle, traduits du catalan médiéval par Luis Monfort et Marcelle Fonroide, viennent de paraître dans cette collection sous le titre *L'Ami et l'Aimé*.

PATRICK KECHICHIAN.

* LE NOUVEAU COMMERCE, rédaction, abonnement et diffusion, Nouveau Quartier Latin, 78, boulevard Saint-Michel, Paris ; 75 F le numéro.

Un Dashiell Hammett pirate

Les éditions Sir Francis Drake ont un faible pour Dashiell Hammett. Après avoir publié en 1983, dans une version pirate, une *Femme dans*

l'ombre, SFD nous propose du même auteur un recueil de nouvelles intitulé *Sam Spade*. Jamais réédité depuis 1946, date de sa publication en français dans la collection « Nuits blanches » (« la collection recherchée des lecteurs aimant des romans policiers bien écrits »), ce volume regroupe sept récits, dont quatre ont pour principal protagoniste « Sam Spade », le héros du *Faucon maltais*. On retrouve ici le coup de patte du grand Dash, son ton inimitable, ses histoires tordues.

Cette édition pirate, tirée à cinq cents exemplaires, est vendue dans certaines librairies spécialisées au prix de 100 F. Interrogé quant à ses motivations, le jeune et mystérieux SFD nous a répondu qu'il désirait simplement « permettre aux fans de Hammett d'avoir accès à ce livre qui était devenu introuvable. Nous n'avons pas cherché à contacter les ayants droit de Hammett, c'est une affaire trop compliquée. » Et l'on est

POUR LES MOINS DE DIX ANS

Offrez un livre !

AVANT DE LIRE

• *Max*, de Rosemary Wells. Le *Petit Déjeuner de Max*, le *Bain de Max*, le *Coucher de Max*, l'*Anniversaire de Max*. Albums en carton pelliculé rigide, 14,5 x 16 cm. Ecole des loisirs, 12 p., 26 F.

• *Histoires courtes*, de Colin McNaughton et Allan Ahlberg. *Le Grand Méchant Cochon*, *Au secours !*, *Et vous trouvez ça drôle ?* Album 13,5 x 17 cm. Hachette Jeunesse, 32 p., 18 F.

• *Au pays des dinosaures*. *La Naissance d'Agénor*, *Agénor d'Agénor*, *Agénor s'amuse*, *Agénor et la Vitaine Bête*. Texte de David

Lloyd, ill. de Peter Gross. Album cartonné 12 x 15,5 cm. Larousse, 28 p., 23 F.

• *Emporte-moi*. *La Sacoche du docteur*, *la Boîte à outils*, *la Boîte à goûter*, *le Cartable*. Des albums en gros carton rigide qu'on peut tenir par une poignée, conçus par Elvira (imprimés à Singapour) : 18,5 x 13,5 cm, sans le poignée. Rouge et or, 12 p., 24 F.

• *Les animaux en pleine action*. Qui grimpe, qui saute, qui court, qui batissent. Remarquablement illustrés par Kenneth Lilly. Albums en carton rigide ; format oblong 18,5 x 15 cm. Castelman, 12 p., 20 F.

détective ou on ne l'est pas. Il n'empêche, SFD aurait pu profiter de cette nouvelle édition pour revoir la très curieuse traduction de l'époque.

BERNARD GENES.

Succès

de la première Foire du livre de Dakar

La première Foire internationale du livre et du matériel didactique de Dakar vient de s'achever sur un succès inattendu d'affluence et de ventes. La manifestation dakaroise aura donc lieu désormais tous les deux ans.

Une centaine d'exposants d'une douzaine de pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe, au premier rang desquels la France, étaient présents. Au nombre des succès, *Vive le pouvoir !* (Seuil), du Suisse Jean Ziegler... et les cartes de vœux chinoises... Le dernier jour, des centaines d'écoliers sans le sou ont fait plus de 10 kilomètres à pied pour venir recueillir religieusement affiches et prospectus.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

• L'association Les Amis de Molière (28, rue Domat, 75005 Paris) publie dans son dernier Cahier (N° 23-24) la comédie-vaudeville inédite *Le Revenant malgré lui*, que Molière a écrite avec Francis de Miromand en 1911. Ce texte est préfacé par Yves-Alain Favre, de l'université de Pau.

• Une bourse pour un projet de typographie et d'illustration d'un texte poétique, inédit ou d'une traduction sera attribuée par l'association Guy-Lévis-Miano en 1986. Demande d'inscription : 6, rue Huyghe, 75014 Paris, dès la première semaine de janvier.

• Le grand prix d'honneur *Elle l'avait été* attribué à l'éditrice de cinquante-cinq de *Histoire de Part d'Elle* (Denoël) ; le prix de la monographie revient à Barbara Emerson pour *Deuxième* (Mercator-Aurora) ; enfin, le prix de la reproduction est attribué à Pascal Bonafant pour *Autoportraits de Bonafant*. (Voir notre supplément « Livres d'art », le *Monde* du 12 décembre.)

• *Images à faire parler*, de Leo Lionni. Chiffres. Lettres. Album en carton rigide 14,5 x 15 cm. Ecole des loisirs, 14 p., 21 F.

• *Cercle, triangle, carré*, de Jean A. Alessandrini. Un clow sert de guide pour reconnaître les formes. Album Hatier, coll. « Hibou-caribou », 24 p., 29 F.

• *Qu'y a-t-il sur la plage ?* Qu'y a-t-il dans la grotte ? Livres animés, avec des languettes à soulever pour faire apparaître des choses mystérieuses. Illustré par David Carter. Couverture cartonnée, pelliculée, très solide 18,5 x 18,5 cm. Albin Michel Jeunesse, 16 p., 40 F.

DÉS (BONS) CONTES

• Hans Christian Andersen. *Les Habits neufs de l'empereur*, (d'ailleurs) illustré pour ceux qui apprennent à lire par Jack Kent. Ed. du Sorcier, 32 p., 22 F. ; *La Rossignol*, illustrations par Lisbeth Zwerger, d'une Chine traditionnelle superbement recrée pour faire rêver. Duculot, 24 p., 45 F. ; *Le Petit Sirène*, illustré par Monika Laimgruber. Albin Michel Jeunesse, 28 p., 85 F.

• Jacob et Wilhelm Grimm. *Le Diable et ses trois chevaux d'or*, illustré par Norny Hogrogian, texte français d'Armel Guerna. Flammarion, 32 p., 69 F.

• Extrait des « Mille et Une Nuits ». *La Chèvre enchantée*, superbement illustré de « persanes » par Sally Scott. Flammarion, 32 p., 60 F.

• Extrait des Chevaliers de la Table Ronde. *Le Mariage de Gauvain*, raconté par Selma Hastings, illustré par Juan Wijngaard. Albin Michel, 30 p., 60 F.

• *Conte de l'Inde*. *La Princesse aux deux visages*, un album de 32 pages et une cassette de trente minutes, mis en paroles et en musique par Séatrice Tanaka, mis en musique par Patrick Moutal, conté par Catherine Zarcata. Casartina, éditions Vif Argent, 100 F.

CIVILISATIONS

NEUF SIÈCLES DE JUDAÏSME

Grâce à la décision de l'UNESCO, l'année 1985 aura donc été l'année Maimonide, à l'occasion du huit cent cinquantième anniversaire de sa naissance.

Hommage a été rendu au philosophe, au médecin et au juriste.

On a pu réunir des représentants de pays divers et opposés comme l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Égypte, Israël, l'Espagne, l'URSS, les États-Unis et la France, qui ont relancé, à propos de ce penseur du douzième siècle, le dialogue judéo-arabe et judéo-musulman.

Comme quoi la culture permet plus aisément le dialogue que la politique... C'est de ce même problème que traite *Une terre et deux peuples*, le recueil de textes de Martin Buber, publié par les éditions Lieu commun, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort.

L'année Maimonide

Il fut un temps où les trois courants du monde méditerranéen - l'islam, le judaïsme, le christianisme - pouvaient s'inspirer mutuellement.

LES multiples colloques, congrès et conférences qui eurent lieu cette année, en particulier en France, ont permis de mieux cerner la personnalité et l'œuvre de celui qui fut surnommé « l'Aigle de la synagogue » ?

Dans ce genre de manifestations, il faut bien entendu faire la part de ce qui revient à l'apologétique. Cependant, cette célébration jubilaire a incontestablement contribué à faire connaître l'importance historique et philosophique des idées maimonidiennes.

Étrange destin, en effet, que celui d'une œuvre souvent considérée comme double, voire contradictoire. D'un côté, Maimonide - 1135-1204 - a sa place dans les histoires de la philosophie pour avoir écrit le *Guide des égarés*, (1) qu'il faudrait en réalité appeler « Guide des perplexes », ouvrage où il confronte les acquis de la pensée biblique et juive aux données de l'aristotélisme. De l'autre, Rambam est lu dans les académies talmudiques, les « Yeshivot », comme auteur du *Mishné Torah*, code législatif, où sont rassemblés les préceptes et les interdits talmudiques. Ce double visage de Maimonide a permis à certains commentateurs d'évoquer la possibilité d'une lecture de l'œuvre à deux niveaux : le premier, destiné à la masse, présenterait une doctrine parfaitement orthodoxe et fidèle ; le second, cherchant à convaincre l'élite intellectuelle du temps, dévoilerait, dans le *Guide*, des thèses hétérodoxes, en rupture avec la tradition juive.

s'orientait au contraire vers la thèse de l'unité profonde de l'œuvre. Pour Maimonide, il n'y a pas contradiction entre la loi et la philosophie. Tout au contraire, l'ensemble des commandements divins revêtent un sens que la raison humaine doit s'efforcer de comprendre, même si elle ne peut pas toujours y parvenir. L'univers maimonidien est un univers résolument intellectuel, pour lequel la vraie piété, l'amour et la crainte de Dieu sont avant tout fondés sur la connaissance.

C'est la raison pour laquelle la pensée de Maimonide peut être vue comme une rencontre entre le judaïsme et la raison occidentale. Un colloque consacré à ce thème s'est tenu à Grenoble, sous l'égide de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'université. Présidé

Référence contestée, à cause de ses éventuels préjugés religieux, au sein de la philosophie elle-même. Pourtant, il ressort de ces débats que l'œuvre de Maimonide reste un paradigme indépassable pour toute philosophie juive à venir.

La Parole de Dieu et la sagesse humaine

Ce n'est pas un hasard si tous les grands penseurs juifs de l'Émancipation, particulièrement en Allemagne aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, ne cessent de s'y référer : affirmant l'unité de la vérité, Maimonide convie le judaïsme à expliciter sa dimension universelle en termes rationnels, comme il invite la philosophie à s'ouvrir à la Révélation. Profondément convaincu qu'il n'existe aucune incompatibilité entre la Parole de Dieu, adressée aux hommes, et la sagesse humaine, Maimonide débarrasse le discours religieux de ce qu'il pense être ses scories mythologiques pour réaliser, selon la belle expression de Georges Vajda, « la synthèse de l'esprit scientifique grec et de l'esprit du judaïsme rabbinique ».

Proposant un renouvellement de l'exégèse du texte sacré, Maimonide en sonde la richesse et la profondeur pour tout esprit humain. Ce faisant, malgré son appartenance profonde à l'univers de pensée médiéval, son œuvre demeure, comme le signalait le professeur Lévinas, étonnamment actuelle. D'abord, parce que, à une raison en crise, elle indique les voies possibles d'un renouveau. Ensuite, parce qu'elle rappelle un temps où les trois grands courants du monde méditerranéen, l'islam, le judaïsme, puis le christianisme, pouvaient s'inspirer mutuellement.

- Œuvres en français**
- Le *Guide des égarés*, Maimonide et Larose, (3 vol., 1970), et Verdier (1979).
 - *Épître sur la persécution*, Épître au Yémén, Épître sur la résurrection, Verdier (1979).
 - Terminologie logique. Une introduction juive à la logique médiévale. Vrin (1983).
 - Le livre de la Connaissance. Presses Universitaires de France. Nouvelle édition (1985).

par Emmanuel Lévinas, le colloque a mis en lumière cette référence à l'ordre du savoir qui est sans cesse présente dans l'œuvre de Maimonide. Référence qui a été et reste contestée au sein même du judaïsme, certains jugeant inutile, voire néfaste, ce détour par la pensée occidentale qui ne peut traduire sans trahir.

Un détour par la pensée occidentale

Les nombreux colloques « maimonides » qui ont eu lieu cette année ont permis de constater que la recherche contemporaine

Réflexions sur l'Etat juif et sur la tradition

Martin Buber, Gershom Scholem : deux consciences, deux compagnons de lutte.

LA traduction d'un florilège des pages de Buber sur les rapports judéo-arabes vient à point nommé pour tout le monde. Il s'agit d'une soixantaine de courts textes rédigés entre 1917 et 1965. Celui qui fut très tôt la conscience - bonne ou mauvaise - du peuple juif en Europe, en Palestine où il arriva en 1938 puis en Israël, pensait que la prise au sérieux des réalités économiques et spirituelles des arabes, loin d'être un des aléas d'une politique mandataire ou juive, en serait l'ultime et décisive épreuve. C'est à sa manière de traiter les arabes palestiniens qu'on jugerait de la réussite ou de l'échec du sionisme.



Martin Buber.

L'arabisme errant est-il arrivé ?

Sans relâche pendant cinquante ans, malgré l'extermination, malgré les guerres perdues ou « gagnées », en dépit des petits intérêts et des médiocres vies, Buber, par ses lettres, motions, entretiens et prises de position, a défendu l'Autre. Habitant un moment en secteur arabe, intervenant avec ses amis, leurs cercles et leurs publications, il plaidera sans discontinuer pour une cause dont on aimerait qu'elle soit aujourd'hui enfin entendue. Les juifs se devaient de réunir le Proche-Orient, eux, les médiateurs, les traducteurs par excellence, le levain des cultures. Buber a vite compris que le nationalisme étroit n'était peut-être que le dernier cadeau empoisonné de l'Europe aux juifs. « J'ignore tout d'un Etat juif avec canons, drapeaux et médailles », écrivait-il à Stefan Zweig. Bref, le mur de Jérusalem ne devait pas devenir le mur de Berlin.

« araméen errant » dont la loi (*halacha*) signifie « cheminement » devaient-ils s'arrêter quelque part ? Se fixer « comme les autres peuples » ?

Les textes rassemblés dans ce volume sont judicieusement choisis et soigneusement annotés. Ils nous entraînent dans le labyrinthe de la politique sioniste ; nous y rencontrons aussi de grands destins, Gandhi, Ben Gourion ou Weizmann dont une remarquable et récente biographie mériterait d'être traduite. (1)

Un roman mystique

Isolé, Buber ne fut cependant pas seul. Parmi ses compagnons de lutte, le grand philosophe Samuel Hugo Bergmann (2) et surtout Gershom Scholem, dont on publie un livre fondamental. Ce grand spécialiste de la mystique juive est désormais bicomme du public français, grâce aux efforts méritoires d'un petit nombre dont le traducteur Maurice Hayoun. L'annonce de la publication prochaine en Allemagne d'un *Journal* et de cinq volumes de correspondance a de

quoi mettre l'eau à la bouche ! Scholem nous offre ici un livre majeur : six chapitres aux titres enchanteurs et énigmatiques (*Shi'ur Qoma, Sitra agra, Tzaddiq, Shekhina, Gilgul, Tselem*) examinent les thèmes cardinaux d'une tradition dont il a remis l'étude à l'ordre du jour.

Scholem dévoile le sens profond de la forme mystique de la divinité, son ambivalence féminine-masculine, la signification du bien et du mal ; il dégage l'image du juste, articule des théologèmes absents, comme ceux de la migration, de la sympathie des âmes ou de la représentation du corps ancestral. Il cite même un rabbin du 18^e siècle selon lequel : « les *tzaddiqim* (les justes) font pour ainsi dire, de Dieu leur inconscient ! »

Dans ce projet fastidieux de déchiffrement des secrets de la Kabbale, on retrouve le génie de Scholem : une précision philologique impeccable, une érudition éblouissante et une profondeur spéculative servie par un sens heureux de la formule. Devant nous défilent une généalogie d'images, des réélaborations multiples de concepts, la postérité de ce « roman mystique » qu'est le *Zohar*. C'est tout un pan de l'histoire spirituelle du monde qui se lit dans ces pages.

DOMINIQUE BUREL

★ **UNE TERRE ET DEUX PEUPLES**, de Martin Buber, édité par Paul Massignon-Flohr, traduit par Dominique Massignon et Brigitte Vergne, Lieu Commun, 410 p., 150 F.

★ **LA MYSTIQUE JUIVE. LES THEMES FONDAMENTAUX**, de Gershom Scholem, traduit par Maurice R. Hayoun, coll. « Paradoxe », Le Cerf, 284 p., 182 F.

(1) J. Reinharz, *Chaim Weizmann*, Oxford U. Press.
(2) Deux volumes de ses écrits et de lettres viennent de paraître à la Jüdische Verlag, Königstein im Taunus.

Tahar Ben Jelloun

L'enfant de sable

Un chant, une Odyssée orientale, un cri infiniment modulé, une passerelle entre des songes...
Michèle Gazier / Télérama

L'ivresse de la parole finit par gagner celui qui l'entend. Voilà sans doute une des clés de l'envoûtement qui se dégage de *L'enfant de sable*.
Jean Contrucci / Le Provençal

Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun, conte arabe, aussi lumineux, mystérieux, doux, effrayant que mille et une nuits du désert, dit peut-être l'une des dernières de l'homme.
(79 F) Danièle Brison / Dernières Nouvelles d'Alsace

S E U I L

DAVID KESSLER.

● *Paroles* vient de publier son numéro 2. - Cette revue semestrielle - dirigée par Annie Kriegel et Samuel Trigano - a pour ambition d'être un carrefour intellectuel où se retrouveront les débats et les recherches des études juives contemporaines. Son titre l'indique, qui rassemble les quatre niveaux du sens : le simple (Peshat), l'allusif (Remetz), l'explicatif (Drach), le secret (Sod).

Au sommaire de cette seconde livraison : « L'espace, le lieu, l'infini. Remarques sur les représentations cosmologiques dans la pensée juive avant la Renaissance », par Tony Lévy. « Introduction à la littérature yiddish ancienne », par Jean Baumgartner. « Les rabbins, la politique et l'Etat en France (1807-1905) », par J.-M. Choquet. « Un lieu de mémoire : le mémorial du martyr juif inconnu », par Amette Wieworka, une correspondance de Martin Buber, avec Louis Massignon, etc.

(Paroles, n° 2, Editions Lattès. Le numéro : 75 F. Abonnement annuel : 160 F.)

Fragments autobiographiques

« C'EST plutôt une lourde tâche que d'écrire une autobiographie, et je n'ai pas cette sorte de mémoire (la mémoire continue). Je pense que je dois me limiter à enregistrer les points les plus importants pour le développement de ma pensée », écrit Martin Buber en 1958, au moment de commencer ce petit livre qui lui a été commandé.

Il s'agit de fragments, d'impressions, de rencontres, de souvenirs plus ou moins importants, qui rappellent comment s'est formée la personnalité de ce grand savant talmudiste, né le 8 février 1878, à Vienne, dans une famille bourgeoise lettrée, mort le 13 juin 1965 à Jérusalem. Sa jeunesse, plutôt éloignée du judaïsme, le mènera, peu à peu, vers la sionisme et la découverte du monde hassidique. « Le hassidisme fut pour lui d'abord une « nouvelle liberté », écrit Dominique Burel dans sa préface à ces *Fragments autobiographiques* écrits pour la première fois à Heidelberg en 1978. « Un univers sans séparation en-

tre la foi et les œuvres, entre la vérité et la tradition, entre la morale et la politique. »

La pensée de Buber n'est jamais théorique, car, pour lui, l'absolu est à construire dans ce monde et, ardent sioniste, il voit dans le socialisme israélien le modèle de la communauté vraie, comme il l'écrivit plus tard dans les *Chemins de l'utopie*. Ce petit livre, presque candide, nous ramène à ses racines profondes, à travers une vingtaine de « clips » - comme on dirait pour un chanteur - tout à fait lumineux : le père absent depuis la séparation des parents qui a détruit le foyer viennois, la grand-mère Adèle qui s'était chargée du négoce pour procurer à son mari la liberté nécessaire à l'étude de la Torah, les langues étrangères étudiées avant l'entrée à l'école à dix ans (« Je constatais le cœur battant l'écart entre ce que disait l'un et ce que comprenait l'autre à partir d'un mode de pensée tributaire d'une autre langue »), les études à Vienne et à Leipzig, la rencontre avec Herzl au congrès sioniste de 1903, le tzaddik - l'homme parfait - de Czernowitz en Bucovine (« celui qu'on questionne dans l'attente d'une révélation, et qui répond en révélant »), les problèmes de la foi posés par la Bible (« il ne s'agit pas de savoir si telle ou telle personne du récit biblique a mal interprété la parole divine, mais de constater que des malentendus se sont glissés de tout temps, malgré la vérité reçue et l'invocation »).

« A chaque fois que je dois transmettre ou interpréter un texte biblique, je le fais avec crainte et tremblement, balançant inexorablement entre la parole de Dieu et les mots des hommes », écrit Martin Buber. C'est un peu de ce dialogue entre l'homme et Dieu, entre l'homme et l'esprit humain, qu'il parvient, nous est-il livré.

N.Z.

★ **FRAGMENTS AUTOBIOGRAPHIQUES** de Martin Buber. Traduit de l'allemand par Robert Daston, préface et notes de Dominique Burel, Stock, coll. « Judaïsme-Israël », 124 p., 39 F.

● ESSAIS

L'aventure d'être lecteur

Quand Umberto Eco donne une leçon de santé.

DEPUIS le succès du *Nom de la rose*, la parution d'un livre d'Umberto Eco constitue un événement. Pourtant, celui-ci - intitulé *Lector in fabula* - risque bien de faire, auprès d'un large public, l'effet d'une douche froide : le romancier cède la place au sémioticien. Et l'écrivain raisonne, en théoricien, sur la lecture des textes.

Publié en Italie en 1979, *Lector in fabula* entend cependant sortir de l'enceinte des spécialistes du langage. Plusieurs raisons peuvent lui permettre d'y parvenir, et, en tout premier lieu, l'intérêt des questions qu'il pose : qu'est-ce qu'on fait en lisant ? Comment décrire la lecture, ce phénomène, si évident en apparence, si complexe en réalité, et si lourd de conséquences ?

« Le texte est une machine paresseuse qui exige du lecteur un travail coopératif acharné », répète Eco. Chaque mot contient « virtuellement tous ses possibles développements textuels », et, entre les mots, il y a d'immenses espaces vides qu'il s'agit de combler. Ainsi, le lecteur projette dans le texte, lettre morte avant lui, les mouvements infiniment rapides et compliqués de son activité interprétative. Pour examiner comment se forme et se règle l'économie de ces mille courants conducteurs, Eco mobilise un appareil conceptuel impressionnant. Le tout s'éclaire assez bien, du reste, au fil d'exemples pittoresques, minutieusement ana-



Umberto Eco : une gaieté encyclopédique

lysés, qui font apparaître la complexité des opérations que recouvre l'interprétation de l'énoncé le plus anodin.

Et puis, il y a aussi la manière : sous la plume d'Umberto Eco la théorie devient un roman. A l'écart des dogmes de chapelle et de la gravité qui les caractérise, le sémioticien italien parcourt allègrement les théories : on retrouve

là cette gaieté encyclopédique, à la fois savante et malicieuse, qui traverse le *Nom de la rose*. Eco fait jouer sans complexes les modèles les uns avec les autres, les associe, les combine et construit avec jubilation une sorte de cathédrale syncrétique des savoirs.

Le livre est indéniablement riche, et contestable - si l'éclectisme vu de Sirius est un péché -

mais, dans le doute un peu frileux qui semble marquer les sciences humaines aujourd'hui, *Lector in fabula* est une leçon de santé.

DENIS BERTRAND.

★ **LECTOR IN FABULA OU LA COOPÉRATION INTERPRÉTATIVE DANS LES TEXTES NARRATIFS**, d'Umberto Eco. Traduit de l'italien par Myriam Bonzaber. Grasset, 316 p., 58 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Mais où donc est passé le réel ?

(Suite de la page 9.)

PARFOIS, le musée américain va jusqu'à réparer les injures du temps ; il rend à la Vénus de Milo... les bras que lui voyait la sculpture grec. Une notion de bonté salvatrice se profile : le Nouveau Monde arrachant les trésors de l'Ancien au néant où les entraîne notre incurie. Vieille ruse des impérialismes pour masquer leur contribution à la faiblesse des pays qu'ils disent sauver ! Déjà les patriciens romains versaient des larmes de crocodile sur les grandeurs perdues d'une Grèce qu'ils avaient abaissée.

Les parcs de loisirs du genre Disneyland reposent sur l'illusion donnée au visiteur d'intervenir comme acteur dans les scènes qui l'environnent. Nous sommes dans une utopie dégénérée, c'est-à-dire une idéologie réalisée sous forme de mythe. C'est la quintessence de la consommation. Les supermarchés dissimulés dans les décors nous font prendre pour vraie notre envie falsifiée d'acheter.

Contrairement aux musées, où tout est signe et singe le réel, les zoos et marinslands exhibent un réel qui aspire à apparaître comme signe. Il s'agit de prouver que les animaux gagnent à s'humaniser, et les humains à s'animaliser. Mais le commerce prime la morale. Il exige que le Mal rôde. A côté des figures rassurantes, le public doit croiser Dracula et Jack l'Éventreur. Le méchant requin en plastique frôle la bonne baleine, tous deux au même degré de crédibilité et de fausseté, afin que, entrant dans les cathédrales du réconfort, le visiteur ne sache pas si son destin est l'enfer ou le paradis, et qu'il consomme de nouvelles promesses.

CRISE de la pax americana et des textes « sacrés », détérioration écologique comparable aux invasions barbares, néo-nomadisme, nouveaux mystiques, insécurité, épidémies... Eco voit dans notre fin de siècle un nouveau Moyen Âge. De quoi s'inquiéter ou se passionner ? Dans l'ancienne Chine, quand on voulait maudire quelqu'un, on lui disait, paraît-il : « Puisse-tu vivre une époque intéressante !... »

Encore faudrait-il saisir le sens de cette époque ! Pour Eco, les communications de masse nous coupent du monde dont on les croit le reflet, et brouillent toute explication. C'est se tromper de stratégie que de croire que leur maîtrise passe par la conquête des présidences de chaîne ou de République. La seule riposte possible serait de discuter le message à la réception ; le porte-à-porte, la guérilla culturelle.

Selon Eco, la télévision parle de moins en moins des réalités extérieures et de plus en plus d'elle-même, du contact qu'elle est en train d'établir avec son public. Tous ses messages se ramènent à celui-ci : « Tu es en train de me voir ; si tu n'y crois pas, compose tel numéro, je te répondrai... » Information et fiction gommant leurs frontières. Le petit écran produit des faits au lieu de les relater. Il ne montre plus que ce qu'il peut mettre en scène. La reste n'existe pas. La civilisation de l'image se substitue au réel et en obscurcit le sens.

CE constat, daté de 1983, est dans l'air : la revue *Autrement* consacre son numéro de janvier 1985 au « faux » tel qu'il triomphe dans l'art, le sexe, la politique. Le faustique, l'artifice, le « look », les sosies, les contrefaçons, l'éphémère, ont relégué la réalité à un état accessoire, impalpable. Après la mort de Dieu, est-ce la fin de la Vérité, réputée inaccessible et terroriste ? Allons-nous vers une mascarade peuplée de fantasmes ?

Entre autres articles révélant que 32 % des chercheurs triquent leurs résultats, Jean Baudrillard revient sur l'univers de falsification qui obsède Eco. Ce qu'il faut mettre en doute, selon lui, c'est le stratagème par lequel l'image se donne l'air

de renvoyer à un monde réel, à un objet logiquement et chronologiquement antérieur. Elle n'est pas porteuse de sens, mais d'une dénégaration du sens.

Da là, qu'elle est impropre à toute pédagogie et fascine tant. Niant le principe même de réalité, aussi impossible que l'imaginaire, elle nous tient quitte de tout jugement. Le médium s'enroule sur lui-même, sans autre destin que lui-même, sans transcendance possible du sens ni développement possible de l'histoire. Nous sommes obnubilés par la prolifération d'une forme vide où se joient la démesure du visible et sa dégradation. Menacée de pulvérisation, l'image nous tient lieu de sexe et de mort. A travers elle, nous rêvons de protozoaires qui se multiplient à l'infini par contiguïté.

Au fait : la recherche d'un sens durable n'est-elle pas le leurre suprême, et le pire péché contre l'esprit ? Telle est une des leçons que Thierry Maulnier tire au terme du troisième tome de ses *Vaches sacrées* : le Dieu masqué.

A brefs coups d'épigrammes dubitatifs et souvent ironiques, ce cartésien sans Dieu et ce pascalien sans foi rappelle la philosophie à son devoir de questionner sans relâche et de refuser les réponses toutes faites.

S'il était chrétien - « ce qu'à Dieu ne plaise », plaisante-t-il - Thierry Maulnier se vouerait à une théologie de l'incertitude. Comme Pascal, il n'est pas loin de savoir gré à la divinité de se dérober, pour nous laisser plus libres. Nous sommes réduits à imaginer un dieu fermant sa porte après sa semaine de labeur créatif et disant : « Maintenant, je n'y suis pour personne. » L'Être, le néant et le commencement ne sont guère plus pensables que Dieu : ce qui n'a pas empêché le métaphysique de prospérer...

Qui a créé les lois que la raison croit percevoir dans le monde ? Le hasard ? Et qui est à l'origine du hasard ? La loi des savants n'est peut-être qu'une sorte d'habitude. Pourquoi le réel et l'histoire auraient-ils une signification ? L'homme n'est pas porteur de sens mais de la recherche du sens, d'un sens nécessairement provisoire et anthropomorphique.

Sur l'avenir des valeurs, Thierry Maulnier n'est pas moins sceptique. Elles ne peuvent survivre à l'individu que si celui-ci les juge plus dignes de vivre que lui-même, ce à quoi l'Occidental fin de siècle paraît peu enclin, comme s'il était fatigué à l'avance de définir ce qui lui manque.

La pire mésaventure - heureusement improbable - serait la découverte d'une vérité définitive. La grandeur de l'homme est d'agir comme s'il pouvait donner un sens au monde, tout en sachant le contraire. A ce prix, l'humanité peut-elle se sauver ?

Le pire n'est pas sûr. Il arrive même que le hasard produise bizarrement des bribes de Bien. Sans excès d'espoir mais avec l'espèce de tendresse qu'inspire parfois le spectacle des bêtes, Thierry Maulnier observe que cette combinaison aléatoire de particules matérielles appelée l'Homme a su tirer d'elle-même le besoin de Dieu, l'exigence de sens, la velléité de sauver d'autres espèces, de contredire la « laissez mourir » de la nature, et cette passion illusoire, cette « pitié effrayante » par laquelle il s'imaginer pouvoir vaincre le mal du monde, tel l'enfant rêvant d'écoper l'océan avec un seau de plage !

★ **LA GUERRE DU FAUX**, d'Umberto Eco, traduit de l'italien par Myriam Tassat. Grasset, 280 p., 89 F.

★ **L'ÊTRE DU FAUX**, revue *Autrement*, numéro de janvier 1985, dirigé par Pascale Froment et Brice Matthieussent, 224 p., 120 F.

★ **LE DIEU MASQUÉ**, de Thierry Maulnier, Gallimard, 242 p., 125 F.

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN
INVENTAIRE DES DESSINS
Tome 3 - inv. 0.3000-4489, 210 x 270, 1er original, méd. pleine taille sous jaquette rhodod., 304 pages, 1788 illustrations dont 16 couleurs, parution 20-12-85. Prix : 650 F.
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) - Tél. : 47-05-01-34

Charles Du Bos

Dominique Bourel et Hubert Juin

Entretiens avec :

Béatrice Didier, Michel Drouin, Maurice de Gandillac, Jacques Madaule, Madge Mouton, Jean Mouton, Marcelin Pleynet

Inédits de

CHARLES DU BOS et de ANDRÉ GIDE

175 p. - 100 F

éd. AC

30, rue Madame - 75006 Paris Diff. Tequi

culture

Louis-Ferdinand CÉLINE

Maudits soupirs
pour
une autre fois
Une version primitive de
Féerie pour une autre fois

Poétique de Céline
par
Henri Godard

GALLIMARD *nrf*

- LA VIE DU LIVRE -

Rencontres / colloques / expositions
Séminaires / conférences / ateliers / ateliers
Stages / offres et demandes d'emploi

Rencontre avec

Michel Braudeau
PRIX MÉDICISNaissance
d'une passion

ROMAN

Prix Médicis
1985

Michel Braudeau dédicacera son roman
le samedi 28 décembre 1985 entre 16 h et 19 h
à la librairie Millepages

174, rue de Fontenay, 94300 Vincennes. Tél. 43.28.04.15

S E U I L

سكرا من الامل

culture

MUSIQUE

L'AVENIR DE L'OPÉRA BASTILLE

Le trou a touché le fond

Les 1^{er}, 2 et 3 février 1986, quarante artistes de toutes nationalités et moins liés par leur domaine particulier (musique, mise en scène, décors, etc.) que par leur familiarité avec l'art lyrique seront réunis au Théâtre des Américains de Nanterre. Ils parleront de l'avenir de l'Opéra Bastille : comment tirer le meilleur parti de ce qui se présente, en 1989, comme la plus sophistiquée des machines à chanter dans le monde (1) ?

Février ? On sera alors à quelques semaines des législatives. On sait que plusieurs voix notables de l'opposition ont déclaré la guerre aux grands travaux et à leur coût, le Grand Louvre et l'Opéra Bastille étant les premiers dans leur ligne de mire. Avec des arguments variés mais qui tournent tous autour d'un rapport utilité/prix, considéré comme contestable. Dans le cas de l'Opéra Bastille des arguments plus contestables sont souvent avancés.

On pose comme principe l'impossibilité d'accroître le nombre des fidèles du palais Garnier, ou bien en avance que, malgré les efforts faits en faveur de l'enseignement du chant, les Français de 1989 chanteront toujours aussi mal, qu'on n'aura pas assez de cantatrices pour satisfaire aux ambitions du nouveau théâtre.

Telles ne sont pas, bien sûr, les conclusions des dirigeants de l'établissement public, M. Pierre Viot son président, comme à l'est du Festival de Cannes, et M. Michèle Audon qui en assure la direction. Ils se fondent sur des faits, sur des études extrêmement précises conduites dès avant le concours et alors que M. François Bloch-Lainé présidait l'établissement. Si précises que les crédits prévus n'ont jusqu'à présent pas souffert du moindre dépassement. L'enveloppe de 2,07 milliards de francs à charge de l'Etat est pratiquement enga-

gée pour plus de la moitié, les démolitions sont achevées, le trou a, si l'on peut dire, atteint son propre fond, et les infrastructures commencent à être couvées.

Rien ni personne n'est, jusqu'à présent, parvenu à trahir ce considérable projet. Même le recours déposé le 9 octobre par SOS Paris et une association d'habitants du douzième, recours qui avait abouti le 9 octobre à un sursis à exécution, n'a que peu ralenti les travaux. Il est vrai qu'il ne concernait qu'un seul des permis de construire, et que les autres ont pu poursuivre leur petit bonhomme de chemin. Le recours de SOS Paris n'a d'ailleurs pas été suivi d'effet puisqu'un nouveau permis a été accordé dès le 16 novembre.

Dans ces conditions un arrêt du chantier - si l'opposition, devenue majoritaire, devait le décider - pourrait revenir très cher. Les sommes déjà dépensées, les indemnités pour les contrats déjà signés, le coût d'une reconversion qui impliquerait au bas mot quelques dix-huit mois d'étude, tout cela s'accumulerait en effet au point que les actuels dirigeants de l'Opéra Bastille ne prévoient guère le déclinaison d'arrêt que par scrupule de fonctionnaires.

Reste que le sort de l'Opéra Bastille sera d'autant plus crédible, et pas seulement aux yeux de ses détracteurs, que celui du Palais Garnier aura été mieux défini. Or si l'on parle bien de la vogue de la danse, la proportion des mots et des décisions concrètes reste pour l'heure en faveur des premiers.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Tokyo, mais également Toronto et Montevideo, jettent les bases de leurs opéras en prenant pour modèle l'Opéra Bastille.

THÉÂTRE

STREHLER - MILAN - PARIS

Le temps des embellies

Puis il s'est laissé convaincre. Il a organisé du 16 au 19 décembre une série de représentations à la Piccola Commedia, petite salle d'art et d'essai, comme des chauffeurs de taxi.

Il y a eu les Amoureux de Molière, avec Jacques Bonaffé et Tonie Marshall (autres), scènes groupées par thèmes : la première rencontre, la jalousie, le dépit. Le spectacle a été joué deux fois, coupé d'abord avec Nelly Bourgeois dans la Jeune Parque, de Valéry, puis avec Christian Rist dans le Centaure, de Maurice de Guérin. Deux fois salle comble. Plus surprenant sont les succès d'un hommage à Maurice Ponge et l'enthousiasme des Italiens présents pour deux textes baroques : le Monologue d'Adramelech, torrent de mots détournés aux consonances paillardes, dont André Marcon s'empare et se frotte avec un extraordinaire plaisir (1). Ensuite, Jean-Marie Villegier a lu les Antiquités de Rome, de du Bellay, délectante écriture archaïque, pas toujours compréhensible.

Le règne de Giorgio

Molière et l'hommage à Ponge vont être donnés dans les centres culturels français de Vicence, Berlin-Est, Londres. A Milan, le risque était grand. Patrick Martinet n'a ni le temps ni les moyens, dit-il, de développer comme il le voudrait les expositions et le cinéma. Il veut aller plus loin que la diffusion (les Amoureux de Molière sont une création) et le théâtre lui offre un espace artistique et financier où il peut intervenir. De toute façon, sa préférence va au théâtre, même si le centre-culturel n'a pas encore de salle - mais il va dénicher et en avoir une, même si un spectacle ne se transporte pas comme une boîte de pellicule ou un tableau, même si le centre n'a pas de budget.

Mais le mécénat est entré dans les mœurs milanaïses. La liste est longue des banques françaises et des entreprises italiennes intéressées. Et puis il y a Giorgio Strehler, qui fait construire les décors, prête du matériel.

Quand il est à Milan, Strehler surveille les nouveaux bâtiments où il va s'installer. Le plus petit - entre trois cents et cinq cents places - n'est pas loin d'être terminé. Il doit être inauguré le 14 mai 1986, trente-neuvième anniversaire du Piccolo. C'est un beau et vaste volume baroque, surélevé dans une salle à l'italienne évidée. Les murs de briques, les rampes des balcons circulaires, le toit voûté où les poutres sont encore visibles, le plancher ciré, l'ensemble forme un bizarre décor cathédrale - cour intérieure - salle de bal.

C'est le Studio où va venir l'école du Piccolo, où elle donnera des spectacles. Strehler pense à l'école et au cauchemar d'avoir à sélectionner trente-cinq comédiens parmi des milliers de candidats. La sélection va durer un an et comportera plusieurs étapes - un vrai parcours initiatique, essais d'une approche mutuelle comme cela se pratique souvent. Là, en plus, les élèves devront « parler trois langues et quelques dialectes ». Ils apprendront le chant, la musique, le mime. Les professeurs ne seront pas des metteurs en scène, Strehler préfère les acteurs : « Nous ne voulons pas former des stars, mais des professionnels capables de tenir des grands et des petits rôles ». Déjà, il a mis au point le programme : un travail sur Molière et sur Faust. Il devrait donc diriger deux écoles, celle-ci et celle du Théâtre de l'Europe au Vieux-Colombier, dont le ministère a pu débrouiller les imbroglios juridiques. Mais le projet reste dépendant de subventions encore floues.

Quant au Théâtre de l'Europe lui-même, il continue sans grande modification. La formule s'est avérée positive, la salle a été occupée en moyenne à 78 %. La jauge la plus basse a été de 55 % avec un spectacle pourtant admirable, la Bataille d'Arminius, par Claus Peymann et l'Ensemble de Bochum. Pour l'avenir, Giorgio Strehler promet de rattraper la mise en scène qu'il n'a pas pu réaliser, parce qu'il a été malade. Il envisage un Scaramouche où se mêlent des personnages siciliens, italiens, français. Il espère inviter la troupe russe de la Taganka, à présent dirigée par Evgeny, mais avec un programme choisi par lui. Il est la difficulté. Il va mettre en scène l'Opéra de quat sous (probablement avec Nastassia Kinski, et sûrement avec Milva) au Châtelet, l'Odéon étant fermé pour travaux de mai à décembre 1986.

Giorgio Strehler ne veut pas se mêler du sort de l'Odéon : ce ne le regarde pas, dit-il, pourtant. Il s'y intéresse : « Je ne peux pas le prendre en charge, je dois partager mon temps entre Milan et Paris. Rester trois ans de figure. Soit on nomme un administrateur - ou une administratrice - et on continue à faire venir des spectacles de décentralisation, mais on a bien vu que ça ne marche pas. Soit le nouvel administrateur de la Comédie Française (il prend en exemple une éventualité, Jean-Pierre Miquel), et nous, nous collaborons comme nous devons le faire avec Jean-Pierre Vincent. Ou bien on ne nomme pas d'administrateur, mais un créateur, (toujours comme exemple d'une éventualité, il cite Gilles Bourcier) qui dirige le théâtre de mars à juin ». Quelle solution préfère-t-il ? Tout dépend

de l'homme. Comment pourra-t-il s'occuper à la fois du Théâtre de l'Europe et de ses deux salles milanaïses ? Il n'y pense pas. La grande salle, à laquelle il veut donner le nom de Paolo Grassi, ne sera pas prête avant trois ou quatre ans. Que deviendra l'actuel Piccolo ? C'est à la municipalité de décider. Lui verrait bien un collectif d'acteurs.

Le triomphe d'Antoine

Les acteurs du Piccolo commencent actuellement un triomphe avec le Triomphe de l'Amour (2), « Marius adapté par Enrico d'Amato et Eina Marchi, mis en scène par Antoine Vitez dans des colonnes grecques, un jardin touffu d'Yannis Kolkos, en hommage au décor de Peduzzi pour la Deputa de Patrice Chereau.

Ce Triomphe de l'Amour est une merveille. Dans cette histoire où l'on voit la princesse Léonide (Maddalena Crippa) et sa servante (Martina Carpi) se travestir pour connaître un philosophe, Ermocrate (Giancarlo Dottoni), qui fait profession de fuir l'amour, Antoine Vitez retrouve ses thèmes obsessionnels, et d'abord celui de l'étranger - l'ange de Theophrastus, Tartuffe - qui provoque le désordre de l'esprit et du corps. Car la princesse se travestit en philosophe, sa sœur Léontine (Anna Sais), son jeune disciple (Giallo Scarpitti). « Le triomphe de l'Amour est celui de la princesse, donc Marivaux a voulu qu'elle incarne l'amour », dit Vitez.

Maddalena Crippa, avec sa beauté à la Dominique Sanda, sa vitalité scénique, sa voix d'adolescente, incarne l'amour dans toutes ses équivoques, ses éclats, son innocence. Elle est crédible, à peine trouble - juste le trouble de la séduction, - qu'elle séduise Ermocrate ou Léontine, deux personnages vicieux. Elle, la femme encore belle qui se donne sans pudeur à son premier amour, à sa dernière chance (« la seule, dit Vitez, à porter les nobles de son sexe, c'est pour moi elle, et si mal traitée, dans cette pièce »), l'homme vieillissant, envouté par ce qu'il a toujours refusé, lui.

La manière dont Vitez a traité les valets est d'une superbe intelligence. Comme dans le Prince travesti, il y a un Arlequin de comédie dell'arte - le virtuose de l'Arlequin serviteur de deux maîtres, Ferruccio Soleri - face à son avatar néoréaliste, paysan roublard, rustre, dépeint (Mario Porfio). Brusquement, on se trouve devant deux formes d'imaginaire italien, et universel. Des monnaies de souvenirs, de pensées, se bousculent.

Le style des acteurs du Piccolo, leurs gestes larges, expressifs, qui accompagnent tout naturellement le rythme des paroles, colle juste avec le style de Vitez. Il a pu le retrouver un lieu de devoir les pousser, et on e en même temps l'émphase et la rigueur. Raresment, cette intrigue particulièrement sophistiquée a paru si transparente, indéfinissable. Dure aussi quand Ermocrate et sa sœur quittent la scène, fantômes gris enlacs, tandis que la princesse pose sa main sur l'épaule du jeune disciple agenouillé. Elle l'aime, l'a choisi, le domine, l'écrasera. L'amour qui triomphe n'est pas généreux.

COLETTE GODARD.

(1) André Marcon va reprendre « le Monologue d'Adramelech », au Café de la Danse en janvier.

(2) Le spectacle sera salle Garnier du 16 au 22 janvier, à 20 h 30.

EXPOSITION

HOMMAGE A PIGALLE

Le Louvre célèbre celui que Diderot appelait le « mulet de la sculpture »

L'hommage consacré par le Louvre à Jean-Baptiste Pigalle (1714-1785) devrait contribuer à sortir de l'oubli l'un des grands noms de la sculpture française du dix-huitième siècle. Même Diderot, qui ne l'appréciait pas toujours - le gratifiait, à l'occasion, de l'aimable surnom de « mulet de la sculpture », le considérait comme « un des premiers sculpteurs de la nation ». Pourtant, la caution du philosophe ne lui a guère servi. Aujourd'hui, à part la douteuse relation qui lie l'artiste à une place parisienne, les publications le concernant restent confidentielles. Contrairement aux luxueuses monographies sur la peinture du dix-huitième siècle de Bocher à Grenze en passant par Fragonard, la statue du même siècle ne retient guère l'attention.

Peut-être subissons-nous l'influence des Lumières, qui assignaient au sculpteur un rôle de tuteur alors que l'artiste peintre jouissait d'une réputation plus intellectuelle. D'ailleurs Pigalle, très préoccupé par cette distinction, n'aura de cesse de faire reconnaître son statut. Il y arrivera, comme on peut le voir dans un pastel exécuté par M^{me} Roslin en 1770, où il apparaît en habit de grand seigneur recouvert d'un luxe de dentelles, un ornement certainement étranger aux

débuts modestes de ce fils et petit-fils de menuisier.

Cet être obstiné fut exalté par la postérité d'un cliché : il aurait été « pompadourisé », dit-on, par sa royale protectrice et se serait livré aux mignardises de ce style courtois.

Sa première commande importante, il l'a dû, en fait, en compte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la guerre, et Pigalle, que ses condisciples étonnés par sa témérité surmontaient « la tête de bœuf », a montré suffisamment d'indépendance au cours de sa carrière pour qu'il soit impossible de lui attribuer cette fameuse grâce pompadourienne.

La Tour racontait d'ailleurs, qu'il avait « la main lourde et maladroite ». Pour ne rien arranger, on n'a trouvé aucun dessin de lui, preuve, selon les uns, qu'il n'était pas un virtuose du crayon et, pour les autres, qu'il se dessinait qu'avec le pinceau.

Sous cette avalanche de malentendus, on ne peut que se réjouir de l'occasion offerte par les musées nationaux de prendre la mesure de ce créateur attachant. Avec, en prime, la possibilité délicate de découvrir en dehors des galeries les rares œuvres demeurées en place à Paris : citons le mausolée du comte d'Harcourt, à Notre-Dame, le bémol

tier un brin baroque de Saint-Sulpice et la Vierge à l'enfant de Saint-Eustache.

Si le pavillon de Flore ne propose à l'amateur que les esquisses de cet art monumental, il réunit l'essentiel, soit treize pièces, environ la moitié de ce qui a survécu à la Révolution et aux ravages du temps. Comme de malchance, ce lotteur produisait toutement. Insensible aux attaques, dédaignant la théorie, il se comportait comme un patriarcat régnant sur sa famille plutôt que comme un chef de file. Dans l'atelier de Pigalle, ses deux beaux-frères (Allouart, Monchy) et son frère Jean-Pierre, tous trois sculpteurs, se partageaient les commandes officielles.

Des bustes aux statues, on a affaire à la même volonté de ne jamais se répéter, quel que soit le motif. Entre le marbre du Mercure attaché aux talonniers (1744), qui lui servit de passeport pour l'Académie, et le marbre du Voltaire nu (1776), il passe d'une variation sur le style « rocaille » alors très en vogue à ce que le catalogue de l'exposition définit comme étant l'œuvre la plus désignée du dix-huitième siècle. Voltaire en équilibre, quel culot ! Le grand homme se voyant dans cet état avec une large draperie sur les épaules est assez d'esprit pour déclarer : « Je n'inspirerai pas d'idées malhonnêtes aux



Autoportrait

dames de quelque façon qu'on me présente à elles.

Quelle différence, quand même, avec le travail de Houdon, qui, entrepris, en 1780, de composer la statue du maître assis enveloppé dans un ample drapé. Cette fois le traitement à l'antique rassure tout le monde, la chair disparaît prestement sous le pli du vêtement.

Encore quelques années et les toges romaines envahiraient les cadres. Rien de tout cela avec Pigalle. Une de ses magies, c'est de rester dans l'entourage immédiat de ses sujets, proche, tellement proche des aspirations du visage de Diderot rempli de lassitude, ou encore de cette terre cuite qui expose, sans concession, son autoportrait.

BERTRAND RABON.

* Jusqu'au 10 février.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

CAFE DE LA DANSE
11 DÉCEMBRE - 19 JANVIER

ANDRÉ MARCON
LE MONOLOGUE D'ADramelech
DE VALERE NOVARINA

PRODUCTION THEATRE DE LA BASTILLE
LOC. CAFE DE LA DANSE
5 PASSAGE LOUIS-PHILIPPE 11
48 05 57 22 - 43 57 05 35

poche
21h
REPRÉSENTATIONS SUPPLÉMENTAIRES :
Lundi 30 déc. : soir à 21h
Mardi 31 déc. : matin à 10h

L'ECORNFLEUR
de JULES RENARD

Ce spectacle sera repris (LE MONDE) Jules Renard toujours né. Une vraie réussite (LE FIGARO) Assurance tous risques (L'ESPRESSO) Très divertissant (NOUVEL OBS) Une cascade à la labiale (LE POINT)

LOC OUVERTE POUR LES REVELATIONS

ESQUISSES VIENNOISES
de Peter ALTENBERG

Représent. suppl. lundi 30 déc. à 19h
Des « Esquisses » à travers (LIBERATION)
Ce spectacle est un chef-d'œuvre
Michèle Courcier (LE MONDE)

27 novembre - 8 janvier

Arnulf Rainer

Galerie Maeght Lelong
13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e

9^{ème} FESTIVAL CANNES
Nouveau Palais des Festivals
Du 21 Décembre au 2 Janvier 86
ouvert de 10h à 19h
sout NOËL et JOUR DE L'AN 15h à 19h

THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE MAIS INACHEVÉE DE NORODOM SIHANOUK ROI DU CAMBODGE
DE HELENE CIXOUS
Les portes seront fermées dès le début du spectacle
CARTOUCHERIE 43-74-24-08

9^{ème} FESTIVAL CANNES
ANTIQUITES
DÉCORATION BROCANTE

COMMUNICATION

Jeudi 26 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Pour ceux qui aiment Bach.
Émission d'E. Lipman, réal. J.-P. Barizien (en simultané avec France-Musique).
Trois heures avec Jean-Sébastien Bach. On ne s'ennuie pas un seul instant.
23 h 40 Journal.
23 h 55 Boîte à jazz.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Esclave et Pharaon.
De P. Monnier, scénario et dialogues G. Brach.
Un jeune pharaon et son armée en déroute devant la jalousie des grands guerriers. Un drame superbement filmé dans des décors du désert. Illuminé par l'éclair des bijoux. Une folle course sur le désert, le pouvoir.
22 h Magazine : Actions.
De M. Honorin, F.-H. de Virion et G. Morin.
Au sommaire : Paroles d'argent (les démarches à faire pour obtenir des déductions fiscales) ; coup de pouce à une entreprise ; donnant-donnant (trois accords sociaux d'entreprise) ; le choix des téléspécialistes ; titres en jeu ; complément d'enquête.
23 h 15 Sports : Hockey sur glace.
Le Tournoi de Paris.
0 h 5 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Benny Hill.
20 h 55 Téléfilm : l'Enigme blanche.
D'après le roman de R. Grosse, adapt. C. Veillot, réal. P. Kassowitz, avec J. Rochefort, B. Ogier, C. Rich...

Huis clos montagnard et crime parfait. Des acteurs de tout premier plan pour une création originale de qualité.
22 h 30 Journal.
22 h 55 Concert : Murray Head.
Chanté au Palais des sports de Toulouse.
Chansons tendres et romantiques, avec parfois un soupçon de mélancolie.
23 h 45 Nouvelles du monde.
Une nuit agitée de Pierre Gispert (France).
Le soir de Noël, la permanence d'un commissariat de quartier. A mesure que la nuit s'avance, on voit surgir d'étranges personnages.
0 h Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, Les triplés ; 20 h 35, Partenaires, film de Claude d'Anna ; 21 h 50, l'As des as, film de Gérard Oury ; 0 h, les Après-midi de Pamela Mann, film de Henry Fick.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Raga », de Yvonne Daoud. Avec M. Schneider, F. Bastien, F. Ehrhard.
21 h 30 Festival de la France 1985 : Chœur de séminaires de Maynooth, dir. S. Lavery (répète de saint Patrick).
22 h 30 Nuits magiques.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : pour ceux qui aiment Bach, en simultané avec TF1.
23 h Les soirées de France-Musique : Serge Rachmaninov.

Vendredi 27 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

9 h 20 ANTOPE 1.
9 h 30 Canal FIT.
10 h 15 La Une chez vous.
10 h 30 Croque-vacances.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournevis... menège.
13 h Journal.
13 h 50 Dessin animé : les Aventures de Tintin (et à 14 h 40).
14 h 55 Série : la Petite Maison dans la prairie.
Dessins animés, feuilletons, variétés.
16 h 25 Série : Deux ans de vacances.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups (et à 19 h 15).
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19 h 40 Cocoricooboy.
20 h 35 Variétés : Michel Sardou.
Pour les fans de la vedette française, un remake de son succès au Palais des congrès à Paris.
21 h 30 Bye Bye Show-Biz.
Spectacle de Jérôme Savary, en direct du théâtre Mogador.
L'histoire du music-hall revisitée par l'équipe folle du Grand Magic Circus. Hommage et dérision, les gags s'enchaînent à toute allure.
23 h 30 Journal.
23 h 45 Tapes nocturnes.
Émission de Gilbert Foucaud.
Avec J.-P. Mader, Rita Mitsouko, Serge Gainsbourg, Mylène Farmer...

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTOPE.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : le Crime de Méthilde.
14 h Aujourd'hui le vie.
15 h Série : Switich.
16 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 30 Récré A 2.
Image Imagée : l'histoire comme ça : Superdoc ; Latulu et Liréli ; Le carnet de bord.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : la Trappe.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif.
20 h 25 Les cinématographes Lumière.

sur tout le Blanc et de soir, vendredi, nocturne jusqu'à 20h30 à la SAMARITAINE-RIVOLI

20 h 35 Feuilleton : l'Affaire Caillaux.
De P. Monnier, réal. Y. André. Avec B. Fossey, M. Bouzard, M.-F. Mignot, P. Noël.
Le plus grand fait divers du début du siècle transformé en une bonne série dramatique, avec l'atmosphère, les mœurs de l'époque.
21 h 35 Apogées.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « C'est du cinéma », sont invités : Patrick Brion (Carbo), Bernard Chazotte (Les Lumière), Michel Cluysen (John Boorman, un visionnaire en son temps), Jean-Luc Godard (Jean-Luc Godard par Jean-Luc Godard), Léo Sauvage (l'Affaire Lumière), Dominique Rabourdin (Truffaut par Truffaut).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle fantastique) : la Chasse du comte Zaroff.
Film américain de E.-B. Schoedack et I. Pichel (1932), avec L. Banks, J. McCrea (v.a. sous-titré N.).
Des naufrages sont recensés sur une île par un chétif loup dans la grande passion est la chasse au gibier humain. A l'époque où il fut réalisé, ce film d'aventures glissait vers le fantastique et l'horreur était d'une extraordinaire audace.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h Émissions pour les jeunes.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h.

où l'on verra sur tout le réseau : « Une vie en chansons » ; à 17 h 30, « Camille, ma sœur » ; à 18 h 55, « la Panthère rose » ; à 19 h 40, « Un journaliste trop voyant ».

19 h 55 Dessin animé : les Entrecrochets.
20 h 5 Variétés : Tous en piste.
20 h 25 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 30 Benny Hill.
20 h 55 Cinéma 18 : Vingt ans d'absence.
Scénario de Marie Guérin, réal. B. Saint-Jacques.
Avec J. Caravel, G. Volpato.
Une belle jeune femme tente de remonter, après vingt ans d'absence, des liens avec son père. Une fine histoire d'amour, de mélancolie dans les jardins mystérieux de l'enfance. Un carnet attendrissant à souhait.
22 h 35 Quelques mots pour le dire.
Émission de la Sécurité routière.
22 h 40 Journal.
22 h 55 Les raconteurs d'histoires.
Des raconteurs professionnels (Michel Boyfeuch, Bernard Ballez, Dany Covi, Sylvie Joly...) réunis autour d'une bonne table s'en donnent à cœur joie, en alternance avec des séquences des meilleurs sketches de Coluche, Michel Galabru, Raymond Devos, etc.
23 h 50 Nouvelles du monde.
Et le ciel de Bratislava Canovici.
Il a treize ans. Il a tout vu, du monde et de ses mystères.
Un journal d'enfance, des camarades loin de la ville...
0 h 5 Prélude à la nuit.
Extrait de Roshko et Juliette, de Prokofiev.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h Une vie de chansons : 17 h 15, Île de France ; 17 h 30, Edgar, détective cambrioleur ; 18 h, Interviews ; 18 h 30, Quel de l'été ? ; 18 h 50, la Panthère rose ; 19 h 5, Alot PIC ; 19 h 15, Journal ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabou Cadia (et à 11 h 10 et 17 h 20) ; 8 h 30, Superstars ; 8 h 55, Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, film de M. Coluche ; 10 h 20, Les superstars du catch ; 11 h 35, Le petit train de Noël ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, Connex le barbare, film de J. Millius ; 14 h 5, l'Incorruptible, film de J. Boyer ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxtélé (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'échoue ; 20 h 15, Cinéma : 20 h 30, Série : les Triplés ; 20 h 35, Superstars ; 21 h, le Triporteur, film de J. Pignatelli ; 22 h 40, Les Fables, film de J.-L. Daniel ; 0 h 5, Les Charlots de feu, film de H. Hudson ; 2 h 5, les Après-midi de Pamela Mann, film de H. Fick ; 3 h 20, Scènes, film de D. Krosenberg ; 5 h 5, Vive la comédie ; 6 h 20, Série : Winchester à l'ouest.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance ; 9 h 5, Méthode du temps qui change ; 9 h 15, Le matin des nouvelles ; 10 h 15, Les nouvelles ; 11 h 10, L'école des bons sens ; 11 h 30, Feuilleton : Sur les chemins d'Allice ; 12 h, Passions ; 13 h 40, On commence... théâtre à lire ; 14 h, Un livre, des voix ; « La saison du maître », de Maurice Polard ; 14 h 30, Sélections prix Italia ; « l'Artisanat invincible », de Xavier Domingo ; 15 h 30, L'échappée belle : bien des mers du Sud ; 17 h 10, Le pays d'Ici, à Mulhouse ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Les grandes arènes de la science moderne : les catastrophes naturelles ; 20 h, Musique, mode d'emploi : l'Évangile des musiciens ; 20 h 30, Le grand débat : l'indivisible ou le retour ? ; avec J.-P. Dupuy, P. Ricœur, P. Teilhard, J.-P. Verneuil ; 21 h 30, Black and blue : question d'engagement ; 22 h 30, Nuits magiques : la nuit et le moment ; 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique : Objets volants identifiés ; 7 h 10, Révélés, œuvres de Telemann, Schickhard, Lully, Offenbach, Corelli, Berlioz ; 9 h 5, Le matin des nouvelles : Angélisme les voix des collectifs ; 12 h 10, Le temps de jazz : nouveau retour sur Coleman Hawkins ; 12 h 30, Concert (donné le 23 mars au Grand Auditorium) : œuvres de Maderna, Donatoni, Foulard, Gaudin, par le Quatuor Arditi ; 13 h 40, Les sonnettes de Scartelli, par Scott Ross ; 14 h 2, Répères contemporains : collection musique française d'aujourd'hui ; 15 h, Histoire de la musique ; 16 h, Les après-midi de France-Musique : concerts à Carnegie Hall, jazz avec Goodman, Duke Ellington, Ella Fitzgerald ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 10, Les musiques en dialogue ; 20 h 4, Avant-concert ; 20 h 30, Concert (donné le 12 décembre à l'Église Saint-Séverin) : Fauré, de Ravel et de Schindler ; Suite du 7 ton, de Le Bégue ; Fauré en ré mineur, de Buxtehude ; Solle Orus, de Grigny ; Fauré en ut mineur BWV 528, de J.S. Bach ; Fugue en sol mineur, de Sejan ; Prélude et Juke en ut mineur, de Saint-Saëns, par Jean Charles Ablitzer à l'orgue ; 22 h 20, Les soirées de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles » ; à 0 h, musique traditionnelle, la java.

PROGRAMMES, PUBLICITÉ, FRÉQUENCES, CONTESTATIONS JURIDIQUES

La cinquième chaîne est mal partie

« Je ne vois pas ce qui pourrait empêcher maintenant le démarrage de la cinquième chaîne », déclarait, le 23 décembre, M. Georges Fillard après le vote par le Parlement de la loi « tour Eiffel ». Les milieux professionnels et une grande partie de la classe politique sont loin de partager l'optimisme du secrétaire d'État chargé des techniques de la communication. Le silence persistant des responsables de la « 5 » contribue à entretenir une vague de pessimisme : « Ils ne seront jamais prêts avant le 20 février », « Rien ne va plus entre M. Jérôme Seydoux et M. Silvio Berlusconi », « Le groupe Chargeurs cherche d'autres partenaires ».

Même si on fait la part des excès polémiques, force est de constater que la cinquième chaîne accuse un retard inquiétant dans sa course contre la montre. Chaque jour, des dizaines de techniciens italiens débloquent au siège social des Chargeurs, place de la Madeleine, dans une confusion fébrile. L'encadrement français, promis par les promoteurs du projet, est toujours inexistant. La plupart des nominations proposées par M. Bernard Miyet ont été repoussées à plus tard par M. Seydoux, ce qui a contribué à décider l'ancien directeur de cabinet de M. Fillard à refuser le poste de directeur général.

Faute de décideurs, la campagne de lancement prévue pour janvier n'est pas prête. M. Christian Dutoit, transfuge d'Antenne 2, s'occupe des programmes, mais il ne peut pas faire de miracles. Les grands noms de la télévision française ont décliné jusqu'à présent les offres alléchantes de la « 5 ». Il est difficile dans ces conditions de mettre sur pied la fameuse émission quotidienne de jeux et de variétés qui, entre 19 heures et 20 h 30, doit concurrencer les chaînes publiques et assurer à la « 5 » une audience minimale de 8 % dès les premiers mois. Sans vedettes, sans programmes, que va-t-on annoncer ?

Pour la publicité, nerf de la guerre d'une télévision commerciale, les retards, aussi, s'accumulent. Pour obtenir un minimum de 300 millions de chiffre d'affaires en 1986, la « 5 » a choisi la solution d'une règle intégrée et a chargé M. Christophe Riboud, PDG d'IFOP et autre partenaire de la chaîne, de monter l'opération. Très difficile : il faut en quelques semaines engager des commerciaux, définir des méthodes et des tarifs sans expérience préalable. M. Gilbert Gross, responsable d'une importante centrale d'achat d'espaces, a proposé dès le début à M. Berlusconi d'assurer un financement mini-

mum à la nouvelle chaîne. De quoi tenter l'homme d'affaires italien, soucieux avant tout d'efficacité commerciale. Mais cette alliance aurait provoqué le mécontentement de la plupart des agences et de leurs organisations professionnelles.

MM. Seydoux et Riboud ont donc préféré la prudence et proposent aux publicitaires français un système fondé sur la garantie de l'audience mesurée par un sondage audimétrique commun à toutes les chaînes. Solution de sagesse, mais qui tarde à être mise en place. A moins de deux mois des premières émissions, la régie de la « 5 » n'est toujours pas au travail. M. Jacques Abergel, directeur général d'Europe 1, est pressenti pour assurer sa direction, mais l'entrée de la station péripétrique au capital de la « 5 », pratiquement bouclée il y a quinze jours, s'enlise dans des négociations complexes.

Trouble à TDF

Le réseau de diffusion est un autre point noir pour les responsables de la nouvelle chaîne. Même s'il se félicite de l'ouverture de la bonne collaboration de Télédiffusion de France (TDF), on sait que le berceur est loin d'être au beau fixe à l'intérieur de l'établissement public. En privé, les responsables de TDF affirment que les délais de mise en place technique sont trop courts pour assurer la fiabilité du réseau. Certains syndicalistes vont plus loin en remettant en cause le protocole d'accord signé le 18 novembre entre TDF et la « 5 ». Selon eux, les chaînes publiques seront obligées de réduire leur puissance pour permettre à la cinquième chaîne de s'installer sur leurs sites d'émission. Ils craignent, de plus, que les priorités accordées à la nouvelle télévision ne compromettent le remplacement de nombreux fonctionnaires du service public, prévu de longue date.

Nombreux sont aussi à TDF ceux qui redoutent les conséquences de l'accord du 18 novembre sur l'équilibre financier de l'établissement public. La « 5 » a obtenu un abattement de 25 % dans les vingt-cinq villes où les téléspécialistes devront modifier leurs antennes. Ainsi, la facture pour couvrir 25 millions de téléspectateurs se trouve réduite à 11,3 millions de francs par an, avec une montée en charge progressive jusqu'en 1989. Ces chiffres, ajoutés aux incertitudes qui pèsent sur le financement du satellite TDF 1, risquent de creuser un trou important dans le budget de Télédiffusion de France. Les syndicats, en particulier

la CGT, ont durci le ton et n'excluent pas un recours à la grève. La tension monte d'autant plus que le gouvernement doit procéder, début janvier, à la nomination du président de TDF, renouvelant ou non le mandat de M. François Schaeffer, dont les méthodes sont très contestées au sein de l'établissement public.

Si la cinquième chaîne rattrape ses retards et ne souffre pas trop de la situation de TDF, il lui restera encore à passer l'obstacle juridique. Trois recours au Conseil d'État ont été introduits par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, le Bureau de liaison des industries cinématographiques et les sociétés d'auteurs. Ils visent tous à faire annuler le contrat de concession et le cahier des charges de la nouvelle chaîne. Leurs chances d'aboutir sont loin d'être négligeables. Le gouvernement, qui ne croyait pas à l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'amendement « tour Eiffel », redoute maintenant le verdict du Conseil d'État. Certains membres de la majorité reconnaissent même en privé que de nombreux articles du contrat, notamment ceux fixant le paysage audiovisuel, « ne tiennent pas la route ».

Il est de tradition que le Conseil d'État ne se prononce pas sur un problème politiquement sensible durant les deux mois précédant une consultation électorale importante. Le Conseil d'État pourrait donc statuer dès janvier. En cas d'annulation, le gouvernement et les promoteurs de la « 5 » auraient encore le temps de se mettre d'accord sur un nouveau contrat. Mais il n'est pas exclu que cet éventuel coup de théâtre ne provoque d'autres bouleversements. L'alliance entre MM. Seydoux, Riboud et Berlusconi ne s'est pas encore concrétisée sous la forme d'une société constituée en bonne et due forme, et M. Seydoux multiplie discrètement depuis quelques jours les contacts avec des groupes industriels et des opérateurs audiovisuels.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

« L'inauguration d'une deuxième chaîne de télévision en Guyane française - TV Guyane Canal 2 a été inaugurée le 21 décembre à Cayenne par Télédiffusion de France et Radio-France outre-mer. Avec deux points de diffusion, ce réseau desservit à présent près de 60 % de la population du département. L'extension du réseau se poursuivra l'année prochaine grâce à la mise en place d'un autre récepteur à Kourou.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

Charge AGENT DE CHANGE connue recrute.
COLLABORATEURS
20-35 ans environ pour GESTION DE PATRIMOINE en valeurs mobilières ayant expérience (5 ans) en milieu bancaire ou financier (BLOCS TRADING appréciée).
Connaissances analyse financière souhaitées. Remunération motivante pour candidat efficace.
Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite + photo sous le n° 8132.
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE FEMME 24 ANS
DIPLOMÉE BTS DE PUBLICITE
(École Bassières)
DIPLOMÉE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
(Secrétariat-gestion-bureautique-administration et informatique)
LANGUES : Anglais courant
Espagnol parlé
RECHERCHE
SITUATION ÉVOLUTIVE CORRESPONDANTE
Envie sous le numéro 6.844
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

L'immobilier

appartements ventes
3^e arrdt
MARAI
Hôtel classé 4 étoiles, 87 duplex triple réception + 3 chambres, 3 salles de bains, 100 m² de terrain.
NOV 85-72-78-68.
4^e arrdt
BALLY-MORLAND, 4^e arrdt
400 000 F, 5 pch, 11 h à 15 h, vend. 4, RUE MORLAND.
6^e arrdt
SAINT-SULPICE
Vente 120 m² R.G. 47-03-32-44.
200 m² R.G. 47-03-32-44.
15^e arrdt
BIR-HAKEIM
4 pch, 100 m², bain, expo. av. immeuble récent, comm. 1 000 000, parking possible.
Boulevard S.A.L. 46-75-75-94.
locations non meublées demandes
Paris
Pour collaborateurs, cadres et employés, nous avons TANTE BANQUE FRANÇAISE recherche des personnes pour occuper des postes de direction, de gestion, de comptabilité, de secrétariat, etc.
Tél. : 46-04-04-46.
(Région parisienne)
Pour séjours d'été, de vacances, de travail, de formation, de perfectionnement, de recherche, de développement, de gestion, de direction, de conseil, etc.
Tél. : 46-04-04-46.
propriétés
A vendre 80 km Paris, pour. Vernon, belle propriété normande, séjour 52 m² avec piscine et chauffage, 4 chambres, 2 salles de bain, verger à fruits, 2 500 m² avec garage.
Tél. : 32-66-00-00.
viagers
Libre de suite, studio comm. avec, le terrain 120 000 F, 3 850 m², T. 42-86-19-00.
bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés et tous services. T. 43-65-17-50.
Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, édité
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-58-58

AFFAIRES

Renault va faire vérifier les boîtiers de direction des R 9 et des R 11

Renault a lancé depuis le 16 décembre une campagne pour un contrôle de sécurité préventif et gratuit du boîtier de direction sur ses R 9 et R 11 produites avant le 1^{er} juillet 1985. Les 850 000 véhicules concernés risquent de souffrir de points d'oxydation qui ne présentent, en l'état actuel, aucun danger, précise le constructeur. Les concessionnaires vont systématiquement mettre un cache de protection en plastique sur la pièce en question.

Les premières lettres ont été envoyées aux propriétaires des R 9 les plus anciennes datant de 1981. Viendront ensuite les R 9 de 1982 et de 1983, puis à partir de février, les R 11 lancées en 1983. Des contrôles sont programmés jusqu'en avril 1986 avec les millésimes 1984 et 1985 des R 9 et des R 11. Les modèles produits depuis juillet 1985 ne peuvent plus présenter ce genre d'anomalie.

Cette oxydation du boîtier de direction avait d'ailleurs été détectée sur trois véhicules et avait donné

lieu, dès le début de 1985, à un contrôle systématique, au Canada et aux États-Unis, des 220 000 R 9 et R 11. Le boîtier de direction pourrait être soumis à la corrosion, surtout dans les pays où l'épandage de sel est fréquent sur les routes pendant l'hiver. Il est prévu d'étendre ce contrôle à tous les pays, ce qui nécessiterait une production de plus de 1,5 million de véhicules.

La Régie ne cache pas sa gêne devant la publicité rapide et parfois catastrophiste qui a été donnée à ce contrôle de sécurité de grande envergure, un quel qu'il soit, en Europe, donner le nom de « rappel ». Au Canada, comme aux États-Unis, cette pratique est chose courante. Il faut dire que contre l'Atlantique les mouvements de consommateurs ont obligé, il y a une quinzaine d'années, les constructeurs nationaux et, par la suite, les importateurs, à procéder à des contrôles au moindre signe de défectuosité d'une pièce dite de sécurité (ce qui est une notion extensive).

Les Américains pratiquent donc les rappels à coups de millions d'unités sans que leur part de marché en souffre.

Généralement, un rappel déclenché outre-Atlantique entraîne un contrôle en Europe « dans la plus stricte confidentialité » (les Japonais lui donnent, en revanche, la même publicité qu'aux États-Unis, comme Honda vient de le faire en rappelant des Accor). Ce genre d'opération est pourtant attaché, chez les constructeurs européens, d'un caractère honnête qui les pousse à la plus grande discrétion quand ce n'est pas à la négation de l'anomalie mise en cause. Car plus que le coût du contrôle — dans le cas présent, il devrait s'élever à 45 ou 50 francs par véhicule — c'est la mauvaise image de marque donnée et le chute des ventes qui s'ensuit que le constructeur redoute.

Renault l'a expérimenté avec sa R18, devenue de réputation « une voiture qui freine mal » depuis la défectuosité constatée sur le limiteur de freinage il y a un an et demi. Peugeot a subi la même mauvaise réputation avec un moteur Diesel à la fin des années 1970.

Le paradoxe, c'est que, lorsqu'un constructeur de haut de gamme style BMW ou Mercedes, lance ce genre de contrôle, il est plutôt perçu positivement. Raison de plus pour que les constructeurs populaires, souvent spontanément à ce type d'information. Même si Renault a lancé sa campagne de contrôle avant que l'information soit rendue publique, il y aura plus d'un Français pour croire que, si les médias n'en avaient pas parlé, la sécurité du propriétaire de R 9 et de R 11 aurait été mise en jeu.

CLAIRE BLANDIN.

REMUE-MÉNAGE A LA DÉFENSE

OPA sur le CNIT

Le groupe immobilier SARI et le groupe hôtelier ACCOR viennent de lancer une offre publique d'achat sur le Centre national des industries et des techniques, la tente triangulaire de béton plus connue sous le nom de CNIT, qui accueille Salons et expositions (dont le SICOB) depuis trente ans à la Défense.

La SARI, filiale de la Compagnie générale des eaux (54 % du capital), est présidée par M. Christian Pellerin, qui a construit bon nombre d'immeubles de bureaux à la Défense et s'est intéressé plus récemment à Marne-la-Vallée. Le groupe ACCOR, premier en France pour l'hôtellerie (chaînes Novotel,

Sofitel, Mercure, Ibis, en tout 493 hôtels et plus de 60 000 chambres), est aussi connu dans la restauration : le chiffre d'affaires du groupe est de 11,4 milliards de francs, dont la moitié est réalisée en France.

L'objectif est de faire des 40 000 mètres carrés du CNIT un complexe hôtelier niché dans un palais des congrès et un centre d'animation pour hommes d'affaires. Si l'OPA réussit, le problème des loyers et des taxes qui se tiennent au CNIT et, en premier lieu, le SICOB, très attaqué par l'autre, selon l'information INFOMART, sera posé.

Les travailleurs forcés du groupe Flick

La Deutschebank, qui a racheté, début décembre, le quasi-totalité de l'empire de l'industriel allemand Friedrich Karl Flick, refuse d'indemniser les prisonniers survivants qui avaient été contraints de travailler dans les usines du groupe Flick pendant la seconde guerre mondiale, a indiqué son président, M. Friedrich W. Christians. L'ancien procureur principal adjoint pour les États-Unis, Robert M. W. Kempner, avait demandé à la banque de payer un peu moins de 1 % du produit de la vente, soit environ 20 millions de dollars, « aux victimes de l'esclavage » pratiqué par le groupe Flick durant le conflit. Plusieurs organisations juives américaines s'étaient associées à cette demande.

M. Kempner avait estimé, dans une lettre ouverte à

M. Christians, qu'il était « moralement, politiquement et juridiquement nécessaire de débarrasser le groupe Flick du stigmate de la non-indemnisation des « esclaves survivants » dont la santé a été gravement atteinte ». Contrairement à de nombreuses firmes comme Krupp ou IG Farben, le groupe Flick a refusé après la guerre de payer une indemnité aux anciens travailleurs forcés. Le fondateur du groupe, Friedrich Flick, avait été condamné à sept ans de prison en 1947 par un tribunal militaire américain pour crimes contre l'humanité. Selon un rapport officiel américain, de nombreuses entreprises nées directement contrôlées par la Deutschebank, comme BMW et Mercedes, ont également pratiqué le travail forcé dans des conditions proches de l'esclavage. — (AFP.)

Cette annonce annule et remplace l'avis d'appel d'offres N° 7152 paru dans le Monde du 20 décembre daté 21 (page 31) et du 21 décembre daté 22/23 (page 13).

الجزائر - ALGERIE
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE
OUVERT N° 7152/1J/MEC.

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

— Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 DA à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUED SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGERIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL » N° 7152/1J/MEC. « CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.

ÉTRANGER

Danemark

Flottement autour de la réforme de la CEE

De notre correspondant.

Copenhague. — On aura beaucoup parlé, ce mois-ci, de « paquet de Noël », au sens symbolique du terme, dans les milieux politiques de Copenhague et dans la presse danoise. Le « paquet » de mesures économiques de réajustement préparé par la coalition centre-droit au pouvoir, bien que ne faisant plaisir à personne, a finalement été accepté par la Chambre unique, sans trop de complications à la mi-décembre. En revanche, le sort du « paquet-réformes de la CEE », ficelé à Bruxelles, de l'issue du conseil des ministres des Dix, les 16 et 17 décembre, reste en suspens. Il faudra vraisemblablement attendre quel-

ques semaines pour savoir s'il sera accepté par une majorité de parlementaires, ou révoqué à ses auteurs, avec les conséquences que comporterait un tel geste.

Pour l'instant, le gouvernement et l'opposition centre-gauche (social-démocrates en tête), se demandent qui prendra la responsabilité de se prononcer.

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur) a laissé entendre qu'il n'envisage pas de poser la question de confiance. Mais il pourrait malgré tout y être contraint.

Quant aux sociaux-démocrates qui détiennent la clé de la solution, ils se sont enfermés dans une situation d'où il leur est difficile de se dégager, sans perdre la face et compromettre l'unité de leur parti, déjà très divisé au sujet de la coopération européenne.

Leur principal porte-parole, M. Ivar Nørgaard, ancien ministre de l'Économie, a déclaré que le projet lui semblait « compter plus de défauts que de mérites », mais qu'il ne pouvait guère aller plus loin, trouvant au projet plus d'avantages que de défauts, tout en se refusant à recommander son adoption.

Les seuls à avoir une position tranchée sont les dirigeants du Front national contre le Marché commun, qui luttent depuis 1973 pour sortir le royaume de la Communauté. Ils ont sauté sur l'occasion pour proclamer que le moment était venu d'organiser un nouveau référendum, afin de montrer clairement si les Danois souhaitent ou non rester dans le Marché commun.

CAMILLE OLSEN.

(Publicité)
GOVERNMENT OF GUINEA-BISSAU
INVITATION TO CONTRACTORS
TO PREQUALIFY FOR RIO PULOM BRIDGE ERECTION
The Government of Guinea-Bissau proposes to let a contract for the erection of a bridge over the Rio Pulom, on the Bembidim-Xitole-Quebo road.
The Contract is expected to be awarded in May 1986.
As the work will be financed under a loan from the Saudi Fund for Development, the eligibility of the Contractor to prequalify will be subject to the Regulations of the League of Arab States and of the Kingdom of Saudi Arabia which shall also apply to consultants, vendors, transporters, etc.
The applicant will be required to produce a Bank Guarantee with the prequalification documents.
Department responsible: **Consulting Engineering firm to contact**
BCEOM
239, avenue de Malguet
BP 21
92000 LA GRANDE-MOTTE
FRANCE
Tél. 01-56-90-40 - Tél. 49-04-92
BISAU
GUINEA-BISSAU
Prequalification documents can be obtained at either of the above addresses. They must be returned no later than January 31, 1986.
Cet avis concerne un avis de préqualification pour la construction d'un pont sur le rio Pulom en Guinée-Bissau.

NATIONALISATIONS

Des syndicats « étouffants »

Les syndicats ont décidé de jouer les empêchements de respirer en rond. Après avoir laissé pendant trois ans les entreprises nationales vendre leurs filiales dans la plus parfaite liberté, ils se manifestent à la veille des élections législatives.

Après la CGT, qui a introduit un recours contre Renault pour la vente de ses filiales Renix et Mlemon-Gilane (le Monde du 20 novembre), c'est au tour de la CFDT d'annoncer, un 24 décembre, sa décision d'engager une action en justice pour faire cesser la vente de la Socapex, filiale du groupe Thomson spécialisée dans les connecteurs (le Monde du 26 octobre et du 7 décembre), à l'Américain Allied-Signal. Cette

même qui a racheté à Renault sa participation dans Renix.

Les syndicats ont le droit pour eux. Un arrêt du Conseil d'Etat de 1978, confirmé par un avis du Conseil constitutionnel en 1982, implique l'existence d'une loi pour la cession de filiales par des nationalisées. Cette loi, dite de « respiration du secteur public », avait été prévue dès la nationalisation de 1982. Un projet de loi avait même été déposé par le gouvernement Mauroy en 1983, avant de finir aux oubliettes. Toutes les sessions intervenues depuis 1982 — non-reuses notamment chez Thomson et Pechiney — sont donc illégales et par conséquent annulables.

Au terme des actions engagées par la CGT et par la CFDT, qui ne sont pas suspensives, Renault comme Thomson pourraient être obligés de racheter leurs filiales. Une clause est d'ailleurs prévue à cet effet dans les contrats de vente, indépendamment des perturbations qu'elle provoquerait dans la vie des entreprises, une telle situation risque bien de ne jamais se présenter, étant donnée la proximité des élections de mars 1986. Que ce soit la majorité ou l'opposition qui l'emporte, elles ont toutes deux prévu de mettre fin au vide juridique actuel : la première par une loi de respiration, la seconde par une loi de dénationalisation.

C. B.

La compagnie All Nippon Airways préfère le Boeing-767 à l'Airbus

Tokyo (AFP). — A l'issue d'une dure bataille commerciale, le constructeur américain Boeing a emporté sur son rival européen Airbus Industrie pour la fourniture d'une partie de la flotte d'All Nippon Airways (ANA), la première compagnie aérienne intérieure japonaise, qui a choisi le Boeing-767-300, en préférence à l'Airbus A-300-600.

La commande d'ANA porte sur l'achat ferme de quinze Boeing-767-300, et dix options, pour un montant de 370 milliards de yens (environ 14 milliards de francs). Ils remplaceront les Lockheed Tristar et Boeing-727 en service dans la compagnie. Le premier appareil sera livré au cours de l'été 1987.

Cette décision, qui avait été reportée à deux reprises depuis septembre dernier, a été arrêtée par le comité de sélection des nouveaux avions, réuni ce jeudi 26 décembre à Tokyo, sous la présidence de M. Akio Fukui, directeur général adjoint de la compagnie. ANA a justifié son choix par la compatibilité des nouveaux avions (version 300) avec les vingt-cinq 767-200 que la compagnie a déjà en service ou en commande, ce qui réduira les coûts d'entretien et de formation des pilotes. Transportant environ deux cent quatre-vingt-dix passagers, la version 300 du Boeing-767 offre plus d'espace — cinquante places supplémentaires — que la version 200.

Boeing avait reçu l'appui des constructeurs aéronautiques japonais, qui participent à la construction du fuselage du 767. Le gouvernement américain avait fait valoir, de son côté, que le Japon devait passer commande aux États-Unis pour réduire l'actuel déficit commercial entre les deux pays.

Pour Airbus Industrie, le choix d'ANA marque un nouvel échec sur le marché japonais. En septembre 1983, la compagnie nationale japonaise All Nippon avait déjà préféré le 767 aux appareils européens. Seule la Domestic Airways (TDA), la troisième compagnie, avait acheté dix Airbus A-300.

L'UNION SOVIÉTIQUE SOUHAITE BÉNÉFICIER DE LA TECHNOLOGIE JAPONAISE

Le dégel des relations soviéto-américaines pourrait marquer un nouveau départ pour les échanges entre l'URSS et le Japon. Selon le quotidien financier japonais *Nihon Keizai Shimbun*, la commission soviétique du plan a demandé à une mission d'hommes d'affaires japonais, récemment en visite à Moscou, d'aider le pays à promouvoir son développement industriel dans le cadre du douzième plan quinquennal commençant en 1986.

L'URSS cherche à acquérir la technologie japonaise dans des secteurs aussi divers qu'essentiels pour elle : microprocesseurs, robots industriels, machines à contrôle numérique. Elle souhaite également obtenir la coopération japonaise pour la construction d'usines d'appareils électriques et a invité les Japonais à venir exposer leurs produits de haute technologie lors de la Foire commerciale du Japon, qui doit avoir lieu à Moscou en novembre 1986.

Selon le *Nihon Keizai Shimbun*, Tokyo devrait répondre favorablement à ces demandes après la visite du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, prévue pour janvier prochain. Mais d'ores et déjà des contacts ont été pris par les Soviétiques avec Toshiba et Mitsubishi Electric pour intensifier la coopération pour la production de biens de consommation durable comme les téléviseurs couleur ou les réfrigérateurs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Demachy, ayant siège social 223, rue Saint-Maur, 75001 Paris, informe qu'en accord avec l'intéressé, elle met fin à la garantie financière accordée à :

M. Marc MOUCHERONT
38, rue de Val Fleury
91800 BRUNOY

au titre de son activité de gestion immobilière visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, la garantie accordée à ce titre cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication conformément à l'article 44 du décret du 20 juillet 1972.

Les créanciers ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie restent toutefois par la Banque Demachy si elles lui sont produites par le créancier dans le délai de trois mois à compter de la date de cessation de la garantie.

Il est précisé qu'il ne s'agit que de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien le paiement ou le non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation de la solvabilité et de l'honorabilité de M. Marc Moucheront.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 décembre
La pause

Déclinée en début de semaine, la Bourse de Paris s'est un peu calmée à la veille de Noël. Avec la fermeture des banques à midi, les cours ont été moins effrénés. Mais il y avait encore de l'activité, avec pour éprouver les ventes bénéficiaires enregistrées ces derniers jours. Ainsi, la Renault, qui avait baissé de 5,3 % à l'ouverture, se perdait plus que 1,8 % à l'arrivée. Un peu de « papier » a été aussi rendu sur l'industrie, Nord-Est, Pernod, CSF, Lafarge, Cit Alcan, Compagnie bancaire. Mais tout cela n'est pas allé très loin. Et comme la hausse n'a pas été complètement relâchée, à la clôture, l'indicateur instantané progressait de 0,10 %.

Mais la séance est sa vedette : La Française de distribution, ex-CFR (+11,6 %). Bref, le marché a observé une pause, mais pour les professionnels, qui ont encore du travail et s'en plaignent en plaisantant. « Y en a marre de la hausse. La clientèle aurait pu nous ficher la paix aujourd'hui ».

De l'avis général, la trêve des investisseurs n'est pas de leur côté. Le mouvement est bien accablé et il n'y a aucune raison qu'il cesse à l'occasion des fêtes. D'après des études confidentielles, les Américains auraient investi plus de 40 milliards de dollars en 1985 sur les places européennes et se proposent d'en placer le double en 1986.

La devise-titre a baissé et s'est échangée entre 7,69 F et 7,72 F (contre 7,72-7,73 F).

Tassement de l'or à Londres : 324,85 dollars l'once contre 327,00 dollars.

Le lingot a perdu 300 F à 800 000 F mais le napoléon a gagné 2 F à 526 F.

Aux Etats-Unis

La limitation de l'usage des « junk bonds » soulève une polémique

La décision prise, le 10 décembre dernier, par la Réserve fédérale de limiter l'usage des « junk bonds », obligations à haut risque et à taux d'intérêt élevés pour financer les rachats de sociétés (« le Monde de l'économie » du 10 septembre), suscite de vives critiques au sein de l'administration américaine. Jusqu'ici, quand un groupe ne disposait pas de fonds nécessaires pour régler la facture d'une OPA sur une entreprise « X », elle avait la faculté d'émettre des obligations (« junk bonds ») garanties sur les actions de ladite entreprise, mais à hauteur seulement de 50 % de leur valeur. Cette réglementation était facilement détournée. Des sociétés de couverture étaient créées, qui à leur tour émettaient des « junk bonds ». Le FED a tout simplement interdit cette pratique à compter du 1er janvier prochain.

Exprimant l'opinion de plusieurs membres du gouvernement, le département de la justice estime que ce renforcement des contrôles, applicable sans approbation du Congrès ou du président des Etats-Unis, risque d'affecter le marché des rachats de sociétés. Même sans de cloche du côté des analystes, jugent que le nombre de prises de contrôle sera inévitablement limité en empêchant les petites entreprises d'acquiescer plus gros qu'elles. La Securities and Exchange Commission - SEC (COB américaine) - est également hostile à cette mesure, mais pas pour la même raison. Selon elle, la nouvelle réglementation ne fera que perpétuer les tentatives de prises de contrôle hostiles ou inamicales et ne ralentira pas le mouvement de restructuration observé ces dernières années.

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont fermé le 25 décembre.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SIAPA (rectifié). - L'introduction de la Société Industrielle d'Applications de l'Automatisme (SIAPA) s'est effectuée au marché hors cote de la Bourse de Paris, comme indiqué dans l'article précédent paru « L'Autour de la Corbeille » du 17 décembre, et non pas au second marché, comme indiqué par erreur dans le titre.

HAOUR PASSE SOUS LE CONTROLE D'ARVILLE-PAIX. - La société Haour, cotée à la Bourse de Lyon, va passer sous le contrôle de la compagnie d'assurance Arville-Paix. Cette dernière, qui appartenait au groupe Victoire, va acheter à des membres de la famille et à divers actionnaires 23 190 actions Haour, soit 50,3 % du capital de cette entreprise. Cette

acquisition sera réalisée au prix de 29 F par action Haour, dont 25 F en espèces et 4 F en actions de la SIAPA. La cotation de ce titre était suspendue depuis le 14 août 1985 à la Bourse de Lyon.

SUEZ ENTRE A 50 % DANS LE CAPITAL DE LA HENIN-VIE. - La Compagnie financière de Suez vient de racheter un groupe d'assurances américain Cigna en participation dans le capital de La Henin-Vie. Dans une seconde étape, elle se propose de racheter à sa filiale, la Compagnie La Henin, les 50 % restants. Après quoi les actions La Henin-Vie seront échangées aux filiales de Suez : 24 % à la Compagnie La Henin, 24 % à la Banque La Henin, 12 % à la Banque Indosuez, 10 % à la Banque Sofinco, 20 % à la Financière Victoire, 10 % à Compishe. En 1984, La Henin-Vie a dégagé 4 millions de francs de bénéfices (contre 2,3 millions en 1983).

LES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT ENENTRE DÉSORMAIS DANS LE CADRE DES PLANS D'ACTIONNARIAT. - La possibilité d'octroyer des certificats d'investissement en partie de leur épargne ou actions de leur entreprise, dans le cadre de plans d'actionnariat ou d'achat d'actions, vient d'être étendue aux certificats d'investissement par la loi sur les valeurs mobilières.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 26 déc. 1984)

23 déc. 24 déc.
Valeur française 136,2 138,1
Valeur étrangère 101,3 104,6

C° DES AGENTS DE CHANGE (base 100 : 23 déc. 24 déc.)

Indice général 257,1 257,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effet privé, du 26 décembre 9,18 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 262,95 262,90

BOURSE DE PARIS Comptant 24 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
10 %	100,00	100,00	0,00	10 %	100,00	100,00	0,00	10 %	100,00	100,00	0,00	10 %	100,00	100,00	0,00
5 %	100,00	100,00	0,00	5 %	100,00	100,00	0,00	5 %	100,00	100,00	0,00	5 %	100,00	100,00	0,00
2 %	100,00	100,00	0,00	2 %	100,00	100,00	0,00	2 %	100,00	100,00	0,00	2 %	100,00	100,00	0,00
1 %	100,00	100,00	0,00	1 %	100,00	100,00	0,00	1 %	100,00	100,00	0,00	1 %	100,00	100,00	0,00
0,5 %	100,00	100,00	0,00	0,5 %	100,00	100,00	0,00	0,5 %	100,00	100,00	0,00	0,5 %	100,00	100,00	0,00
0,2 %	100,00	100,00	0,00	0,2 %	100,00	100,00	0,00	0,2 %	100,00	100,00	0,00	0,2 %	100,00	100,00	0,00
0,1 %	100,00	100,00	0,00	0,1 %	100,00	100,00	0,00	0,1 %	100,00	100,00	0,00	0,1 %	100,00	100,00	0,00
0,05 %	100,00	100,00	0,00	0,05 %	100,00	100,00	0,00	0,05 %	100,00	100,00	0,00	0,05 %	100,00	100,00	0,00
0,02 %	100,00	100,00	0,00	0,02 %	100,00	100,00	0,00	0,02 %	100,00	100,00	0,00	0,02 %	100,00	100,00	0,00
0,01 %	100,00	100,00	0,00	0,01 %	100,00	100,00	0,00	0,01 %	100,00	100,00	0,00	0,01 %	100,00	100,00	0,00
0,005 %	100,00	100,00	0,00	0,005 %	100,00	100,00	0,00	0,005 %	100,00	100,00	0,00	0,005 %	100,00	100,00	0,00
0,002 %	100,00	100,00	0,00	0,002 %	100,00	100,00	0,00	0,002 %	100,00	100,00	0,00	0,002 %	100,00	100,00	0,00
0,001 %	100,00	100,00	0,00	0,001 %	100,00	100,00	0,00	0,001 %	100,00	100,00	0,00	0,001 %	100,00	100,00	0,00
0,0005 %	100,00	100,00	0,00	0,0005 %	100,00	100,00	0,00	0,0005 %	100,00	100,00	0,00	0,0005 %	100,00	100,00	0,00
0,0002 %	100,00	100,00	0,00	0,0002 %	100,00	100,00	0,00	0,0002 %	100,00	100,00	0,00	0,0002 %	100,00	100,00	0,00
0,0001 %	100,00	100,00	0,00	0,0001 %	100,00	100,00	0,00	0,0001 %	100,00	100,00	0,00	0,0001 %	100,00	100,00	0,00
0,00005 %	100,00	100,00	0,00	0,00005 %	100,00	100,00	0,00	0,00005 %	100,00	100,00	0,00	0,00005 %	100,00	100,00	0,00
0,00002 %	100,00	100,00	0,00	0,00002 %	100,00	100,00	0,00	0,00002 %	100,00	100,00	0,00	0,00002 %	100,00	100,00	0,00
0,00001 %	100,00	100,00	0,00	0,00001 %	100,00	100,00	0,00	0,00001 %	100,00	100,00	0,00	0,00001 %	100,00	100,00	0,00
0,000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000005 %	100,00	100,00	0,00
0,000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000002 %	100,00	100,00	0,00
0,000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000001 %	100,00	100,00	0,00
0,0000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000005 %	100,00	100,00	0,00
0,0000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000002 %	100,00	100,00	0,00
0,0000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000001 %	100,00	100,00	0,00
0,00000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000005 %	100,00	100,00	0,00
0,00000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000002 %	100,00	100,00	0,00
0,00000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000001 %	100,00	100,00	0,00
0,000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000002 %	100,00	100,00	0,00
0,0000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00	0,0000000000000000001 %	100,00	100,00	0,00
0,00000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000000005 %	100,00	100,00	0,00	0,00000000000000000005 %	100,00	100,00	

Le Monde

En République sud-africaine

Des affrontements tribaux près de Durban ont fait plus de cinquante morts

Johannesburg (AFP). — Une bataille rangée entre des milliers de Noirs appartenant à deux tribus différentes — les Zoulous et les Pondo — a fait cinquante-trois morts, a annoncé, mercredi 25 décembre, la police sud-africaine. Selon cette même source, l'affrontement, qui aurait mis aux prises environ deux mille Zoulous et trois mille Pondo, a éclaté mardi.

Vingt-quatre heures après, on ignorait encore la cause de ce sanglant conflit, l'heure à laquelle il a pris fin et les circonstances exactes de son déroulement. Mercredi soir, la police ratisait encore cette région d'un accès très difficile, située à une trentaine de kilomètres de Durban, le grand port de la côte est du pays, sur l'océan Indien.

Les Zoulous, la plus grande tribu d'Afrique du Sud, avec quelque six millions de membres, habitent traditionnellement la province du Natal. Près de quatre millions d'entre eux occupent le territoire du KwaZulu, un bantoustane « autonome » situé au nord de Durban. Renommés pour leur tradition guerrière, ils ont pour dirigeant et ministre principal M. Mangosutho Gatscha Buthelesi, adversaire déclaré de la politique d'apartheid, mais aussi du recours à la violence, attitude qui lui vaut l'hostilité d'une grande partie de l'opposition sud-africaine, et notamment du Congrès national africain (ANC).

Les Pondo constituent de leur côté un sous-groupe ethnique de la tribu des Xhosa, la deuxième en importance en Afrique du Sud. Ils peuplent les régions situées au sud de Durban, notamment les bantoustans « indépendants » (non reconnus comme tels par les Nations unies) du Transkei et du Ciskei. M. Nelson Mandela, le dirigeant de l'ANC incarner, est originaire d'une famille princière du Transkei, de la tribu des Xhosa.

Partisans de M. Buthelesi et militants de l'ANC s'affrontent fréquemment dans la région de Durban. Il y a deux semaines, l'un de ces affrontements avait fait quatre morts.

Par ailleurs, tandis que le traditionnel « Father Christmas » prodiguait aux enfants blancs sucreries et jouets près d'un arbre de Noël, le plus souvent en plastique et « made in Taiwan », les habitants de nombreuses cités noires ont connu une fois de plus les rigueurs du « Noël noir », la consigne militante qui leur interdit de festoyer après leur avoir imposé le boycottage des commerces blancs.

Trois des victimes de cette journée sont mortes brûlées vives par des bandes de jeunes activistes noirs pour avoir enfreint la consigne. Trois autres Noirs ont été grièvement brûlés dans l'incendie de leur maison.

Prochaine rencontre entre le président Bendjedid Chadli et le colonel Kadhafi

De notre correspondant

Alger. — Une rencontre entre le président Bendjedid Chadli et le colonel Kadhafi doit avoir lieu après le congrès extraordinaire du Front de libération nationale, qui clot ses travaux ce jeudi. Ni la date de la rencontre ni le lieu ne sont connus. Il semble de bonne source qu'elle aura lieu en territoire algérien, probablement dans le Sud, à proximité de la frontière algéro-libyenne. Alger a donc finalement accédé aux requêtes pressantes du chef de l'Etat libyen, qui, depuis le mois d'août,

faissait le forcing pour renouer le dialogue avec une Algérie qui a toujours dit clairement qu'elle soutiendrait son voisin tunisien dans le conflit qui l'oppose à la Libye. Sentant une pression sur ses frontières avec l'Égypte et l'Algérie, le colonel Kadhafi, qui n'a pas trouvé l'appui qu'il escomptait auprès de M. Gorbatchev lors de son dernier voyage à Moscou, essaierait ainsi de desserrer un peu l'état. Le 18 novembre dernier, une forte délegation libyenne était venue à Alger, conduite par le commandant Hamdi Khoulidi et M. Ali Abdesslem Triki, ministre des affaires étrangères. Elle était chargée de remettre un message au président Chadli.

Les diplomates occidentaux en poste à Alger estiment que la Libye a exprimé à cette occasion la volonté d'avoir des meilleures relations avec ses voisins, allant même, selon une source informée, jusqu'à proposer de retirer ses troupes massées sur la frontière tunisienne et de trouver un arrangement pour indemniser les travailleurs tunisiens expulsés.

Alger, ne voyant pas d'un mauvais œil se dégrader les relations maroco-libyennes après que le colonel Kadhafi ait critiqué le roi Hassan II à l'occasion de sa venue à Paris pour le sommet franco-africain, considère que le moment est venu d'essayer de se concilier Tripoli dans le cadre du conflit du Sahara occidental. Il est notoire que le colonel Kadhafi n'a jamais cessé complètement d'aider financièrement le Polisario. Peut-il faire plus ? Sans illusion, l'Algérie estime qu'elle n'a rien à perdre à essayer de faire pencher le colonel de son côté.

F. F.

La préparation des législatives

DÉSORDRE A DROITE DANS LE FINISTÈRE

La laborieuse mise au point d'une liste d'union de l'opposition conduite par le RPR (Le Monde du 10 décembre) n'a pas empêché les rumeurs dans le Finistère. En effet, M. Gabriel de Poulliquet (soixante et onze ans), qui fut député de la 3^{ème} circonscription du Finistère, successivement UNR puis RPR de 1958 à 1978, a décidé de conduire sa propre liste aux élections législatives et aux élections régionales du 16 mars. Il estime nécessaire « de combattre absolument la déplorable évolution des mœurs politiques et de défendre les institutions de la 1^{ère} République ». Selon lui, « la proportionnelle fait rendre les pires pratiques de la 1^{ère} République et du régime des partis ». La liste de M. de Poulliquet sera rendue publique au début de l'année. Elle pourrait comporter, notamment, les noms de MM. Georges Lombard, sénateur centriste, et Jacques Berthelot, RPR, tous deux anciens maires de Brest.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 26 DÉCEMBRE
Les rendez-vous
du « Monde »
FRANÇOIS HESNAULT
Pilote de formule 1
avec **PHILIPPE BOUCHER**

VENDREDI 27 DÉCEMBRE
Georges Wolinski
sera face au « Monde »
avec **BRUNO FRAPPAT**
et **FRANÇOIS KOCH**

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

LATREILLE
SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
SOLDES ANNUELS
QUALITES IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél : 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MARCHÉS

Le Monde
LOISIRS

5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur*... pourquoi pas la vôtre

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le formidable pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE la messagerie électronique.

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le formidable pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE la messagerie électronique.

MISSIVE
MESSAGERIE ELECTRONIQUE

UN RAPPORT CONFIDENTIEL DU COMMISSAIRE EUROPÉEN A L'ÉNERGIE

Paiera-t-on le pétrole 20 dollars le baril ?

Considérée jusqu'à une date récente comme irréaliste, l'hypothèse d'une baisse brutale des prix du pétrole apparaît désormais comme « possible ». Telle est du moins l'opinion exprimée par le commissaire européen à l'énergie dans un rapport confidentiel remis récemment aux membres de la Commission européenne.

Examinant la situation pétrolière mondiale à la fin de l'automne — avant même la dernière conférence de l'OPEP, qui a confirmé ses analyses — M. Moser estime que, en dépit des incertitudes actuelles, les prix du brut devraient diminuer « brutalement vers la fin de l'hiver (avril 1986) pour tomber à 20 dollars environ le baril », puis se stabiliser à ce niveau « pendant les douze mois suivants ».

Pour les pays de la Communauté cette baisse accentuée (— 20 %) serait d'autant plus sévère qu'elle a de bonnes chances de s'accompagner d'un nouveau glissement du dollar. En se fondant sur l'hypothèse d'une dévaluation de la monnaie américaine de 15 % en 1986 par rapport à l'ECU, la monnaie de compte européenne, et d'une poursuite de cette dégradation l'année suivante, les prix du brut devraient tomber de 30 ECU par baril en novembre 1985 à 23,7 ECU en avril 1986 et à 21,4 ECU par baril en novembre 1987. Soit une baisse de 21 % d'ici au printemps prochain et de plus de 28 % en deux ans. En termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, les prix du brut reviendraient ainsi à la fin de 1987 à leur niveau de 1979 : cette baisse équivaut donc totalement les effets du second choc pétrolier.

Pour les pays européens, ce retour de bâton aurait à court terme des effets économiques « absolument positifs ». Si la baisse est totalement répercutée sur le consommateur, il faut en attendre, estime le rapport, un gain net de 0,8 % en 1986 et de 1,5 % en 1987, une augmentation de l'emploi de 0,6 %, soit le double de ce qui est prévu, une réduction de l'inflation, ramenée en moyenne à 3 % en 1986, une diminution des taux d'intérêt (à 8-9 %) et un redressement de la balance des

opérations courantes de la Communauté.

Ce scénario « rose » ne s'appliquerait pas toutefois de façon uniforme dans la Communauté. Si les pays importateurs nets de pétrole comme l'Italie, la France et l'Allemagne devraient tirer particulièrement avantage de cette évolution, le bilan pour la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas, qui sont également des producteurs d'hydrocarbures, serait plus mitigé. Le Royaume-Uni surtout subirait d'importantes pertes en termes de recettes fiscales et verrait fortement réduits les revenus escomptés de la vente de la British Gas Corporation et du reste du capital de British encore détenu par l'Etat.

Un revers, la relance de la demande

La baisse des prix du brut, par son ampleur, aurait cependant un revers, car elle relancerait rapidement la demande énergétique. Celle-ci pourrait, dans l'hypothèse retenue, augmenter de 4 % au cours des deux prochaines années, contre un peu moins des 3 % prévus. A court terme, cette relance n'aurait guère d'effets sur l'équilibre du marché pétrolier mondial, compte tenu des surcapacités de production actuelles. De plus, même ainsi soutenue, la consommation de pétrole dans la Communauté resterait en 1987 inférieure à son niveau de 1979.

A plus long terme, il n'en irait pas de même. « La question fondamentale est de savoir si et quand une chute des prix du brut d'un niveau aussi bas est susceptible de conduire une nouvelle fois à un marché du pétrole tendu, à une nouvelle dépendance des pays industrialisés à l'égard de l'OPEP, à une envolée soudaine des prix et, par conséquent, à l'instabilité économique », écrit le rapporteur.

Si les prix du brut demeuraient longtemps bas (à 20 dollars par baril) et que les économies développées revenaient à des taux de croissance raisonnables, les importations nettes de pétrole pourraient aug-

menter d'ici à l'an 2000 de près de 50 % (de 5,7 millions à 8,5 millions de barils/jour) dans l'Europe des Dix. Cela entraînerait « un danger sérieux de pression des prix à la hausse et d'instabilité des marchés pétroliers avant la fin du siècle », estime M. Moser. Aussi, conclut-il, les pays de la Communauté doivent s'efforcer de « maximiser les gains économiques (de cette baisse) tout en réduisant à un minimum le danger d'un troisième choc des prix du pétrole ».

Comment ? Le rapport ne se prononce pas, se bornant à examiner les trois options possibles. D'abord un soutien des investissements dans le secteur énergétique pour continuer de développer l'indépendance des pays de la CEE, ce qui supposerait une dépense budgétaire pour laquelle, souligne le rapport, « les Etats membres se sont montrés peu enthousiastes dans le passé ». Deuxième option : une action concertée entre pays producteurs et consommateurs de brut, voire des arrangements nouveaux concernant l'utilisation des stocks, afin d'aplanir les fluctuations violentes des prix. Ces actions peuvent s'avérer étonnantes pour les pays du Golfe notamment, mais elles risquent de soulever chez certains Etats membres de la Communauté des « réserves importantes ». Enfin, dernière option envisageable : une action fiscale pour compenser la baisse des prix du brut, soutenir les tarifs au niveau des utilisateurs et améliorer les revenus des Etats membres. Elle soulève d'« importantes questions », notamment sur les réactions éventuelles des pays exportateurs.

Le rapport, sans trancher, estime en conclusion qu'il serait « prudent » de continuer à examiner les options politiques ouvertes, notamment les deux dernières. Il souligne, enfin, le risque de voir les Etats-Unis, sous la pression des producteurs nationaux d'hydrocarbures, adopter une politique protectionniste en imposant des taxes sur les importations, estimant que « la Communauté devrait être en mesure de réagir avec rapidité et cohérence à toute action de ce type, et de prendre l'initiative le cas échéant ».

VERONIQUE MAURUS.

NOUVELLES BRÈVES

● **Nouvelle-Calédonie : arrestation de deux Mélanésiens.** — Deux Mélanésiens, accusés d'avoir blessé un gendarme mobile, ont été arrêtés ce jeudi 26 décembre dans la réserve de Saint-Pierre, près de Thio, et déferés au parquet de Nouméa. C'est lors d'une patrouille de routine qu'une voiture de gendarmerie avait été lapidée, mercredi, par une dizaine de Mélanésiens apparemment pris de boisson. Des renforts venus sur les lieux avaient été à leur tour pris à partie et un gendarme mobile avait eu un coude fracturé par un coup de barre de fer.

● **M. Barrot et les risques de la cohabitation.** — Interrogé par le *Quotidien de Paris*, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, explique ce jeudi 26 décembre que :

« la cohabitation ne peut pas bien marcher » et qu'au mieux ce sera l'incertitude ou, pire, une cascade de conflits... « Si nous nous enfonçons dans le clair-obscur, il doit être bien établi que la faute incombera au président de la République », ajoute-t-il. Pour le député de la Haute-Loire, « mieux vaut exprimer d'emblée une opposition claire et loyale que de se laisser entraîner dans l'engrenage d'une hostilité larvée ».

● **Formation des jeunes : suppression des contrats-emploi-adaptation.** — Un décret, publié au *Journal officiel* le 22 décembre, supprime les contrats emploi-adaptation et modifie les contrats emploi-formation qui seront uniquement proposés « aux personnes sans emploi de vingt-cinq ans et plus ». Créés en 1975, ces contrats permettaient aux jeunes de recevoir une formation financée par l'Etat et de s'intégrer à l'entreprise pendant des périodes plus ou moins longues, selon les différentes formules qui avaient été ensuite mises en place par M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle. Ce dispositif avait obtenu de bons résultats, mais M. Michel Delebarre, ministre du travail, avait plus tard promis qu'il serait abandonné pour ne pas faire concurrence à la formation en alternance dans les entreprises, décidée par les partenaires sociaux. Ce dernier programme, défendu par le CNFP, devrait, selon le patronat, bénéficier à 300 000 jeunes stagiaires en année pleine.

● **L'Etna meurtrier.** — La terre continue à trembler sur les flancs de l'Etna. Le 25 décembre, à partir de 3 heures du matin, trois secousses assez fortes (magnitudes 3,4, 3 et 4,4) se sont produites. A la suite des deux premières, la plupart des trente-cinq clients d'un hôtel ont évacué le bâtiment. Toutefois, l'un d'entre eux a été tué alors qu'il aidait sa famille à sortir de l'hôtel et quatorze personnes ont été blessées. Deux sont dans un état jugé sérieux. Ces secousses accompagnaient le début d'une éruption du volcan sicilien, le plus haut et le plus actif d'Europe : quatre coulées de lave descendent les pentes de l'Etna mais, jusqu'à présent, elles ne menacent aucune habitation. — (UPL)

LES NOUVELLES DU « MONDE » SUR FR 3

Les veilles de Noël et du Nouvel An sont des journées de prédilection pour vérifier la vieille « loi de Murphy » : ce qui doit arriver arrive ! Les fêtes de fin d'année, par la concentration d'activités en un court laps de temps et l'intensité de l'événement, deviennent le théâtre d'événements insolites et inconnus. Qui n'a pas sa petite histoire cossue à raconter sur une veille de Noël ou de Nouvel An passé ?

Cette période privilégiée a inspiré nombre d'écrivains à jongler avec les clichés d'été du hasard pour faire basculer le destin de leurs personnages dans la fiction la plus folle. La compilation de nouvelles parues dans le *Monde* a servi de scénario pour une « de minitime » (de sept à trente minutes) sur des événements insolites canalisés en la veille de Noël. Très variées, ces nouvelles sont l'œuvre d'auteurs italiens, grecs, yougoslaves, égyptiens et français. Elles sont traitées tantôt avec humour, tantôt avec émotion, en accentuant le caractère débridé des comportements liés à ce type d'époque.

Ces fictions réalisées par FR 3 Lille sont diffusées nationalement en fin de soirée sur FR 3, depuis le 25 décembre. Il est toutefois dommage que ces films soient projetés individuellement, à raison d'un par jour : l'intérêt, c'est leur variété et leur originalité les uns par rapport aux autres.

E. T.

DES « TUCISTES » SE SYNDIQUENT

(De notre correspondante.)

Caen. — Sept « tucistes » de Quistrehem (Calvados), sur les vingt-six que compte la commune, ont formé une section syndicale CGT pour « défendre leurs droits ». Leurs revendications portent sur le niveau de rémunération, la fonction, le contenu des tâches affectées, la sécurité, et sur leur statut professionnel à l'issue du stage. L'union locale CGT veut en faire un exemple.

Le maire, M. André Ledran, premier secrétaire de la fédération socialiste du Calvados, est prêt à s'occuper aux jeunes gens deux heures d'information syndicale sur le temps du stage, et à examiner les questions posées par les « tucistes ». Pour M. Ledran, toutefois, la politique d'accueil des jeunes demandeurs d'emploi reste une priorité. Neuf emplois ont été créés par la ville depuis deux ans. — P. M.

(Publié)

Pantalons DOUBLES, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Une très belle veste en Harris Tweed, 700 F, un costume en tissu Dormont à partir de 800 F, un pardessus cashmere et laine à 600 F, etc. Pourquoi pas plus incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Ambert sont désormais vendues, même les grandes tailles jusqu'à 62, en direct, par les Entreprises du Marais. 14 St-Sébastien-François, 3, rue du Port-au-Choux-9, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

Le numéro de « Monde » daté 26 décembre 1985 a été tiré à 320 593 exemplaires

PROLONGATION EXCEPTIONNELLE 4 JANVIER 1986

1 MACINTOSH 128 K
+ MACWRITE
+ MACPAINT
+ 1 Extension à 512 K
= 19.990 F T.T.C.
SEULEMENT!!!
Crédit ou leasing possible

Nous acceptons avec plaisir les bons de commande de l'administration.

INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre Génom de la Micro-informatique
26, rue du Renard 75004 France (Boulevard) - tél. (1) 42.72.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03